

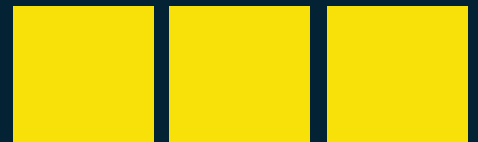


association française des catalanistes



REC

Revue d'Études Catalanes, N° 8



REC - Revue d'Études Catalanes, N° 8

Comité de rédaction de ce numéro

Éditeurs : Michel MARTÍNEZ PÉREZ, Sorbonne Université
Lluís MEDIR TEJADO, Universitat de Barcelona

Équipe éditoriale de la REC

Directrice de la publication :	Immaculada FÀBREGAS, Université Bretagne Sud
Rédactrice en chef :	Maria LLOMBART HUESCA, Université Montpellier Paul Valéry
Comité de rédaction :	Domènec BERNARDÓ, Université de Perpignan – Via Domitia Martine BERTHELOT, Université de Perpignan – Via Domitia Fabrice CORRONS, Université Toulouse 2 - Jean Jaurès Immaculada FÀBREGAS, Université Bretagne Sud Mònica GÜELL, Sorbonne Université Christian LAGARDE, Université de Perpignan – Via Domitia Maria LLOMBART HUESCA, Université Montpellier Paul Valéry Michel MARTÍNEZ PÉREZ, Sorbonne Université Estrella MASSIP GRAUPERA, Aix Marseille Université Mercè PUJOL, Université de Perpignan Via domitia Sandrine RIBES, Université Montpellier Paul Valéry
Image de couverture :	Artiste: Jamie ALEXANDER, Université Toulouse Capitole
Responsable de la mise en page :	Jamie ALEXANDER, Université Toulouse Capitole
Contact :	Association française des catalanistes - http://france-catalaniste.com francecatalaniste1@gmail.com

ISSN 2426-6434
© des auteurs des articles
© 2025, de l'Association Française des Catalanistes
Année de création de l'édition électronique, 2025
Publication en ligne : <http://france-catalaniste.com/publications/>

Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la *Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International*.



Sumari

REC - Revue d'Études Catalanes, N° 8 La Catalogne : le prix de l'indépendance

Coordinateurs :

Lluís Medir Tejado <i>Universitat de Barcelona</i>	Michel Martínez Pérez <i>Centre d'études catalanes - Sorbonne Université</i>
---	---

La Catalogne : Le prix de l'indépendance <i>Lluís Medir Tejado, Michel Martínez Pérez</i>	4
Movilización independentista en Cataluña (2009-2019): noviolencia y desobediencia civil como herramientas para la secesión <i>Aitor Díaz Anabitarte</i>	8
Historiadors, periodistes i intel·lectuals professionals: la lluita pels relats del procés <i>David Martínez Fiol, Josep Pich i Mitjana</i>	30
La décennie de la souveraineté et la transformation du catalanisme : 2006-2021 <i>Agustí Colomines i Companys, Jordi Argelaguet</i>	40
El preu del fracàs de la Declaració Unilateral d'Independència <i>Christian Lagarde</i>	60
Varia : Catalunya vista per dos viatgers alemanys al segle XIX <i>Wilhem Von Humboldt i Jakob Venedey Eric Loison</i>	72

Lluís Medir Tejado

Universitat de Barcelona

Michel Martínez Pérez

Sorbonne Université

LA CATALOGNE : LE PRIX DE L'INDÉPENDANCE

Introduction

En 2017, la Catalogne a vécu une situation politique exceptionnelle qui était censée mener le pays vers la sécession du Royaume d'Espagne par l'avènement d'une République indépendante. L'issue du processus souverainiste explicitement assumé par différents gouvernements catalans depuis 2012 est programmée pour le 1^{er} octobre 2017. Ce jour-là, un référendum est organisé (tant bien que mal) par les autorités catalanes mais il se produit en marge de la légalité espagnole et de l'État de droit dans la mesure où le gouvernement central et la justice l'ont interdit au préalable. En effet, les lois du Parlement catalan permettant d'organiser un référendum et l'éventuelle « déconnexion » du système juridico-légal espagnol avaient été immédiatement invalidées par la Cour constitutionnelle espagnole (*Tribunal Constitucional*) puisque la Constitution espagnole veille à l'intégrité territoriale de la Nation espagnole et qu'elle ne permet pas des référendums d'autodétermination pour les peuples et les « nationalités » qui la composent.

Tout au long de ce bras de fer entre les gouvernements catalan et espagnol, les fractures socio-politiques sont devenues de plus en plus palpables au sein de la société catalane, plurielle et divisée sur la question de l'indépendance mais aussi, comme tous les pays, sur d'autres sujets clivants. Existait-il « un seul peuple » catalan comme le scandaient les indépendantistes du gouvernement ou d'une partie de la société civile agrégée autour de puissantes associations ? Quel prix certain.e.s Catalan.e.s étaient-ils/elles prêt.e.s à payer pour aller au terme d'un rêve sécessionniste auquel beaucoup ne songeaient pas quelques années auparavant seulement ? De leur côté, les leaders indépendantistes (politiques et du monde associatif) ont payé un lourd tribut : exode ou prison. Depuis lors, le temps politique a considérablement accéléré. Après les lourdes peines et le passage par la prison, des mesures de grâce puis une amnistie ont vu le jour, dans un but d'apaisement, pour remettre les compteurs à zéro et tâcher de dépasser la crise territoriale et politique la plus grave qu'ait connu l'État espagnol depuis la restauration démocratique et de l'autonomie catalane, l'une n'allant pas sans l'autre. Ce n'est ni plus ni moins que l'objectif d'un gouvernement de gauche (coalition PSOE-*Podemos* puis PSOE-*Sumar*), soutenu par les nationalistes périphériques, de droite comme de gauche, ayant fait un cordon sanitaire contre une alternative PP-*Vox* aussi bien en 2019 qu'en 2023.

En 2025, à l'heure où nous écrivons, 48 ans après le retour de Josep Tarradellas – dernier Président de la *Generalitat* en exil pendant le franquisme –, 45 ans après l'adoption du premier Statut d'Autonomie catalan, le contexte politique catalan (et espagnol) semble poser des questions toujours très proches de celles qui se posaient au lendemain du franquisme. En effet, les partisans de la république (catalane ou espagnole) ou d'une Catalogne non-autonome au sein d'une Espagne centralisée, ou encore d'un État catalan fédéré aux États-Unis d'Espagne sont toujours présents, malgré des évolutions, sur l'échiquier politique. Ainsi, en cette période mouvementée, qui n'échappe pas aux phénomènes de polarisation communs aux autres sociétés occidentales, et même au-delà, nous avons souhaité faire un point d'étape sur le processus souverainiste et ses conséquences sur la société catalane.

Dans un premier temps, Aitor Díaz Anabitarte (*Universitat de Barcelona*) propose dans un article intitulé « Movilización independentista en Cataluña (2009-2019): noviolencia y desobediencia civil como herramientas para la secesión » de revenir sur le caractère pacifiste et non-violent des mobilisations indépendantistes

entre 2009 et 2019. Ce cadre chronologique embrasse les premiers référendums sur l'indépendance catalane (à échelle municipale) jusqu'aux réactions déclenchées par les peines prononcées contre les leaders indépendantistes à l'issue de leur procès au *Tribunal Supremo*. Si des émeutes ont bel et bien éclaté en 2019 et qu'elles ont sans doute contribué à la flambée électorale d'un parti comme *Vox* dans le reste de l'Espagne (aussi en Catalogne mais dans un second temps), l'auteur défend et démontre le caractère non-violent du mouvement indépendantiste en mobilisant des méthodologies et des références à la croisée de la sociologie, du droit et de la science politique.

Plus centrés sur la construction du récit du processus sécessionniste, Josep Pich i Mitjana (*Universitat Pompeu Fabra*) et David Martínez Fiol (*Universitat Autònoma de Barcelona-Universitat Oberta de Catalunya*) font le constat dans leur contribution « Historiadors, periodistes i intel·lectuals professionals: la lluita pels relats del procés » que ce sont les journalistes, qui plus est engagés pour l'indépendance, qui ont tiré leur épingle du jeu. En effet, nos contributeurs parviennent à démontrer que l'hypermédiatisation du processus, éclipsant souvent les autres sujets d'actualité, a fini par marginaliser les spécialistes des questions de fond (politologues, juristes, historiens, économistes, sociologues...) pour donner surtout la parole aux journalistes engagés qui avaient tendance à relayer des opinions ou des éléments de langage présentés comme des solutions simples (pour ne pas dire simplistes) à des questions complexes. Le succès des ouvrages publiés par des journalistes « relais » pourrait indiquer que les lecteurs indépendantistes avaient plus besoin de confirmer leur adhésion (parfois nouvelle) au souverainisme que de se faire une opinion sur la question.

Dans l'article « La décennie de la souveraineté et la transformation du catalanisme : 2006-2021 », Agustí Colomines i Companys (*Universitat de Barcelona*) et Jordi Argelaguet (*Universitat Autònoma de Barcelona*), tous deux membres de la Chaire Josep Termes, les auteurs reviennent précisément sur le virage indépendantiste effectué par le catalanisme dans la première décennie du XXI^e siècle. L'horizon d'une République catalane indépendante, « seule utopie disponible », comme l'a définie Marina Subirats, devient pour un secteur grandissant du catalanisme un cap nécessaire dans un contexte socio-économique où l'État espagnol frôle la faillite, la mise sous tutelle et devient même une menace pour la zone euro et l'Union européenne. Ces changements se consolideront-ils ? À l'ère du post-processus (2021), qu'en était-il ?

Pour refermer notre monographie, Christian Lagarde, dans un article intitulé « El preu del fracàs de la Declaració Unilateral d'Independència » s'interroge sur les conséquences de l'instabilité politique et le vide juridique qu'auraient apportées la confirmation de la déclaration d'indépendance prononcée et suspendue par Carles Puigdemont avant de quitter la Catalogne. Dans le bilan qu'il tire, Christian Lagarde rappelle que de nombreuses entreprises ayant transféré leur siège social en dehors de la Catalogne n'ont toujours pas été « rapatriées ». Pendant la crise souverainiste, puis pendant la pandémie, Madrid a même dépassé la Catalogne pour devenir à son tour le principal moteur économique de l'Espagne. Effet « capitale » pour certains, preuve du déclin catalan pour d'autres, la stagnation économique de la Catalogne semble pourtant bien alignée sur la désindustrialisation du pays et corrélée au pari touristique et immobilier (et donc rentier) des élites économiques.

Pour l'heure, il est bien entendu difficile et prématuré de tirer des conclusions sur le prix que la Catalogne a payé pour sa tentative d'indépendance. Toutefois, à l'été 2025, presque un an après le pacte PSC-ERC pour l'investiture de Salvador Illa, homme fort de Pedro Sánchez en Catalogne, le bloc indépendantiste semble brisé (plus que divisé). En effet, les mauvais résultats d'ERC, opposés à la relative performance de JxCAT et donc de Carles Puigdemont, lors des dernières élections catalanes (mai 2024), semblent avoir resitué les républicains d'ERC dans le giron de la gauche avec le PSC et les *Comuns* (comme à l'époque du *Tripartit*) fermant ainsi la porte à l'entente indépendantiste qui, depuis 2012, a pourtant porté ERC jusqu'à la présidence de la *Generalitat*, une première depuis la Seconde République. Cependant, en 2024, la poussée socialiste en Catalogne, qui exprimerait « l'hispano-compatibilité » croissante des électeurs catalans, vraisemblablement aidée par la présidence de Pedro Sánchez, engagée dans la pacification du conflit catalan, pourrait pousser ERC à mettre de côté son idéal indépendantiste et républicain, un horizon qui serait de toute façon en net repli selon

tous les sondages, surtout chez les plus jeunes contrairement à ce qu’il advenait il y a une dizaine d’années. Serions-nous en train d’assister au retour d’une Espagne progressiste et « sympathique », éloignée de l’Espagne en crise, gouvernée par le PP et autoritaire qui avait embrasé la Catalogne et largement contribué au tournant souverainiste ? Y aurait-il en Catalogne, comme dans d’autres latitudes, une partie de la société cosmopolite « post-nationale » et d’autres secteurs, perdants de la mondialisation, plus tentées par un repli identitaire espagnol (*Vox*) ou catalan (*Aliança catalana*) ? Les élections locales de 2027 permettront de mesurer les percées respectives de ces mouvements xénophobes et d’ultra-droite populiste.

Aitor Díaz Anabitarte¹

Universitat de Barcelona - Facultat de Dret

**MOVILIZACIÓN INDEPENDENTISTA EN CATALUÑA (2009-2019):
NOVIOLENCIA Y DESOBEDIENCIA CIVIL
COMO HERRAMIENTAS PARA LA SECESIÓN**

RESUMEN

El siguiente artículo expone y analiza las principales herramientas de movilización noviolenta en el seno del movimiento secesionista catalán (2009-2019). Se trata de un ejemplo de repertorio de contienda basado en un accionar noviolento a través de estrategias de protesta-persuasión, desobediencia civil e intervención noviolenta que no resulta muy usual en el marco de las movilizaciones sociales y políticas por la secesión de un territorio o como mecanismo para lograr la autodeterminación.

El trabajo analiza, primero, la noviolencia y la desobediencia civil (desde la perspectiva de su formulación teórica); en segundo lugar, aborda los conceptos de secesión o autodeterminación (también desde su vertiente teórica); y, finalmente, se centra en un análisis conjunto tomando como estudio de caso la campaña de movilización social y política independentista en Cataluña durante el periodo 2009-2019.

Palabras clave: Movilización política, noviolencia, desobediencia civil, secesión, Cataluña.

ABSTRACT

The following article presents and analyses the main tools of nonviolent mobilisation within the Catalan secessionist movement (2009-2019). This is an example of a repertoire of struggle based on nonviolent action through strategies of protest-persuasion, civil disobedience and nonviolent intervention that is not very common in the framework of social and political mobilisations for the secession of a territory or as a mechanism for achieving self-determination.

The paper first analyses nonviolence and civil disobedience (from the perspective of their theoretical formulation), secondly, it deals with the concepts of secession or self-determination (also from a theoretical perspective) and, finally, it focuses on a joint analysis, taking as a case study the campaign of social and political mobilisation for independence in Catalonia during the period 2009-2019.

Keywords: Political mobilization, nonviolence, civil disobedience, secession, Catalonia.

1. INTRODUCCIÓN

El presente artículo analiza la movilización política y social acontecida en Cataluña durante el periodo 2009-2019. Concretamente, se analiza el repertorio de contienda desarrollado por el movimiento independentista catalán, una movilización política que se ha articulado a través de los parámetros de la lucha noviolenta y la desobediencia civil. Al mismo tiempo, este trabajo supone uno de los resultados del proyecto de investigación sobre “Noviolencia, desobediencia civil y secesión: una aproximación teórica y práctica”², una investigación sufragada por el *Institut d’Estudis de l’Autogovern* y que planteaba un objeto de estudio algo más amplio, al abordar la conjunción entre la noviolencia como estrategia de movilización política (en todas sus expresiones)

¹ Doctor en Ciencia Política y Derecho por la Universitat de Barcelona (UB). Licenciado en Ciencia Política y en Sociología por la Universitat de Barcelona. Actualmente trabaja en esta misma institución como profesor lector (*assistant professor*) en el Departamento de Ciencia Política, Derecho Constitucional y Filosofía del Derecho.

² Nótese que la palabra noviolencia aparece escrita de esta forma de forma voluntaria. Ello se debe, básicamente, a la voluntad que existe en el seno del movimiento pacifista y noviolento, en no presentar (ni pensar) la noviolencia como una mera alternativa a la violencia. Si no, en todo caso, como algo más que una mera estrategia para la consecución de unos fines; idea que sí encaja plenamente con la definición de violencia. En este sentido, la noviolencia se ha teorizado de forma distinta, por ejemplo, desde la reciente disciplina de la *peace reserach*, dando un carácter positivo al concepto de paz a partir de una redimensión del concepto de violencia más allá de la violencia directa (o física) a través de la idea de violencia estructural (Galtung, 1969).

y la secesión como objetivo político (sin centrarse en ningún estudio de caso concreto); es decir, centrando la atención en aquellas movilizaciones basadas en un accionar noviolento y cuya motivación política fuese la creación de un escenario favorable para la secesión de un territorio. En este mismo orden de ideas, se parte de la premisa de que lo sucedido en Cataluña (durante el periodo anteriormente señalado) combina ambos elementos. Aunque el proyecto de investigación al que se hace referencia más arriba no solo se haya centrado en el caso catalán, en lo que al presente artículo se refiere se tomará la experiencia catalana como objeto de estudio principal.

Para abordar dicha cuestión, se ha estructurado el artículo en tres partes. En primer lugar, se aborda la cuestión del objeto y el método y las fuentes. Seguidamente, a modo de marco teórico, se plantea un apartado que aborda tres cuestiones: (i) los conceptos de noviolencia y desobediencia civil, (ii) la experiencia noviolenta en el seno del sistema político catalán y la sociedad catalana y, en último lugar, (iii) la discusión en torno a la secesión y/o la autodeterminación. Finalmente, en tercer lugar, se incluye un apartado analítico en el que se presenta una cronología junto con un análisis pormenorizado del repertorio de contienda que, en clave noviolenta, se viene desarrollando desde hace años en Cataluña. Cierran el artículo un epígrafe de conclusiones y un último apartado donde se referencian las diversas fuentes bibliográficas consultadas.

2. METODOLOGÍA, FUENTES Y CONTEXTO DE LA INVESTIGACIÓN

El objetivo del presente artículo es analizar el papel de la noviolencia en el seno de la movilización autodeterminista que, una parte muy mayoritaria del nacionalismo catalán, ha venido articulando de forma reiterada durante el periodo 2009-2019. Un repertorio de contienda fundamentado en los principios y las herramientas que ofrece el pacifismo político a través de la lucha noviolenta. Una movilización que ha tenido como objetivo principal iniciar un proceso de autodeterminación como mecanismo para superar el estatus político actual de Cataluña, en términos de soberanía. Es decir, una movilización política y social que como objetivo final apostaba (y apuesta) por la celebración de un referéndum de autodeterminación como solución al encaje de esta comunidad en el conjunto del Estado Español. Una consulta política a la que el nacionalismo catalán responde, de forma bastante unísona, con la secesión como horizonte político. Por ello, el presente artículo combina un doble objeto de estudio: por un lado, la autodeterminación y los procesos de movilización política con objetivos secesionistas (a través del estudio de caso que supone Cataluña); y, por otro lado, la noviolencia y la movilización política a través de un repertorio de contienda basado en la protesta pacífica, la no cooperación y la desobediencia civil. En definitiva, desde la perspectiva del objeto de estudio, este trabajo se estructura de forma acumulativa. Es decir, primero se analizan de forma separada fondo y forma; es decir, secesión y noviolencia. Y, finalmente, se presenta un análisis conjunto al coincidir, ambos, en el estudio de caso.

En relación con la metodología utilizada, cabe puntualizar que los resultados que se muestran en el presente artículo son fruto de la combinación de dos perspectivas. En primer lugar, una aproximación teórica a través de la cual se han operacionalizado conceptos nucleares para la investigación como, por ejemplo, secesión, desobediencia civil, autodeterminación y/o noviolencia, entre otros. Un trabajo previo que, en segundo lugar, ha permitido un análisis en profundidad de lo sucedido en Cataluña durante la última década. Una tarea más vinculada con un enfoque empírico directamente relacionado con el estudio de caso. Una segunda fase de la investigación que, en definitiva, supone la combinación de los dos objetos de estudio: noviolencia y movilización autodeterminista en Cataluña (2009-2019).

Finalmente, y como consecuencia de lo que se ha dicho hasta el momento, varias han sido las fuentes utilizadas. De esta forma, se ha combinado el análisis teórico de la noviolencia y la secesión, junto con un repaso de la reciente literatura existente sobre lo sucedido durante los últimos diez años en Cataluña. Una tarea de revisión bibliográfica que se ha complementado con la realización de diversas entrevistas en profundidad con líderes y representantes de las principales organizaciones independentistas. Introduciendo, así, un elemento de análisis cualitativo, junto a las otras dos aproximaciones: la textualista (en la operacionalización de conceptos) y la contextualista (en la reconstrucción cronológica de los acontecimientos).

Precisamente, una de las primeras cuestiones a tener en cuenta es el periodo temporal seleccionado en relación con el estudio de caso. En este sentido, el intervalo temporal que se ha tenido en cuenta como objeto de estudio es el que comprende los diez años que van desde 2009 hasta 2019. Dicha elección se justifica por el consenso existente acerca de la fecha de inicio (Álvaro, 2019 y Marcet, 2019). Así, 2009 supone el comienzo de una campaña de movilización independentista masiva promoviendo consultas autodeterministas a nivel municipal. Un proceso que duró dos años, empezando por Arenys de Munt (un pequeño pueblo del Maresme, cerca de la capital catalana), y que terminó en la ciudad condal el 10 de abril de 2011, en una última jornada de movilización autodeterminista que puso punto final a un conjunto de consultas organizadas por todo el territorio catalán³.

Llegados a este punto, resulta obligado hacer referencia a un hecho de alta trascendencia política en relación con la cuestión que aquí nos ocupa. Entre septiembre de 2009 y abril de 2011, concretamente el 28 de junio de 2010, el Tribunal Constitucional (TC) dictó la sentencia sobre el nuevo Estatuto de Autonomía de Cataluña, un nuevo texto a través del cual se pretendía cerrar, al menos por varios lustros, el debate sobre el encaje de Cataluña en el conjunto del Estado español. La reforma no estuvo exenta de polémica, pero desde un análisis a la vez político e institucional, obtuvo casi un 74% de votos a favor, sobre un total de casi un 49% de participación, en el referéndum vinculante celebrado el 18 de junio de 2006. Sea como fuere, la sentencia anteriormente referenciada tuvo una respuesta bastante inmediata a través de una de las primeras manifestaciones masivas que logrará articular el movimiento independentista durante el periodo de tiempo que aquí se ha seleccionado. Una movilización que, en cierta medida, anticipó la transformación en el seno del nacionalismo catalán mayoritario, desde posiciones autonomistas a posturas claramente proindependentistas (Marcet, 2019: 7).

En suma, se observa cómo la selección de lo que la literatura sobre resolución de conflictos denomina como *starting point* no resulta una tarea fácil o, en todo caso, exenta de matices o enmiendas. Para el presente trabajo se ha optado, quizás, por la más consensuada (no solamente por la coincidencia con esa duración de diez años entre 2009 y 2019)⁴, un periodo que empieza con una serie de movilizaciones noviolentas en torno a la organización de las consultas populares como expresión del derecho a decidir, y que finaliza, si es que se puede decir que haya finalizado, con la sentencia del Tribunal Supremo (TS) a los líderes políticos que ocupaban cargos de responsabilidad y líderes sociales que, durante la celebración del referéndum del primero de octubre, ejercían una función de portavoz y representación de una parte de la sociedad civil catalana. La sentencia provocó una protesta organizada, mayoritariamente, desde los parámetros de la noviolencia y la desobediencia civil.

3.DEFINICIONES DE PARTIDA

Antes de entrar en el análisis de la movilización secesionista y noviolenta que ha tenido lugar durante la última década en Cataluña, se ha creído conveniente abordar dos definiciones iniciales. Por un lado, el concepto de noviolencia y las dimensiones a las que hace referencia y, por otro, el concepto de secesión y su significado político. Así las cosas, no se trata solamente de una mera exploración teórica, sino que se pretende, también, aportar elementos de operacionalización conceptual para una mejor comprensión de la parte central del artículo: el análisis de la movilización proindependentista noviolenta en Cataluña.

3 Concretamente, las consultas celebradas entre septiembre de 2009 y abril de 2011 se agrupan en cuatro grandes olas de movilización. Antes de la macro movilización que organizó la plataforma *Barcelona Decideix*. Cuatro momentos que a lo largo de casi dos años lograron celebrar un total de 548 consultas, 549 si incluimos también la realizada en Barcelona. Una movilización política que logró movilizar a más de 800.000 votantes, de los cuales un 92,2% mostró su apoyo a la independencia de Cataluña. Una participación que supuso el 20,5% del censo electoral. Alertar que, aunque la movilización contaba con apoyo político (quizás puntualmente logístico) de alguna institución, la naturaleza misma de la movilización la ubicaba claramente en el terreno de la movilización social y política, al margen de las instituciones. Véase también: <https://www.enciclopedia.cat/ec-gec-0520790.xml>

4 Sobre esta cuestión del “cuándo empieza todo” léase también el reciente ensayo de Jordi Amat “La confabulación de los irresponsables”, editado por Anagrama. El ensayo de Amat apuesta por una visión más amplia de la confrontación política entre Cataluña y España que se remonta, por ejemplo, a la segunda legislatura de José María Aznar (2000-2004), siguiendo la tesis de la “desafección” que el *President* Montilla (del *Partit dels Socialistes de Catalunya*) sostuvo durante los últimos compases de su mandato como *President* de la *Generalitat*. No obstante, en el presente artículo se ha analizado el periodo 2009-2019 ya que, como se ha intentado demostrar, tiene también justificación y coherencia.

3.1 PACIFISMO, NOVIOLENCIA y DESOBEDIENCIA CIVIL

La relación entre los conceptos de pacifismo y noviolencia es algo evidente. No obstante, una conceptualización ampliamente aceptada nos muestra cómo el pacifismo hace referencia al marco axiológico y la noviolencia a tipologías concretas de implementación de dicha ideología pacifista (Díaz Anabitarte, 2013). En este sentido, en lo que a la presente investigación se refiere, se ha tomado como referente el concepto de noviolencia entendida como una herramienta de y para la acción política y social. Pero vayamos por partes. Como ocurre con muchos conceptos en ciencias sociales, la noviolencia también se ha visto azotada por el problema que supone la existencia de múltiples y muy diversas definiciones (Burrowes, 1996: 179). Encontramos distintas definiciones que han conceptualizado la noviolencia de múltiples formas, haciendo referencia e hincapié a aspectos varios. Por ejemplo, Aldo Capitini, un referente del pacifismo italiano, se refirió a la noviolencia como “la punta de lanza del pacifismo” (2010: 53). Por su parte, el profesor Thomas Weber describe la noviolencia como “el camino para la paz” (2008: 1363), el *peace researcher* Robert J. Burrowes como la “estrategia del pacifismo” (1996: 123), y Jean V. Bondurant, activista por la paz y estudioso del legado de Gandhi, define la noviolencia como “un instrumento para el cambio social (...) una técnica de acción” (1988: 18). Finalmente, muchos autores introducen, también, el concepto de desobediencia civil para definir mejor la noviolencia mediante la diferenciación de ambos, aunque entre estos exista un claro común denominador (Lagos Matos, 1983: 20). Vemos, pues, cómo existen muchas y muy diversas formas de comprender la noviolencia, de ahí la necesidad de establecer un cierto orden y sistematización, en aras de una comprensión idónea del trabajo aquí realizado. Desde una perspectiva amplia, la noviolencia se ha definido, principalmente, haciendo referencia a dos aspectos relacionados entre sí. Por un lado, como una actitud ante la vida, un *way of life* basado en el amor al prójimo y a todas las cosas que acepta una bondadosa ontología del individuo y que busca la auto perfección de este (Taylor, 2005: 244), tomando forma incluso, como imperativo moral (Weber, 2008: 1368). Por otro lado, también se ha entendido la noviolencia como una herramienta de transformación social, es decir, como una forma de lucha (Ortega, 2005), lo que es lo mismo, se asimila la noviolencia “*as a political tool*” (Sharp, 2005: 247). En suma, la noviolencia es un concepto que puede ser entendido de dos maneras diferentes, aunque manifestamente relacionadas. En este mismo orden de ideas, Burrowes pone sobre la mesa una doble dimensión para una mejor comprensión de la noviolencia. Burrowes realiza una distinción entre la noviolencia pragmática y la noviolencia ética, por un lado, y la noviolencia revolucionaria y la reformista, por el otro (Burrowes, 1996). De este modo, se pueden concretar dos dimensiones, con dos criterios en cada una de ellas, para clasificar la noviolencia en su conjunto. Una primera dimensión establece la diferencia entre la noviolencia reformista y la revolucionaria, es decir, entre aquella que busca solucionar un problema concreto, dentro de un sistema social o una comunidad, y la que aspira a un cambio sistémico y, por ello, de mayor alcance y calado⁵.

Tabla 1: La dimensión reformista – revolucionaria de la noviolencia

Criterio ↓	Noviolencia Reformista	Noviolencia Revolucionaria
Análisis del conflicto	Problema coyuntural	Problema estructural
Objetivo	Cambio político concreto	Cambio estructural
¿Programa constructivo?	No	Si
Timeframe	Corto - medio plazo	Largo plazo

Fuente: elaboración propia a partir de Shock (2015).

Junto a este primer criterio de distinción, Burrowes aporta un segundo argumento de clasificación basado en las causas que han motivado la articulación del recurso a la noviolencia. De este modo, si el recurso a la noviolencia viene motivado por un convencimiento ético, apoyado en la confianza de que esta es la única de las opciones morales posibles, habrá que hablar de una noviolencia ética (ideológica, por principios o en base a un determinado código axiológico o deontológico). Por el contrario, si el recurso a la noviolencia como herramienta de lucha política y social viene motivado por una cuestión coyuntural, es decir, si la noviolencia resulta la opción potencialmente más eficaz y eficiente, es decir, “el método más válido en determinadas

5 Ver tabla 1.

circunstancias” (Burrowes, 1996: 99), estaremos ante un tipo de noviolencia pragmática. Una dicotomía que Kurt Schock retomó y completó con la distinción entre noviolencia pragmática y *principled nonviolence* (noviolencia por principios)⁶.

Tabla 2: La dimensión ética – pragmática de la noviolencia

Criterio	Noviolencia Pragmática	Noviolencia Ética
Compromiso	Con la efectividad	Opción más respetable
Medios-Fines	Separados	Indivisibles
Aproximación al conflicto	Incompatibilidad de intereses	Problemas compartidos
Aproximación al oponente	Infligir sufrimiento (oponente = enemigo)	Aceptar sufrimiento (oponente = rival)
¿Noviolencia: estilo de vida?	No	Sí

Fuente: Elaboración propia a partir de Burrowes (1996)

Tabla 3: Distinción genérica entre noviolencia pragmática y noviolencia ética

Noviolencia pragmática	Noviolencia ética
Técnica o estrategia	Una manera de <i>estar</i> en el mundo
Violencia rechazada por motivos estratégicos.	Violencia rechazada por motivos éticos y/o morales
Conflicto confronta intereses incompatibles	Conflicto visto como un problema compartido
Cambio puede implicar coerción noviolenta	Cambio implica encontrar la verdad común
Reducción de la violencia psicológica y la purificación de la mente no son fundamentales para la campaña	Se prioriza la reducción de la violencia psicológica y la purificación de la mente
Política estratégica	Política espiritual

Fuente: elaboración propia a partir de Shock (2015).

Como resultado de la combinación de las dos dimensiones (con un total de cuatro tipologías distintas, dos por dimensión) se obtienen cuatro tipos posibles de noviolencia a razón de: noviolencia ética y revolucionaria, noviolencia ética y reformista, noviolencia pragmática y revolucionaria y, finalmente, noviolencia pragmática y reformista.

En conclusión, la noviolencia se ha teorizado de dos formas distintas, aunque relacionadas entre sí. Por un lado, como una posición ante la vida, una cosmovisión (en el sentido de *weltanschauung* o de una manera de ver el mundo) que sitúa la máxima moral de no infligir daño al prójimo (llegando incluso a referirse no solo al resto de individuos sino a animales o al medioambiente) y que podría asimilarse en muchos aspectos a la ideología que yace en el pensamiento pacifista. Por otro lado, encontramos la conceptualización de la noviolencia como herramienta política y social, es decir, como una forma de lucha. Una continuación de la política por otros medios que, a diferencia de la máxima clausewitziana, solamente se desarrollaría a través de métodos exclusivamente noviolentos. Una idea de noviolencia como herramienta de transformación social teorizada, desarrollada e implementada por Gene Sharp.

“No es suficiente sermonear” (Sharp, 1973: 4). Con esta premisa comienza Gene Sharp la exploración acerca de la política de la acción noviolenta, una obra de tres volúmenes en los que nos aporta toda clase de instrumentos, métodos y caminos para usar la noviolencia como herramienta de transformación social y política. El objetivo de Gene Sharp es la búsqueda de estrategias y alternativas noviolentas para lograr mayores cotas de libertad, igualdad y justicia. Se trata, pues, de lograr la “adopción de formas de sanción y luchas

6 Ver tablas 2 y 3.

pacíficas” (Sharp, 1973: 2). Se busca influir en el comportamiento de la comunidad, algo que normalmente se consigue a través del uso de la violencia, bajo la premisa de que el poder del gobierno (de cualquier tipo) se sostiene sobre la base del consentimiento por parte del gobernado. La movilización noviolenta se desarrolla a través de 198 métodos de acción. Una lista de tipologías de acción colectiva agrupadas en tres grandes bloques: (i) protesta y persuasión, (ii) no cooperación⁷ y, finalmente, (iii) la intervención noviolenta (Sharp, 2005)⁸. Así las cosas, como definición operativa de noviolencia, para el presente artículo se ha tomado aquella que entiende la noviolencia como una estrategia de movilización política, como una estrategia para la acción, que puede expresarse a través de distintas formas como la no cooperación, la manifestación y la protesta o la desobediencia civil. El concepto de desobediencia civil hace referencia a dos cuestiones, como si de dos terrenos de juego se tratara. Por un lado, la desobediencia civil se entiende como un razonamiento filosófico en el marco de la filosofía del derecho o la filosofía política. Y, por otro lado, aparece nuevamente la dimensión estratégica que entiende la desobediencia civil como una estrategia para la acción y movilización política. Una opción más, a tener en cuenta, entre las alternativas de accionar noviolento.

En relación con la primera faceta de la desobediencia, una referencia teórica a tener en cuenta es la aportación de John Rawls. El filósofo estadounidense define la desobediencia civil como un “acto público, noviolento, consciente y político, contrario a la ley, cometido con el propósito de ocasionar un cambio en la ley o en los programas (...). Actuando de este modo, apelamos al sentido de la justicia de la mayoría de la comunidad y declaramos que, según nuestra opinión, los principios de la cooperación social entre personas libres e iguales no están siendo respetados” (1995: 405). Una conceptualización basada en el filósofo Bedau quien, por su parte, entiende que “hablamos de desobediencia civil cuando alguien actúa de modo ilegal, públicamente y sin violencia, conscientemente y con intención de frustrar leyes políticas o decisiones de un gobierno que se consideran injustas” (1961: 661). Finalmente, cabe señalar que existen distintas maneras de materializar el derecho a la resistencia (Bobbio, 1982: 536), siendo la desobediencia civil una de ellas. La desobediencia civil termina siendo una forma más que tiene el ciudadano de comportarse ante o frente a la ley, dentro del marco conceptual que define el derecho a la resistencia. Con todo, a modo de síntesis, la desobediencia civil (en su vertiente práctica, como resultado de acción o movilización social) reúne las siguientes características: (i) su carácter grupal y/o individual, (ii) su naturaleza noviolenta (Bobbio, 1982: 538), (iii) su componente civil e incluso civilizatorio (Acinas, 1990: 100) ya que, en todo caso, se entiende que la desobediencia civil responde a una lógica constructiva, aunque pueda ser revolucionaria (Pérez, 1994: 73). Y, como última premisa para tener en cuenta, no hay que olvidar que la desobediencia civil opera (o debería operar) siempre como un medio y no como un fin en sí misma; es decir, como una estrategia de acción política.

3.2 SECESIÓN, AUTODETERMINACIÓN E INDEPENDENCIA

No existe un completo consenso académico sobre la definición de secesión. La cuestión se complica si la aproximación se realiza desde el Derecho Internacional (Torroja, 2019)⁹ o la Ciencia Política (Buchanan, 1991). No obstante, es posible iniciar una aproximación conceptual a dicho término considerándolo como la creación de un nuevo Estado a través de la separación de una parte del territorio y de la población donde anteriormente existía un Estado al que se le denominará Estado matriz (Pavkovic y Radan, 2007: 5). Completan la definición dos cuestiones complementarias. En primer lugar, la constatación de que un proceso de secesión supone, siempre, una “transferencia de soberanía” (Pavkovic y Radan, 2007: 10). Y, en segundo lugar, que toda secesión supone (para la entidad secesionista) la independencia política. En definitiva, en esta primera aproximación parece que el concepto de secesión supone una de las vías para ejercer el derecho de autodeterminación externa (junto a las otras dos alternativas como son la asociación y la integración) (Bossacoma i Busquets, 2015: 33).

7 Existen tres tipologías de no cooperación según el legado de Gene Sharp: no cooperación política, no cooperación social y no cooperación económica. Al mismo tiempo, se debe puntualizar que dentro de este segundo bloque (el de la no cooperación) es donde se ubican las distintas formas de desobediencia civil. Una desobediencia que puede expresarse a través, precisamente, de estrategias de no cooperación social, política o económica.

8 Puede consultarse el listado completo de los 198 métodos de acción noviolenta en el siguiente enlace: <https://www.aeinstein.org/nonviolentaction/198-methods-of-nonviolent-action/>

9 La profesora Torroja nos alerta aquí del distinto uso que merece el concepto de secesión respecto del tradicional concepto de libre determinación de los pueblos. La nomenclatura más común, esta última, dentro de la disciplina del Derecho Internacional Público.

Por su parte, el concepto de autodeterminación, en la política moderna, hace referencia a la posibilidad de que un pueblo tenga derecho a gobernarse a sí mismo y, lo que es más importante, a controlar su propio futuro político. Esta es una definición general susceptible de muchas matizaciones ya que, como se ha señalado, existe un profundo debate, tanto normativo como en diversos ámbitos de la ciencia política. Una discusión que, por lo general, se construye alrededor de la cuestión sobre quién constituye realmente ese pueblo y en qué medida tiene derecho a controlar sus propios asuntos. En definitiva, el concepto de autodeterminación sitúa la discusión en el terreno de la filosofía política en relación con el consentimiento individual y colectivo para ser gobernado o gobernados. O, lo que es lo mismo, nos sitúa ante uno de los temas más nucleares de la política: la configuración del poder y, por ello, de la soberanía.

Como se puede observar, existe cierto debate en la literatura a propósito de la definición de los conceptos de secesión, autodeterminación e independencia. Se trata de conceptos amplios, abordados por distintas disciplinas como el Derecho Internacional, el Derecho Constitucional, la Filosofía Política o la Teoría Política. Ante esta constatación, para la presente investigación se ha tomado como referencia una conceptualización amplia de la secesión y no se ha profundizado en el debate sobre los conceptos de secesión, autodeterminación o independencia¹⁰, ya que, en cierto sentido, en el presente artículo se utilizan de forma análoga. Ello se debe, básicamente, a que no resulta central la discusión teórica y doctrinal sobre la secesión, sino que lo importante aquí es poder tomar como referencia aquellas experiencias en las que los marcos de acción colectiva, los repertorios de contienda y las estructuras de movilización se hayan articulado en base a estrategias y principios de la no violencia, en el contexto de la movilización soberanista catalana (2009-2019). Una delimitación de objeto de estudio que, colateralmente, sí supone una concreción del concepto de secesión ya que se descarta la tradición académica y la literatura que interpreta la secesión como un proceso que siempre usa la violencia como mecanismo para enfrentarse al Estado matriz (Crawford, 2006) o, en todo caso, como la experiencia más generalizada (Cunningham, 2014). Con ello, y volviendo a los autores antes mencionados, se ha optado por la definición de Pavkovic y Radan (2007: 5) que entiende que “la secesión es la creación de un nuevo estado mediante la retirada de un territorio y su población donde ese territorio era anteriormente parte de un estado existente”.

Finalmente, en relación con el concepto de independencia, añadir un pequeño matiz acerca de la relación de este con el concepto de secesión. En este sentido, se distinguen ambos conceptos proponiendo la independencia no como un sinónimo *stricto sensu* de secesión sino como la consecuencia efectiva de esta. Es decir, la independencia será interpretada como el principal efecto de la secesión en términos de la posibilidad de ejercer las máximas cotas de soberanía fruto de una separación efectiva (política y jurídica, principalmente) en relación con el Estado matriz. Un logro, por parte del grupo secesionista, que en muchos casos podrá definirse como la consecución exitosa de un proceso de autodeterminación. En definitiva, una movilización secesionista es aquella que articula un repertorio de contienda determinado con el objetivo de lograr la independencia a través de un proceso de autodeterminación. Y, con ello, lograr determinar de forma auto atribuida, su “estatus constitucional” (Sanjaume, 2012).

4. TRADICIÓN PACIFISTA Y MOVILIZACIÓN NOVIOLENTA EN CATALUÑA

Entre las diversas características que definen la cultura política de una comunidad, en nuestro caso Cataluña, los valores que se circunscriben en torno al pacifismo y la no violencia forman parte de este substrato que significa la cultura política. Sin el objetivo de que dicha cuestión se convierta en el epicentro del presente artículo, se ha considerado interesante aportar, aunque sea brevemente, algunas consideraciones al respecto. En este sentido, y tanto desde una perspectiva sociológica como desde un análisis de la realidad institucional, lo cierto es que son muchos los ejemplos y argumentos para entender la sociedad catalana como una comunidad con unos valores pacifistas y unas aptitudes y actitudes no violentas, mayoritariamente aceptadas.

¹⁰ Una interesante disertación, desde la filosofía política y moral, sobre el derecho a la secesión de Cataluña es la que realiza Buchanan en la edición española editada en 2013. Una cuestión de la cual no se ocupa este trabajo ya que no forma parte del objetivo de la investigación.

Con relación a la primera cuestión, la radiografía sociológica de dichos valores, sirva como primer argumento una larga secuencia de ejemplos reales de movilizaciones políticas articuladas desde la sociedad civil catalana (Prat, 2007) empezando por la articulación del antifranquismo, con una vocación claramente demócrata pero también, y al mismo tiempo, mayoritariamente pacífica, hasta la movilización secesionista en torno al referéndum del primero de octubre de 2017. Dos ejemplos separados por casi cincuenta años donde tampoco han escaseado movilizaciones no violentas. Buena prueba de ello sería, por ejemplo, la movilización no violenta protagonizada por objetores de conciencia en Can Serra (Baix Llobregat) en 1975 como rechazo a la obligatoriedad del Servicio Militar Obligatorio; las grandes movilizaciones en favor de una apertura autonomista del sistema político español y defensoras de una amnistía para los considerados presos políticos del año 1976; las primeras manifestaciones multitudinarias convocadas por coordinadoras en favor de los derechos de gais y lesbianas (1977); la plataforma *Salvem l'Empordà*, en 1980, en contra de la masificación y especulación urbanística; la articulación de un movimiento claramente no violento en torno a la promoción de la cultura y la enseñanza en lengua catalana, el *Som Escola* de 1983; la negativa al ingreso de España en la OTAN de 1986, movilización compartida con otros territorios del Estado Español; la defensa de las *terres de l'Ebre* que tuvo lugar en 2000 como reacción al Plan Hidrológico Nacional (PHN); la frontal oposición a la guerra de Irak en 2003, igual que en el conjunto del Estado; hasta llegar a las recientes movilizaciones del nacionalismo catalán que, en su deriva autodeterminista, empezó organizando consultas a nivel municipal (recordemos aquí el ejemplo de Arenys, 2009), la consulta del 9-N de 2014, el 1-O de 2017 y las movilizaciones en rechazo a la sentencia 20907/2017 por delito de sedición, canalizada (principalmente) a través de la plataforma *Tsunami Democràtic*, con una pública e inequívoca apuesta por la desobediencia civil y la no violencia activa.

Junto con este repaso cronológico de diversas experiencias de lucha y movilización política no violenta, se puede completar el argumento haciendo referencia a algunos datos electorales y demoscópicos. Una nueva muestra, en definitiva, del rechazo mayoritario por parte de la población de Cataluña a la violencia como recurso *en y de* la política. En este sentido, resulta necesario remarcar el poco espacio electoral que ha tenido siempre la violencia política en el seno del sistema político catalán, incluso cuando en otros territorios del Estado Español (como por ejemplo el País Vasco durante la década de los años 80 y 90), existían plataformas y partidos políticos que no descartaban la violencia como una forma más de hacer política (Minder, 2019). Posicionamientos que no descartaban la inclusión de la violencia como una estrategia política más, que no ha tenido apoyo por parte del sentir mayoritario del movimiento independentista catalán (Vilaregut, 2018)¹¹. Finalmente, dentro de esta radiografía del sentir pacifista de la sociedad catalana, resultan ciertamente ilustrativos los datos del Centro de Estudios de Opinión de la *Generalitat* publicados en 2019 donde se preguntaba acerca de la violencia fruto de la sentencia del TS contra los líderes del *procés*. De forma bastante clara, el rechazo a la violencia en la protesta y, también, a la respuesta policial, son las opciones mayoritarias¹². Ante un escenario como el que se viene dibujando hasta el momento, resulta fácilmente comprensible que, desde la sociedad civil catalana, hayan emergido un conjunto de organizaciones, asociaciones y entidades con una clara vocación pacifista y no violenta. No en vano, los ejemplos son muchos, muy variados y ciertamente heterogéneos. Así, encontramos una organización como *Justícia i Pau*, ubicable en la órbita del humanismo cristiano, *Fundipau* de naturaleza radicalmente pacifista i antimilitarista o *Novact* como principal agrupación de fomento e investigación sobre la no violencia. Varias muestras de un tejido asociativo catalán con cierto sesgo pacifista i no violento, que durante la primera década de los años 2000 tuvo una traducción institucional a través del Instituto Catalán Internacional por la Paz (ICIP). Institución hecha a imagen y semejanza del *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), que logró consolidar los esfuerzos del Consejo Catalán por el Fomento de la Paz, dotando a Cataluña de una institución de fomento de la paz e investigación por la paz. En suma, una realidad actual, en el terreno institucional, que para muchos pone de manifiesto una

¹¹ Son muchos los trabajos y las monografías acerca de la evolución del nacionalismo catalán. No obstante, vale la pena recordar en este momento de la explicación el carácter originariamente federalista y pactista del nacionalismo catalán (Smith, 2014); sobre todo si se compara con el nacionalismo vasco. Un movimiento político que se construía sobre una ideología nacionalista que defendía (y defiende) postulados cívicos, demócratas y republicanos. Así fue durante la postguerra y el exilio (Castells, 2005), llegando incluso a ser muy minoritarias las apuestas por la lucha armada en el seno de la movilización antifranquista (Ucelay-da Cal, 1994) y, más tarde, también en el seno del nacionalismo más radical claramente autodeterminista (Bassa, 2005). Aparece, de nuevo, la ilustrativa comparación con el País Vasco donde la violencia política estuvo mucho más presente que en el contexto catalán (Mallo, 2005). Una constante en el seno del nacionalismo catalán que afecta a su vertiente teórica, pero, también, a su traducción en términos de movilización social. De ahí la poca implantación y el poco apoyo social que logró *Terra Lliure*, organización política y militar independentista catalana de ideología marxista-leninista que estuvo activa entre 1978 y 1995 (Vilaregut, 2004)

¹² <https://govern.cat/govern/docs/2019/12/20/09/17/c50c0db6-e3f2-4d8c-a8af-107137c0a354.pdf>

vez más la naturaleza pacifista del sistema político, social e institucional catalán. Característica que, como se ha intentado demostrar, remonta (si se me permite) a la edad media a través del movimiento de *Pau i Treva* del siglo XI. Lo que fue un pacto entre pueblo e Iglesia para denunciar y mitigar la violencia ejercida por el estamento feudal. Esfuerzo que terminó consolidando una serie de instituciones políticas y administrativas, antesala de las *Corts Catalanes*.

5. LA NOVIOLENCIA COMO HERRAMIENTA PARA LA AUTODETERMINACIÓN: EL CASO CATALÁN (2009-2019)

5.1. Cronología de la movilización secesionista y noviolenta en Cataluña (2009-2019)

2009

13 de septiembre: Primera consulta popular por la independencia organizada en Arenys de Munt por parte de la plataforma *Moviment Anyerenc per a l'Autodeterminació*.

26 de noviembre: Editorial conjunta por parte de varios periódicos catalanes en defensa del Estatuto de Cataluña. La editorial llevaba el título de *La dignitat de Catalunya* y apareció en periódicos diversos como *La Vanguardia*, *El Periódico de Catalunya*, *El Punt Avui*, *El Diari de Girona*, *Segre*, *La Mañana*, *Regió 7*...

13 de diciembre: Primera gran ola de consultas por la independencia en 166 municipios de la comunidad autónoma catalana.

2010

28 de febrero: segunda ola de consultas por la independencia. Esta vez en 80 municipios, con la movilización en municipios de tamaño medio como Molins de Rei o el Vendrell.

25 de abril: tercera ola de consultas por la independencia. Se realiza en 212 municipios y por primera vez se celebra en dos capitales de provincia como Girona o Lleida.

20 de junio: cuarta ola de consultas por la independencia. Destaca aquí la inclusión de importantes municipios del área metropolitana de Barcelona como Mataró o Cornellà de Llobregat.

10 de julio: importante manifestación contra la sentencia del TC en relación con el Estatuto de Cataluña que se había aprobado en 2006. La convocatoria fue de *Òmnium Cultural* (OC), a la que se sumaron todos los partidos con representación en el *Parlament* (a excepción del Partido Popular y Ciudadanos) y más de 1500 entidades, asociaciones y colectivos de la sociedad civil catalana.

2011

12 de marzo: inicio del movimiento 15-M, conocido como movimiento de los indignados. No se trata exclusivamente de una movilización secesionista. De hecho, esta cuestión aparece como secundaria entre los participantes y las plataformas que se originaron. No obstante, su carácter explícitamente noviolento y el impacto que tuvo en la agenda política y social, nos obligan a tenerlo en cuenta en esta cronología.

10 de abril: celebración de la consulta popular por la independencia en Barcelona, un proceso que había empezado en septiembre de 2009 en Arenys de Munt.

8 de julio: movilización frente al *Parlament*, idéntica a la que se produjo frente al Congreso de los Diputados. Una movilización convocada desde las asambleas y plataformas que integran el 15-M, con el objetivo de mostrar un rechazo directo al *establishment* y la clase política. La acción se desarrolló mayoritariamente bajo parámetros de desobediencia civil y accionar noviolento, aunque entre manifestantes y cuerpos de seguridad pública terminó habiendo algunos enfrentamientos.

11 de diciembre: se funda, en Vic, la *Associació de Municipis per la Independència* (AMI). Una agrupación de entes locales, a través de sus representantes institucionales, con el objetivo de defender el derecho a la autodeterminación de Cataluña.

2012

10 de marzo: nace la *Assemblea Nacional de Catalunya* (ANC). Organización ciudadana, con respaldo explícito de partidos políticos y entidades independentistas, que tiene como objetivo la autodeterminación de Cataluña.

11 de septiembre: manifestación multitudinaria con motivo de la *Diada Nacional de Catalunya*. Con el lema

“Cataluña, un nuevo Estado en Europa”, la diada logra una gran movilización¹³.

20 de septiembre: reunión entre el Presidente del Gobierno de España y el de la *Generalitat* de Cataluña. Este último, en representación de un importante consenso entre la ciudadanía catalana (incluyendo sus élites políticas y económicas), solicita una nueva relación fiscal, lo que se conoce en las hemerotecas como “pacto fiscal”. Mariano Rajoy, presidente del Gobierno de España, responde negativamente a dicha demanda.

25 de septiembre: Artur Mas, *President* de la *Generalitat* de Catalunya, convoca elecciones como reacción a la negativa de una negociación por un nuevo pacto fiscal.

25 de noviembre: se celebran las elecciones “por el derecho a decidir”. Elecciones que reciben este nombre por la posición favorable de todos los partidos de tradición catalanista en relación con la celebración de un referéndum de autodeterminación.

19 de diciembre: *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) y *Convergència i Unió* (CiU), los dos partidos más importantes del nacionalismo catalán, firman un acuerdo de legislatura sobre la base de la celebración de una consulta sobre la independencia de Cataluña para el año 2014.

2013

23 de enero: el *Parlament* aprueba la declaración de soberanía de Cataluña.

12 de febrero: el gobierno de la *Generalitat* crea el *Consell Assessor per a la Transició Nacional* (CATN).

23 de junio: se crea el *Pacte Nacional pel Dret a Decidir* que aglutina a partidos, instituciones y entidades partidarias de la celebración de una consulta sobre el futuro político de Cataluña.

29 de junio: se celebra el *Concert per la Llibertat* en el Nou Camp. Un acto festivo y reivindicativo organizado por la ANC, OC y otras entidades culturales de la sociedad civil.

25 de julio: primer informe del CATN en relación con la consulta sobre el futuro político de Cataluña.

11 de septiembre: celebración de la *Diada*, esta vez a través de una gran cadena humana (*Via Catalana cap a la Independència*) que cruzó Cataluña de norte a sur. Se reproduce el mismo repertorio de contienda que tuvo lugar en las repúblicas bálticas en 1989, una movilización en Letonia, Estonia y Lituania que reclamaba el derecho de autodeterminación para estas tres naciones europeas.

26 de octubre: OC inicia la campaña “Un país normal” con el objetivo de ampliar el apoyo social a favor del derecho de autodeterminación de Cataluña.

12 de diciembre: el *President* de la *Generalitat* anuncia que la celebración de la consulta sobre el futuro político de Cataluña se celebrará el 9 de noviembre de 2014.

2014

8 de mayo: se suman al *Pacte Nacional pel Dret a Decidir* una amplia representación de la patronal y el empresariado catalán a través del acuerdo expresado en el *Manifest del Far*.

17 de mayo: Carme Forcadell revalida su apoyo para continuar al frente de la ANC.

29 de mayo: la ANC y OC inician la campaña *El país que volem*, que tiene como objetivo recoger las propuestas de la ciudadanía sobre cómo debería ser una Cataluña independiente.

10 de julio: ANC y OC presentan la campaña *Ara és l'hora* para promover el “sí” en la consulta del 9 de noviembre.

11 de septiembre: se celebra la *Diada Nacional de Catalunya* con una gran manifestación en Barcelona como preludio de la consulta planteada para el 9 de noviembre, con el lema *9N votarem, 9N guanyarem*.

17 de septiembre: el *Parlament* aprueba una resolución para impulsar la consulta del 9 de noviembre.

¹³ En realidad, el nacionalismo catalán siempre se ha manifestado el 11 de septiembre. No obstante, esta manifestación de 2012 tiene una doble relevancia cuantitativa y cualitativa. La primera, por la enorme movilización ciudadana que logró convocar. Y la segunda, por su marcado y generalizado carácter independentista y autodeterminista en detrimento de las posiciones del catalanismo autonomista o federalista. Una evolución ideológica, del autonomismo al independentismo, que se

18 de septiembre: se celebra, en Escocia, un referéndum sobre la independencia de este territorio británico. Una consulta autorizada por el gobierno de Westminster. El No se impuso con un 55,3% de los votos¹⁴.

19 de septiembre: el *Parlament* aprueba la Ley de consultas populares no refrendarias y otras formas de participación ciudadana.

27 de septiembre: el *President* de la *Generalitat* firma el decreto de convocatoria de la consulta del 9N.

29 de septiembre: el TC suspende de forma cautelar la consulta del 9N.

4 de octubre: muestra pública de apoyo por parte de la mayoría de los alcaldes de los municipios catalanes. En total son 920 municipios que se han significado en favor de la consulta.

14 de octubre: el *President de la Generalitat* convierte el 9N en un “proceso participativo” en respuesta a la prohibición cautelar del TC.

2 de noviembre: el Consejo de Ministros del Estado Español impugna el 9N.

4 de noviembre: el TC suspende el nuevo formato (proceso participativo) de la consulta del 9N.

9 de noviembre: se celebra la consulta del 9N. La jornada termina con la participación de aproximadamente 2,3 millones de personas que, en un 80%, respaldan el Sí-Sí.

22 de diciembre: el Tribunal Superior de Justicia de Cataluña (TSJC) admite a trámite las querellas contra los miembros del gobierno catalán sobre los cuales recayó el grueso de la organización de la consulta del 9N.

2015

15 de enero: el *President* de la *Generalitat* convoca elecciones anticipadas para el 27 de septiembre. Unas elecciones que se presentan como plebiscitarias por parte de actores y fuerzas políticas del nacionalismo catalán.

30 de marzo: acuerdo de hoja de ruta para la declaración de la independencia de Cataluña si en el resultado de las elecciones de 27 de septiembre se obtiene una mayoría autodeterminista en votos y en escaños. El acuerdo aglutina *Convergència Democràtica de Catalunya (CDC)*, *Esquerra Republicana de Catalunya (ERC)*, *Òmnium Cultural (OC)*, *Assemblea Nacional de Catalunya (ANC)* y la *Associació de Municipis per la Independència (AMI)*; y tiene el apoyo explícito de otras fuerzas políticas, sociales y sindicales del espectro secesionista catalán, como por ejemplo la *Candidatura d’Unitat Popular*.

24 de mayo: se celebran elecciones municipales y, por parte de la ANC y la AMI, se hace un llamamiento para votar candidaturas independentistas.

20 de julio: se presenta la candidatura *Junts pel Sí*, una apuesta transversal que aglutina a CDC y ERC como principales partidos políticos que la integran. La candidatura también incluye miembros de OC y la ANC e independientes de la sociedad y cultura catalana como Lluís Llach (cantante), Joan Lluís Bozzo (dramaturgo) o Germà Bel (economista).

11 de septiembre: gran movilización para la *Diada* bajo el lema “*Via lliure cap a la Independència*”.

27 de septiembre: se celebran las elecciones al *Parlament de Catalunya*, unas elecciones que el sector soberanista catalán interpretaba como plebiscitarias y en las que la candidatura *Junts pel Sí* obtuvo el mayor número de escaños. Los partidos autodeterministas con representación parlamentaria obtuvieron más escaños, aunque no lograron la mayoría absoluta de votos efectivos.

9 de noviembre: el *Parlament* aprueba iniciar el proceso de “desconexión democrática para llegar a la creación de un Estado catalán independiente”.

2016

12 de enero: Carles Puigdemont toma posesión como *President* de la *Generalitat* con el respaldo de los dos grupos independentistas del *Parlament* y con el compromiso de realizar un referéndum sobre la independencia de Cataluña durante la primera mitad de la legislatura.

11 de septiembre: se celebra la *Diada Nacional de Catalunya* movilizandando al independentismo en cinco concentraciones masivas simultáneas en Barcelona, Lleida, Tarragona, Salt y Berga.

28 de septiembre: Carles Puigdemont anuncia que convocará un referéndum de secesión que se celebrará durante el otoño de 2017.

¹⁴ Ciertamente, lo sucedido en Escocia no forma parte de la movilización secesionista en Cataluña. No obstante, el vínculo entre el soberanismo catalán y el escocés, así como coincidencia de ambos territorios dentro de la región europea justifican la inclusión de dicho referéndum en la presente cronología. Sobre todo, si se tiene en cuenta el impulso que tuvo la celebración de la consulta escocesa en el seno del movimiento independentista catalán.

6 de octubre: el *Parlament* aprueba la celebración de un referéndum de autodeterminación durante el otoño del próximo año.

23 de diciembre: el *Pacte Nacional pel Dret a Decidir* se refunda bajo una nueva denominación, el *Pacte Nacional pel Referèndum*.

2017

17 de enero: el *President de la Generalitat* no acude a la conferencia de presidentes autonómicos que se celebra en el Senado.

6 de febrero: declaran en el TSJC los líderes políticos que organizaron la consulta del 9N.

22 de febrero: la alcaldesa de Barcelona firma el manifiesto del *Pacte pel Referèndum*. Ada Colau no pertenece a un partido o una plataforma explícitamente autodeterminista, aunque sí (como su misma organización política se define) soberanista.

13 de marzo: el TSJC condena a los líderes políticos que organizaron el 9N a dos años de inhabilitación.

21 de abril: 144 altos cargos, incluidos miembros del *Govern*, firman un manifiesto donde se comprometen a celebrar el referéndum de autodeterminación y a aplicar los resultados.

9 de junio: Carles Puigdemont anuncia la fecha exacta (1 de octubre) y la pregunta exacta (¿Quiere usted que Cataluña sea un Estado independiente en forma de república?).

27 de agosto: durante la manifestación en rechazo a los atentados yihadistas del 17 de agosto en Barcelona, Felipe VI (jefe del Estado Español) recibe una sonora y masiva pitada por parte de parte de la ciudadanía asistente.

6 de septiembre: el *Parlament* aprueba la Ley del referéndum.

7 de septiembre: el *Parlament* aprueba la Ley de transitoriedad jurídica.

11 de septiembre: se celebra la *Diada* con una masiva concentración convocada por OC y ANC en la que se reivindica el voto a favor en el referéndum convocado para el primero de octubre.

12 de septiembre: el TC suspende la Ley de transitoriedad jurídica.

13 de septiembre: el fiscal general del Estado cita a declarar a 712 alcaldes por la cesión de espacios para la celebración del referéndum.

20 de septiembre: convocatoria de movilización pacífica, en clave de resistencia civil y no violencia, ante la sede del *Departament d’Economia* como reacción a la operación de la Guardia Civil en dicho departamento de la *Generalitat*. Ese mismo día da comienzo la Operación Copérnico por parte de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado, con la llegada de un importante contingente de efectivos a la geografía catalana.

22 de septiembre: la Fiscalía General del Estado acusa a los dirigentes de OC y de la ANC de sedición.

26 de septiembre: se empiezan a crear, de forma descentralizada, los Comités en Defensa del Referéndum. Agrupaciones y asociaciones de ciudadanos y ciudadanas que, desde la movilización no violenta, se organizan para facilitar la celebración de la consulta del primero de octubre.

27 de septiembre: el TSJC ordena el cierre de los centros de votación previstos para el referéndum de secesión.

28 de septiembre: se crea la plataforma *Escoles Obertes per la Democràcia* con la intención de mantener los centros de votación abiertos desde el cierre de estos, el viernes por la tarde, hasta el domingo, día de la votación.

1 de octubre: se celebra el referéndum de autodeterminación de Cataluña fruto de la acción de la sociedad civil (organización efectiva de las escuelas, llegada del material electoral, composición de las mesas electorales, etc.) en colaboración con la mayoría de las instituciones políticas catalanas. La GC y el CNP realiza cargas policiales e intentos de desalojo ante la acción de resistencia pacífica de los y las votantes.

2 de octubre: comparece el *Govern* de la *Generalitat* para anunciar que aplicarán el resultado del referéndum.

3 de octubre: el Jefe del Estado Español, el rey Felipe VI, realiza un discurso televisado donde critica públicamente lo acontecido en Cataluña (sobre todo a los dirigentes políticos independentistas) y justifica las acciones de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado. Ese mismo día en Cataluña se realiza una “Paro [Aturada] de país” con un seguimiento muy significativo por parte de administraciones públicas, transportes, servicios, comercios y pequeña industria. Durante esta jornada reivindicativa los Comités en Defensa del Referéndum se presentan bajo la renovada fórmula de Comités en Defensa de la República (CDR’s) y protagonizan acciones de desobediencia civil, sabotaje, resistencia pacífica y movilización no violenta.

16 de octubre: los líderes de OC y la ANC, Jordi Cuixart y Jordi Sànchez, ingresan en la prisión de Soto del Real como medida cautelar dictada por la Audiencia Nacional (AN). En casi todos los municipios catalanes se convocan concentraciones silenciosas como muestra de rechazo y solidaridad. El movimiento independentista toma el lazo amarillo (y por extensión su color) como medida de protesta cotidiana y diaria por el encarcelamiento de sus representantes sociales.

17 de octubre: el lazo amarillo está presente en muchas calles de Cataluña. También en centros de trabajo, comercios, locales de restauración y, también, en edificios institucionales, ayuntamientos, hospitales y centros educativos.

18 de octubre: se crea *En Peu de Pau* (“En Pie de Paz”), una iniciativa ciudadana para promover el carácter pacífico, cívico y no violento de las movilizaciones independentistas a través de la divulgación en redes sociales y la formación presencial en talleres especializados de lucha no violenta.

21 de octubre: masiva concentración en Barcelona en protesta por el encarcelamiento de los líderes de OC y la ANC.

27 de octubre: el *Parlament* declara la independencia de Cataluña y el senado español responde con la aplicación del artículo 155 a través del cual se disuelve el *Govern* de la *Generalitat* y se convocan elecciones autonómicas para el 21 de diciembre.

30 de octubre: la Fiscalía General del Estado acusa a los miembros del gobierno catalán de rebelión por la organización del referéndum de autodeterminación.

31 de octubre: varios miembros del *Govern*, entre ellos Carles Puigdemont, realizan una rueda de prensa en Bruselas para denunciar la reacción del Estado Español.

2 de noviembre: los miembros del *Govern* que declaran en la AN son encarcelados bajo la fórmula de la prisión preventiva.

3 de noviembre: la AN emite una euroorden para procesar al resto de miembros del *Govern* que se encuentran en Bruselas.

5 de noviembre: los miembros del *Govern* que se encuentran en Bruselas acuden a comisaria y se entregan a la justicia belga.

11 de noviembre: manifestación multitudinaria en Barcelona para pedir la libertad de los dirigentes políticos y líderes sociales independentistas encarcelados.

24 de noviembre: prohibición a apoderados e interventores de lucir el lazo amarillo durante la jornada electoral que se iba a producir en Cataluña.

21 de diciembre: Ciudadanos gana las elecciones en Cataluña, pero las fuerzas independentistas vuelven a sumar mayoría de escaños.

28 de diciembre: ENDESA Distribución Eléctrica traslada su sede de Barcelona a Madrid. Durante las próximas semanas y meses muchas otras empresas (algunas ciertamente importantes, como la Fundación Bancaria La Caixa o el Banco Sabadell) tomarán la misma decisión ante la inestabilidad política. Como respuesta, el movimiento independentista iniciará campañas de no cooperación económica a través del boicot.

30 de diciembre: se da por finalizada la Operación Copérnico con la retirada de los últimos efectivos de CNP y GC de la comunidad autónoma catalana.

2018

17 de enero: se constituye el nuevo parlamento de Cataluña. La presidencia recae en un miembro de ERC.

22 de enero: Carles Puigdemont candidato a *President de la Generalitat* con la necesidad de una investidura telemática.

27 de enero: el TC prohíbe la investidura telemática de Carles Puigdemont.

1 de marzo: Jordi Sànchez, presidente de la ANC, nuevo candidato a *President de la Generalitat*.

9 de marzo: el TS deniega el permiso a Jordi Sànchez para poder ser investido.

23 de marzo: vuelven a ingresar en prisión gran parte de los consejeros y consejeras del gobierno de Puigdemont.

24 de marzo: multitud de convocatorias de protesta en pueblos y ciudades de la geografía catalana en protesta por los encarcelamientos. Se mantienen convocatorias semanales para mantener la protesta activa.

25 de marzo: Carles Puigdemont es detenido en Alemania e ingresa en prisión.

5 de abril: Carles Puigdemont es puesto en libertad por la justicia alemana.

14 de mayo: Quim Torra es investido *President* de la *Generalitat*. En un primer momento nombra a consejeros que se encuentran en prisión y en el exilio, pero el Gobierno de España no retira el artículo 155. Finalmente, Torra da marcha atrás nombrando un *Govern* que puede constituirse sin problemas y el artículo 155 es retirado por el Gobierno de España. Cataluña recobra su autogobierno.

11 de julio: los miembros del *Govern* de Puigdemont encarcelados en Madrid, son reagrupados y trasladados a cárceles de Cataluña. Desde este momento los aledaños de dichos centros penitenciarios son escenario de acciones de protesta como conciertos, actuaciones de *castellers*, encendido de velas, lectura de manifestaciones, celebración de actos políticos, etc.

3 de septiembre: el defensor del pueblo del Estado Español pide la retirada del lazo amarillo de edificios públicos, consistorios y otras instalaciones similares como muestra de garantía de neutralidad institucional.

11 de septiembre: manifestación multitudinaria durante la *Diada Nacional de Catalunya* con dos mensajes aglutinadores. Por un lado, la necesidad de implementar la república y, por otro, la libertad de los políticos encarcelados.

1 de octubre: manifestaciones en las cuatro capitales catalanas, convocadas principalmente por los CDR's, en conmemoración del primer aniversario del referéndum.

27 de octubre: ve la luz la *Crida Nacional per la República* (CNR), movimiento político impulsado por Carles Puigdemont.

30 de octubre: se pone en marcha el *Consell per la República*, organización privada bajo jurisdicción belga que nace con el objetivo de hacer efectiva la república catalana.

2019

12 de febrero: comienza el juicio en el TS a los líderes y representantes políticos encausados por la organización y celebración del referéndum del primero de octubre.

19 de marzo: ultimátum al *President* de la *Generalitat*, Quim Torra, para que retire la pancarta del lazo amarillo en el marco del periodo electoral y como garantía de neutralidad institucional durante este. La petición se hace extensiva al resto de ayuntamientos y edificios públicos.

22 de marzo: el *President* Torra retira la pancarta con el lazo amarillo, pero cuelga otra donde hace referencia al artículo 19 de la Declaración Universal de Derechos Humanos sobre la libertad de expresión y opinión. Con una estrategia similar responden algunos ayuntamientos como, por ejemplo, el del municipio costero de Port de la Selva, que cuelga una pancarta en la que se puede leer “Libertad peces pacíficos”.

28 de abril: en las elecciones generales españolas varios líderes y representantes políticos encarcelados obtienen acta de diputado o senador.

8 de mayo: la candidatura promovida por la ANC gana las elecciones en la Cámara de Comercio de Barcelona.

24 de mayo: la mesa del Congreso de los Diputados suspende a los cuatro diputados independentistas privados de libertad.

12 de junio: finaliza el juicio en el TS y queda visto para sentencia.

2 de septiembre: nace *Tsunami Democràtic*, una iniciativa de la sociedad civil con la colaboración de los partidos políticos y las entidades sociales independentistas que pretende aglutinar la respuesta a la sentencia del TS. La plataforma se gestiona de forma anónima, para evitar detenciones, y fundamenta sus acciones en la no violencia.

11 de septiembre: multitudinaria manifestación en Barcelona con motivo de la *Diada*. Bajo el lema “Objetivo Independencia” empiezan a aparecer las primeras referencias públicas a *Tsunami Democràtic* durante la manifestación.

23 de septiembre: el *President* de la *Generalitat* inicia una campaña de desobediencia ante la orden del TSJC de retirar la pancarta que tenía colgada en el balcón del Palacio de la *Generalitat*.

14 de octubre: a las 9h se hace pública la sentencia del TS, con penas de cárcel para la mayoría de encausados. *Tsunami Democràtic* organiza la primera acción convocando a la ciudadanía a bloquear, de forma pacífica y no violenta, el aeropuerto de Barcelona.

15 de octubre: las reacciones a la sentencia se extienden por la geografía catalana a través de cortes de carretera, vías férreas, manifestaciones, sentadas, declaraciones públicas, etc. *Tsunami Democràtic*, *Òmnium Cultural*, *Assemblea Nacional de Catalunya* y los CDR's capitalizan las acciones, aunque las convocatorias acontecen muy descentralizadas.

En Barcelona, la convocatoria de concentración de protesta noviolenta realizada por OC y ANC frente a la Delegación del Gobierno de España termina con incidentes. En realidad, a partir del día 15 de octubre y durante más de una semana, los enfrentamientos entre manifestantes y cuerpos policiales son bastante generalizados (no solo en Barcelona).

18 de octubre: llegan a Barcelona las seis columnas de la “Marcha por la Libertad”, manifestaciones que salen de diferentes puntos de la geografía catalana y realizan todo el trayecto a pie hasta llegar a Barcelona.

20 de octubre: concentración de protesta noviolenta frente a la Delegación del Gobierno español. La acción consiste en tirar bolsas de basura en protesta por la respuesta policial.

21 de octubre: *Tsunami Democràtic* convoca una sentada frente a la Delegación del Gobierno español, mientras prepara la primera acción colectiva coordinada.

22 de octubre: se inicia una huelga de estudiantes universitarios.

23 de octubre: como en muchos otros espectáculos de música, teatro o danza, en el Liceo de Barcelona durante la actuación del grupo Mishima se producen repetidamente gritos de denuncia por parte del público.

24 de octubre: manifestación del colectivo de estudiantes de secundaria, bachillerato y universidad.

26 de octubre: manifestación unitaria de entidades, partidos políticos, sindicatos, etc. en protesta por las sentencias de prisión a los líderes y representantes políticos independentistas.

30 de octubre: la Plaça Universitat de Barcelona se convierte en espacio de protesta permanente a través de una acampada.

2 de noviembre: movilización noviolenta como protesta frente a la visita del Rey Felipe VI a Barcelona.

11 de noviembre: empieza la primera acción coordinada de *Tsunami Democràtic*. Desde las 9h se produce un bloqueo en la autopista AP-7 en el paso fronterizo de la Jonquera. El objetivo es mantener el corte durante 3 días ocupando la calzada y a través de la resistencia civil y noviolenta.

10 de noviembre: Repetición electoral en todo el Estado español con resultados muy similares a los anteriores comicios. Todo apunta a una coalición progresista y de izquierdas. El independentismo catalán insta al futuro gobierno a iniciar un proceso de negociación en aras de una desescalada progresiva del conflicto político, una amnistía de los presos políticos y una salida democrática en forma de consulta directa a la ciudadanía sobre la independencia de Cataluña.

12 de noviembre: *Tsunami Democràtic* convoca un segundo corte en la frontera vascofrancesa en el municipio de Behobia. La acción se realiza a través de una marcha lenta.

18 de diciembre: aprovechando el partido entre el Fútbol Club Barcelona y el Real Madrid Club de Fútbol, *Tsunami Democràtic* convoca su última actuación hasta la fecha. El objetivo es utilizar el amplificador mediático que supone dicho acontecimiento deportivo para difundir la protesta de amnistía y autodeterminación.

20 de diciembre: Quim Torra, *President* de la *Generalitat* de Cataluña, es inhabilitado para el ejercicio de cargos públicos por el TSJC, fruto de su negativa a retirar la pancarta en la que se reclamaba la libertad de los presos políticos.

2020

3 de enero: Respuesta ciudadana ante la *Generalitat* por la decisión de la Junta Electoral Central de hacer efectiva la inhabilitación a Quim Torra e instar al *Parlament* a que le sea retirada el acta de diputado. Durante la concentración, la bandera de España deja de ondear en el edificio de la *Generalitat* durante media hora.

26 de febrero: se inicia la mesa de negociación entre el gobierno catalán y el gobierno español.

5.2. ANÁLISIS DE LA MOVILIZACIÓN SECESIONISTA Y NOVIOLENTA EN CATALUÑA (2009-2019)

Como se ha podido comprobar en el epígrafe anterior, el movimiento autodeterminista catalán empieza a consolidarse articulando movilizaciones que trascienden la relativa rutinización de las últimas décadas. Es decir, a partir de 2009 se constata un salto cuantitativo y cualitativo que traspasa la mera pugna electoral y las manifestaciones anuales con motivo de la *Diada Nacional de Catalunya*, aunque existe un cierto consenso académico en torno a considerar como *starting point* la multitudinaria manifestación que tuvo lugar en Barcelona el 10 de julio de 2010, como reacción a la sentencia del TC (31/2010) que anulaba artículos considerados sustancialmente importantes desde las posiciones del catalanismo político (Marcet, 2019). No obstante, hay

que tener en cuenta que desde 2006 una parte importante del nacionalismo catalán se venía organizando en torno a la *Plataforma pel Dret a Decidir* como mecanismo para impulsar consultas a nivel local y municipal sobre la posible independencia de Cataluña (Vilaregut, 2013), una movilización de base social y popular articulada a través de asociaciones y agrupaciones de ciudadanos en favor del derecho a decidir. Diversas plataformas terminarán configurando la futura ANC, una entidad que se define como popular, plural, unitaria y democrática que tiene por objetivo conseguir la independencia de Cataluña mediante la constitución de un Estado de derecho, democrático y social. Una organización que, junto con Òmnium Cultural (asociación de carácter cultural y político, creada en 1961 para promocionar la lengua y cultura catalanas), ha logrado mantener un ritmo anual de manifestaciones multitudinarias a través de las cuales se han ido sucediendo distintas reclamaciones secesionistas a través de la celebración de un referéndum. A estas dos entidades sociales se debe añadir, desde su creación en 2011, la *Associació de Municipis per la Independència*, una organización de base municipal que agrupa diferentes entidades locales para defender la consecución de los derechos nacionales de Cataluña con el objetivo de promover el ejercicio del derecho a la autodeterminación. Precisamente, esta característica de relación social-institucional es una de las constantes que se han detectado en la movilización secesionista noviolenta.

Centrándonos en la esfera institucional del parlamento resultante de las elecciones de ese mes de noviembre de 2012, surgió un gobierno de corte claramente soberanista; un pacto de legislatura que, con relación al debate autodeterminista, impulsó la “Declaración de soberanía y el derecho a decidir del pueblo de Cataluña” como preludio de la ley 10/2014 sobre “Consultas populares no refrendarias y otras formas de participación ciudadana” aprobada por el *Parlament*. Se trataba de una ley que daría cobertura a la consulta ciudadana que impulsó la *Generalitat* con el apoyo de una parte de la sociedad civil, representada a través de la *Assemblea Nacional de Catalunya*, Òmnium y la *Associació de Municipis per la Independència*. La consulta popular que preguntaba sobre la autodeterminación de Cataluña tuvo lugar el 9 de noviembre pese al no consentimiento del Congreso de los Diputados y la prohibición cautelar (suspendiendo la ley 10/2014) del Tribunal Constitucional. La respuesta por parte del soberanismo catalán fue la reformulación de dicha consulta popular en un proceso de participación ciudadana bajo la ampara del mismo Estatuto de Cataluña de 2009. Finalmente, el 9 de noviembre de 2014 movilizó a más de dos millones de ciudadanas y ciudadanos.

Después de que la movilización para el proceso participativo terminó, no hubo un diálogo político entre los gobiernos y las diversas fuerzas políticas. La posterior imposibilidad de llegar a un acuerdo que haría avanzar las posiciones tan ampliamente apoyadas en Cataluña amenazaba con escalar hasta el punto de provocar una clara confrontación en términos políticos. Ante este contexto, se convocan (nuevamente) elecciones autonómicas con un claro matiz plebiscitario promovido desde las entidades y los partidos soberanistas. De modo que, dependiendo del resultado, ello podría abrir la posibilidad de una demanda legítima de secesión. Finalmente, los resultados electorales dibujaron un parlamento con 72 escaños independentistas sobre la base de un 47,9% de votos, lo que dio lugar a un gobierno presidido por Carles Puigdemont que incluyó, como elemento central de la legislatura, la celebración de un referéndum de autodeterminación en Cataluña. El referéndum, finalmente, se celebró el 1 de octubre de 2017 gracias a una gran movilización en clave basada en una macro estrategia de desobediencia civil a lo largo de todo el territorio catalán. La movilización fue articulada a través de los Comités de Defensa del Referéndum, embrión de los posteriores Comités de Defensa de la República, que en todo momento optaron por métodos de resistencia civil noviolenta como estrategia principal de acción política (Milian, 2019), con el apoyo de las entidades soberanistas (ANC y OC) y la complicidad institucional de un gobierno de la *Generalitat de Catalunya* que entendió (e intentó implementar) un mandato parlamentario en relación a la ejecución de un referéndum de autodeterminación.

La respuesta por parte del Estado español empezó a visibilizarse el mismo domingo día 1 de octubre de 2017 a través de diversas intervenciones policiales por parte de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado (Cuerpo Nacional de Policía, CNP, y Guardia Civil, GC), que se sumaron a los efectivos de *Mossos d’Esquadra* que ya había en Cataluña. Un despliegue policial al que, de forma generalizada, la ciudadanía movilizada por y para la celebración de la consulta autodeterminista respondió a través de la resistencia activa noviolenta. Junto

con la actuación policial, la respuesta del gobierno español se plasmó, también, en un discurso por parte del Presidente del Gobierno (Mariano Rajoy) la misma noche del domingo, donde desautorizaba la validez del proceso electoral que se había promovido desde Cataluña al tiempo que manifestaba un apoyo y justificación a la intervención policial. Con todo, y como respuesta a lo sucedido durante el 1 de octubre, las entidades soberanistas, el gobierno de la *Generalitat* y una amplia representación de la sociedad civil convocaron un paro generalizado para el día 3 de octubre.

Una movilización que tuvo un gran seguimiento a lo largo del territorio catalán y que finalizó con el mensaje del Rey Felipe VI en el que se volvía a legitimar la respuesta policial del Estado español durante la jornada del 1 de octubre.

Precisamente, serán las consecuencias del 1 de octubre las que determinen los diversos escenarios que se han sucedido desde entonces. Así, junto a un llamamiento a la movilización permanente por parte de la ANC y OC, una parte del gobierno catalán durante el mandato del cual tuvo lugar el referéndum de autodeterminación decidió trasladarse a distintas ciudades europeas como mecanismo de garantía ante el más que probable procesamiento judicial en España. En realidad, esa es la situación actual con aquellos miembros del gobierno de la *Generalitat* que optaron por presentarse ante las instancias judiciales tras los requerimientos pertinentes. Finalmente, en relación con las instituciones catalanas, cabe apuntar solamente que el gobierno de España, a través de la aplicación del artículo 155 de la Constitución española, destituyó al gobierno de la *Generalitat*, convocó elecciones autonómicas y se hizo cargo de las instituciones públicas catalanas, de forma interina, hasta la constitución de un nuevo gobierno de la *Generalitat*. Durante el juicio celebrado en el TS contra los principales líderes de las entidades soberanistas (Jordi Sànchez por la ANC y Jordi Cuixart por OC) y a una parte de los miembros del gobierno catalán correspondiente a la onceava legislatura autonómica en Cataluña, el relato pacifista y no violento volvió a emerger como argumento de legitimación de las acciones emprendidas durante las intervenciones de los acusados y acusadas¹⁵.

Con todo, se puede afirmar claramente que el repertorio de contienda del movimiento independentista catalán ha sido desarrollado desde los parámetros de la lógica de la acción no violenta a través de distintas formas que, retomando la clasificación de Gene Sharp (1973), se pueden agrupar en (i) acciones de movilización social, protesta y persuasión, (ii) acciones de no cooperación social, económica o política y, finalmente, (iii) intervención no violenta. En este sentido, todas las manifestaciones de las sucesivas *Diadas* son un buen ejemplo de métodos de protesta y persuasión: por su mantenimiento sostenido en el tiempo, perseverancia; por la variedad en las ejecuciones, originalidad y adaptabilidad; y, sobre todo, por su carácter pacífico, no violento e, incluso, festivo, a la hora de llevar a cabo dichas movilizaciones. Por otro lado, la promoción de boicots a empresas que habían trasladado su sede fuera de territorio catalán por la inestabilidad política o el “paro de país” del día 3 de octubre de 2017 son claros ejemplos de métodos de no cooperación económica y social. Y, finalmente, la realización efectiva del referéndum a través de la coordinación clandestina de diversos actores que posibilitaron la apertura de centros de votación con papeletas y urnas, supone un ejemplo de intervención política no violenta. Una acción que, al mismo tiempo, reúne muchas de las características de la desobediencia civil: acto público, no violento, contrario a la ley, con vocación de transformación social y que no resulta un fin en sí misma.

En relación con la conceptualización de la no violencia de Burrowes (1996), donde distinguía dos criterios de clasificación (reformista – revolucionaria y pragmática – ética), son precisas algunas consideraciones al respecto. En primer lugar, existen argumentos para sostener que la opción por la no violencia en el seno del movimiento independentista responde a criterios éticos o “de principios”, si tomamos como referencia la reformulación de Schock que apuesta por la existencia de una *principled nonviolence* (2013). Sin embargo, y como resultado del trabajo de campo cualitativo, en muchas conversaciones y entrevistas, surgía un argumento

como el que sigue: “si los independentistas optamos por la violencia entonces perderemos mucho apoyo social y no habrá nada que hacer”. Una afirmación que introduciría elementos de elección por motivos pragmáticos (o estratégicos) de los métodos no violentos. Volviendo a la clasificación de Burrowes (1996) en relación con la dicotomía entre no violencia revolucionaria y no violencia reformista, parece bastante razonable decantarse por la tipología de no violencia revolucionaria para el caso de la movilización independentista en Cataluña. Ello se debe, principalmente, a que la solución reformista en forma de mayor autonomía, federalismo o cesión de recursos económicos (lo que se denominó en el caso catalán como un acuerdo o pacto fiscal entre España y Cataluña), deja de ser un escenario plausible, a partir de 2012, para la gran mayoría de agentes, plataformas, partidos, colectivos y actores que forman el movimiento independentista. Es por ello por lo que la movilización secesionista catalana pretende, como suscribe uno de los slogans de *Tsunami Democràtic*: “cambiar el estado de las cosas”.

6. CONCLUSIONES

El presente trabajo muestra algunos de los resultados obtenidos en el marco de la investigación sobre no violencia, desobediencia civil y secesión: una aproximación teórica y práctica, financiado por el *Institut d'Estudis de l'Autogovern* de la *Generalitat* de Cataluña, un estudio general sobre la no violencia como herramienta para la secesión. En este contexto, este *paper* ha analizado lo acontecido en Cataluña entre 2009 y 2019, a modo de estudio de caso. Se presentan, a continuación, las principales conclusiones del trabajo.

El nacionalismo catalán, tanto en su versión ideológica como en su traducción en términos de movilización política, se consolidó en la primera década del siglo XX. Un auge del sentimiento nacional en el contexto de lo que se conoce como catalanismo político, movimiento cultural (este último) surgido durante la primera mitad del siglo XIX, y articulado como movimiento político en las últimas décadas de dicho siglo. Con todo, el nacionalismo catalán (como ideología política y como movimiento político) evoluciona hasta la actualidad con algunas alteraciones y modificaciones en cuanto a la naturaleza misma del movimiento, sus reivindicaciones más mayoritarias (los grandes consensos) y, también, su apoyo social y electoral (Balcells, 1996). De entre todas estas transformaciones resulta especialmente interesante, para el presente trabajo, la convergencia ideológica desde posiciones de demanda de mayor autonomía (en forma de autogobierno, si se quiere) hacia una clara hegemonía de los planteamientos autodeterministas (Díaz AnabitarTE, 2018). O, en su defecto, a favor del llamado “derecho a decidir” (Ridao, 2018: 41). Esta evolución se traducirá en una de las mayores movilizaciones políticas en el seno de la Unión Europea durante las primeras décadas del siglo XXI. Convierten en singular la movilización secesionista catalana su perseverancia y poder de movilización durante (al menos) una década (Marcet, 2019). Unas movilizaciones que se logran articular ante los infructuosos intentos de acuerdo con el Estado Español mediante la reforma del Estatuto de Autonomía o a través de una propuesta de resolución similar a la existente entre Escocia y el Reino Unido (Requejo, 2019). Sea como fuere, y de ahí el interés en tomar la propuesta como estudio de caso, se constata cómo la gran mayoría de las acciones, manifestaciones, movilizaciones y convocatorias se han estructurado y realizado tomando como referencia las diversas opciones y estrategias de resistencia no violenta y desobediencia civil que ofrece el amplio marco teórico y práctico de la no violencia. Un repertorio de contienda no suele ser usual en las luchas por la autodeterminación (Gallagher, 2016) pero, a pesar de ello, el caso catalán resulta un claro ejemplo de movilización no violenta ya que presenta muchas de las características, estrategias y acciones que aparecen en los manuales de desobediencia civil y, como se ha tratado de demostrar, en los principales trabajos académicos sobre la no violencia. Una elección de estrategia que muestra un interesante encaje en el seno de la tradición pacifista y no violenta de la sociedad civil e institucional catalana.

En suma, y a tenor de lo expuesto, resulta ciertamente razonable afirmar la naturaleza pacifista y no violenta del movimiento independentista catalán. Una no violencia que se pone de manifiesto al analizar el accionar y los distintos repertorios de contienda articulados por dicho movimiento. De este modo, el movimiento independentista catalán cuenta con numerosos ejemplos de acciones no violentas que van desde las manifestaciones masivas, las huelgas o las denuncias públicas, hasta ejercicios de desobediencia civil masiva

¹⁵ Muy ilustrativa resulta, aquí, la referencia del exconsejero del gobierno de la *Generalitat* y encausado en el sumario del Tribunal Supremo en la que hace referencia a la lucha no violenta y las recientes investigaciones de Erica Chenoweth y Maria J. Stephan sobre la eficacia de la resistencia civil frente al recurso a la violencia. Durante la primera intervención en el TS por parte de Romeva citó, literalmente, la monografía de estas dos académicas *Why civil resistance works* (2011).

como resultó ser lo ocurrido durante la jornada del primero de octubre (junto con los días previos a dicha fecha). Finalmente, se plantea la hipótesis sobre la motivación ética en el seno del movimiento pacifista. Es decir, una motivación ética o “por principios” (Schock, 2015) en la elección del repertorio de contienda noviolento en el estudio de caso analizado. Una conclusión que habrá que seguir corroborando en función de cómo vayan desarrollándose los acontecimientos. Un proceso que, sin duda, justificará la realización de futuras investigaciones.

7. BIBLIOGRAFÍA Y REFERENCIAS WEB

- Acinas, J. C. (1990). Sobre los límites de la desobediencia civil. *Sistema*, nº 97, pp. 99-114.
- Ackerman, P. y Duvall, J. (2000). *A force more powerful, a century of nonviolent conflict*. Nueva York: St Martin's Press.
- Ackerman, P. y Kruegler, C. (1994). *Strategic nonviolent conflict, the dynamics of the people power in the twentieth century*. Praeger Publishers.
- Álvaro, F-M. (2019). *Assaig general d'una revolta. Les Claus del procés català*. Barcelona: Pòrtic.
- Amat, J. (2019). *La confabulació dels irresponsables*. Barcelona: Anagrama.
- Balcells, A. (1996). *Catalan Nationalism: Past and Present*. Londres: Macmillan.
- Bassa, D. (2005). *L'independentisme armat a la Catalunya recent*. Barcelona: Rourich-Malhivern.
- Bedau, H. (1961). On civil disobedience. *Journal of philosophy*. Vol. 58, pp: 653-661.
- Bobbio, N. y Matteucci, N. (1982). *Diccionario de política*. Madrid: Siglo XXI Editores.
- Bondurant, J.V. (1988). *Conquest of violence. The Gandhian philosophy of conflict*. Princeton University Press.
- Bossacoma i Busquets, P. (2015). *Justícia i legalitat de la secessió. Una teoria de l'autodeterminació nacional des de Catalunya*. Barcelona: Institut d'Estudis Autònoms (IEA, Generalitat de Catalunya).
- Buchanan, A. (1991). *Secession: The morality of political divorce from Fort Sunter to Lithuanian and Quebec*. Westview press.
- (2013). *Secesión. Causas y consecuencias del divorcio politico*. Barcelona: Ariel.
- Burrowes, R. J. (1996). *The strategy of nonviolent Defense: A Gandhian approach*. State University of New York Press.
- Capitini, A. (2010). *El mètode de la noviolencia*. Lleida: Pagès Editors – Institut Català Internacional per la Pau.
- Castells, V. (2005). *Nacionalisme català a l'exili (1939-1946)*. Terrassa: Rafael Dalmau Editor.
- Chenoweth, E. y Stephan, M.J. (2011). *Why civil resistance Works: The strategic logic of nonviolent conflict*. Columbia University Press.
- (2008). Why civil resistance Works: The strategic logic of nonviolent conflict. *International security*. Vol. 33, Nº 1, pp: 7-44.
- Crawford, J. (2006). *The Creation of States in International Law*. Oxford University Press.
- Cunningham, K. G. (2014). *Inside politics of self-determination*. Oxford University Press.
- Understandig strategic choices: the determinants of civil war and nonviolent campaign in self-determination disputes. *Journal of Peace Research*. Vol. 50. Nº 3. pp: 291-304.
- Díaz Anabitar, A. (2018). “El debat polític a Catalunya: ideologies i corrents de pensament”. Ubasart-
- González, G. y Martí Puig, S. *Política i govern a Catalunya. De la transició a l'actualitat*. Madrid: Catarata.
- (2016). El pacifismo en Antón, J. y Torrens X. *Ideologías y movimientos políticos contemporáneos*. Tecnos. pp: 559-577.

- (2013). Hacia una sistematización del pacifismo político. *Revista Española de Ciencia Política*. Nº 31. pp: 175-189.

Gallagher Cunningham, K. (2016). The efficacy of nonviolence in Self-determination disputes. Working paper at Political Science Workshop at University of Pittsburg and 2016 annual meeting of the International Studies Association.
(2014). *Inside politics of self-determination*. Oxford University Press.

Galtung, J. (1969). Violence, peace and peace researce en *Journal of Peace Research*. Volumen: 6 issue: 3, pp: 167-191.

Jeffrey Miley, T. Garvía, R. (2019). Conflict in Catalonia: a sociological approximation en *Genealogy*, nº 3, vol. 56, pp:1-27.

Lagos Matos, G. (1983). *La no violencia. teoría y práctica*. Santiago de Chile: Instituto Latinoamericano de Doctrina y Estudios Sociales.

Malló, O. (2005). *De les armes a les urnes*. Madrid: La esfera de los libros.

Marcet, J. (2019). *Eight years of pro-independence effort in Catalonia: elections, actors and the political process*. Institut de Ciències Politiques i Socials (working paper).

Martín Alonso, G. (2017). Dossier sobre el procés sobiranista a Cataluña. *Revista Catalana de Dret Públic*. Issue 54, pp:199-236.

Minder, R. (2019). *Les lluites dels catalans*. Santa Coloma de Queralt (Tarragona): Obrador edèndum.

Ortega, P. y Pozo, A. (2005). *No violencia y transformación social*. Barcelona: Icaria.

Pavkovic, A. y Radan, P. (2007). *Creating new states. Theory and practice of secession*. Farnham (Surrey, UK): Ashgate.

Pérez, J. A. (1994). *Manual práctico para la desobediencia civil*. Pamplona: Pamiela.

Prat, E. (2007). *El moviment per la Pau a Catalunya: passat, present i futur*. Generalitat de Catalunya – Servei de Publicacions de l’Universitat Autònoma de Barcelona.

Rawls, J. (1995). *Teoría de la Justicia*. México: Fondo de Cultura Económica.

Requejo, F. (et Al). (2019). *Democràcies i referèndums d’independència: el cas de Catalunya*. Barcelona: Institut d’Estudis de l’Autogovern (IEA, Generalitat de Catalunya).

Ridao, J. (2018). *Curs de dret públic de Catalunya*. Madrid: Marcial Pons.

Sanjaume Calvet, M. (2012). “La secessió a la ciencia política”. *Revista del centre d’estudis Jordi Pujol*. pp: 32-42.

Schock, K. (2013). *The practice and study of civil resistance*. Journal of peace research. 50(3), pp: 277-290.
(2015). *Civil Resistance: Comparative perspective on Nonviolent Struggle*. University of Minnesota Press.

Sharp, G. (1973). *The politics of Nonviolent action*. Manchester (New Hampshire, EE. UU.): Extending horizons books.

(2003). *De la dictadura a la democracia: un sistema conceptual para la liberación*. Boston: Albert Einstein Institution.

(2005). Nonviolent action: an active technique of Struggle y The Technique of nonviolent action. Holmes, Robert L. y Gan Barry L. *Nonviolence in theory and practice*, Waveland Press.

Smith, A. (2014). *The Origins of Catalan Nationalism, 1770-1898*. Londres: Palgrave Macmillan

Taylor, R. (2005). Pacifism as a way of live en Holmes, Robert L. y Gan Barry L. *Nonviolence in theory and practice*. Waveland Press.

Torroja Mateu, H (2019). Libre determinación de los pueblos *versus* secesión en Bollo Arocena, Mª Dolores (coordinadora). *Curso de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales de Vitoria-Gasteiz 2018*. Madrid: Thomson Reuters Aranzadi.

Ucelay-Da Cal, E. (1994). Violencia simbólica y temática militarista en el nacionalismo radical catalán. *Ayer*. nº 13. pp: 237-264.

Vilaregut Saez, Ricard (2018). El moviment independentista català. *Política i govern a Catalunya*. Catarata. pp: 325-342.

(2004). Terra Lliure: la temptació armada a Catalunya. Barcelona: Columna.

Weber, T. (2008). Nonviolence: theory and practice en Kurtz, L. (ed.). *Encyclopedia of violence, peace and conflict*. Elsevier. pp: 1362-1372.

www.aeinstein.org
www.enciclopedia.cat
www.ceo.gencat.cat
www.govern.cat
www.icip.gencat.cat
www.justiciaipau.org
www.novact.org
www.omniu.cat
www.poderjudicial.es
www.twitter.com/tsunami_dem?lang=ca

8. ANEXO

AMI: Associació de Municipis per la Independència
ANC: Assemblea Nacional Catalana
AN: Audiencia Nacional
C’s: Ciudadanos/Ciutadans
CATN: Consell Assessor per a la Transició Nacional
CDC: Convergència Democràtica de Catalunya
CDR: Comitè de Defensa del Referèndum
CDR’s: Comitès de Defensa de la República
CiU: Convergència i Unió
CNP: Cuerpo Nacional de Policía
CNR: Consell Nacional per la República
ERC: Esquerra Republicana de Catalunya
GC: Guardia Civil
OC: Òmnium Cultural
PP: Partido Popular
TSJC: Tribunal Superior de Justicia de Cataluña
TC: Tribunal Constitucional

David Martínez Fiol

Universitat Autònoma de Barcelona-Universitat Oberta de Catalunya

Josep Pich i Mitjana

Universitat Pompeu Fabra

HISTORIADORS, PERIODISTES I INTEL·LECTUALS PROFESSIONALS: LA LLUITA PELS RELATS DEL PROCÉS

RESUM

L'article destaca que les anàlisis sobre el procés separatista català del 2010 al 2021 van estar poc o molt polititzades, ja fossin elaborades per periodistes, historiadors o intel·lectuals professionals. Tanmateix, de cara a la conquesta de l'opinió pública, entesa com a client i consumidora dels relats elaborats pels analistes, els periodistes guanyaren la partida a la resta dels intel·lectuals professionals.

PARAULES CLAU

Procés, Independentisme, Relat, Intel·lectuals professionals.

ABSTRACT

The article remarks that the analyses on the Catalan separatist process from 2010 to 2021 were more or less politicized, whether they were written by journalists, historians or professional intellectuals. However, in the face of the conquest of public opinion, understood as a client and consumer of the story written by analysts, journalists won the game over other professional intellectuals.

KEYWORDS:

Independence process, Independence movement, Storytelling, Professional intellectuals.

Tot procés polític, el que sigui, cerca la mobilització de les consciències d'aquells que es volen atreure a la causa corresponent. Els "aquells" poden ser tots o es vol que siguin tots, perquè qualsevol opció política amb vocació d'hegemonia el que vol és imposar el seu relat al conjunt de la societat cap a la seva proposta. Per això no ha de resultar sorprenent que, durant els anys que es va estendre el procés separatista català les acusacions de totalitaris i feixistes varen ser un denominador comú dels debats, tertúlies, pamflets, articles periodístics, assaigs i tota mena de programes tant audiovisuals com escrits, entre els defensors de l'independentisme i els que s'hi oposaven¹.

En ser un procés que perseguia la independència de Catalunya, un dels elements motrius de la propaganda de tots els actors en joc fou la de certificar les raons que justificaven la separació o la permanència dins d'Espanya. I una de les raons més utilitzades per tot tipus de publicistes foren les històriques. Si bé els portantveus independentistes assumiren i mantingueren la versió historicista que en el seu dia defensà l'ex-president Jordi Pujol i que ressaltava el mil·lenarisme de l'existència de Catalunya; per la seva banda, les diferents versions històriques sobre l'existència d'Espanya destacaven el seu origen des de la Unió Dinàstica dels Reis Catòlics o, fins i tot, en percepcions molt més agosarades es remuntaven a diferents moments de l'antiguitat, des dels ibers com a poble originari, una quimèrica unitat administrativa a l'època romana o la creació d'un primer regne hispànic d'origen got. Tanmateix, totes aquestes interpretacions, més o menys "romàntiques", de la història de Catalunya i d'Espanya no formen part d'aquestes pàgines.

Ara bé, la llarga durada del procés i la necessitat d'informar constantment a l'opinió pública del desenvolupament del mateix implicà que periodistes, politòlegs, historiadors i polítics prengueren part en la lluita pel relat. Alguns experts pretenien ser neutrals, però aquesta neutralitat no existeix en un procés bipolaritzat. En un sentit historiogràfic, sense que ningú l'esmentés i el recordés explícitament, Pierre Vilar hi fou molt present a partir de la seva idea de "pensar històricament", que volia dir, ni més ni menys, la necessitat de que tot historiador fos capaç d'analitzar el present de forma històrica²; una perspectiva oposada al presentisme, és a dir, a interpretar la Història del que està passant. La paradoxa residí en que foren els periodistes els que es feren seu el relat de l'anàlisi del procés separatista tan present en la vida política espanyola, ja que en els *mass media* tenien avantatge sobre la resta dels analistes que no acostumen a ser capaços de presentar anàlisis clares, breus i amb pocs matisos. El 2019, el Centre Documental de la Comunicació (CEDOC) de la UAB publicà el seu recull de cinc-cents vint i cinc llibres sobre el procés³.

EL "CARRUSEL DEPORTIVO" COM A FORMA NARRATIVA DEL PROCÉS

El procés separatista coincidí en el temps amb l'eclosió de les xarxes socials i de la premsa digitalitzada que ha generat una infointoxicació, alhora que la crisi dels mitjans de comunicació clàssics. La manca de verificació de molta de la informació publicada quedava justificada pel fet de la narració minut a minut, des de molts mitjans i, fins i tot, individus, on l'atractiu era la participació en directe. De fet, esdevingué un espai comú a totes les plataformes digitals una secció titulada: "En directe"⁴. Tot plegat, amanit per un desplegament televisiu, on prengueren una importància rellevant les tertúlies dels anomenats "experts". Totes les televisions i ràdios, tant públiques com privades popularitzaren en horaris de màxima audiència tertúlies on, especialment entre 2012 i 2017, el tema de debat gairebé en exclusiva era el del procés. Al 2014, el diari *Ara* va publicar una notícia en la qual s'indicava que el procés era el segon tema més tractat per les televisions catalanes, tot i que a TV3 era el tercer tema. La crisi econòmica iniciada el 2008 seguia essent el tema més desenvolupat i de màxima preocupació per a l'opinió pública⁵. Cal no oblidar que la crisi econòmica fou un element cabdal en la conversió de nombrosos sectors de les classes mitjanes catalanes en *processistes*⁶.

El gener del 2019 el fracàs del procés era evident, amb la perspectiva de la retransmissió en directe del judici a la seu del Tribunal Suprem espanyol a Madrid contra els teòrics líders de la "rebel·lió" separatista, posteriorment, van ser empresonats a Catalunya, on el sistema penitenciari depèn de la Generalitat que tornava a estar en mans dels partits dels condemnats que no van ser alliberats, fins que el Govern espanyol els va indultar parcialment i sempre sota el control del sistema jurídic espanyol. Programes de debat d'informació d'actualitat, com el magazine nocturn *Més 324* es transformà en una mena de monogràfic sobre el procés. Quelcom semblant es podria dir del programa *Preguntes Freqüents FAQS*, emès els dissabtes a la nit, en *prime time* i que esdevingué el programa de màxima audiència a Catalunya d'aquella franja horària en els anys àlgids del procés⁷.

En tot cas, fossin tertúlies a les televisions o a les ràdios, tant catalanes com les de la resta d'Espanya, el contingut analític es caracteritzà per la seva manca d'objectivitat interpretativa. Allò que predominà va ser la interpretació destinada a satisfer els oients o els telespectadors d'aquells mitjans, alguns s'esforçaven més que d'altres per semblar plurals. A més, la major part dels tertulians eren periodistes que havien generat majoritàriament publicacions digitals de signe partidista (clau important per a la seva supervivència periodística i econòmica), polítics que havien destacat en períodes anteriors de la vida política catalana i espanyola i que

2 Vilar, Pierre. (1997). *Pensar històricamente: Reflexiones y recuerdos*. Barcelona: Crítica.

3 Giral, Eugeni. (2019). *Els 525 llibres del procés*. Pròleg de Joan B. Culla. Bellaterra: Servei de Publicacions UAB.

4 Torras i Planas, Núria. (2013). "La relación entre la prensa digital y la prensa impresa en la presentación de la narración". *Obra Digital*. Vol. 4, nº. 1, pp. 96-123, consultat el 4/1/2022 a https://www.researchgate.net/publication/319972258_La_relacion_entre_la_prensa_digital_y_la_prensa_impresa_en_la_presentacion_de_la_narracion_Analizando_su_convivencia.

5 Gutiérrez, Àlex. "El procés, segon tema dels informatius de les televisions catalanes i tercer a TV3. La crisi continua sent l'afer més tractat als 'Telenotícies', amb un 14,3% del temps total", *Ara*, 1/11/2014, consultat el 29/12/2021 a https://www.ara.cat/media/proces-informatius-televisions-catalanes-tv3_1_2863651.html

6 González Vilalta, Arnau. (2019). *Procés català, classe mitjana i crisi europea*. Maçanet de la Selva: Editorial Gregal.

7 Reyes, Jorge. "'Preguntas frecuentes', el formato de TV3 que mayor rendimiento está sacando a Vox. El partido liderado por Santiago Abascal se ha convertido en garantía de éxito para hacer subir las audiencias en la televisión pública catalana", *El Confidencial*, 13/10/2018 consultat el 29/12/2021 a https://www.elconfidencial.com/televisión/programas-tv/2018-10-13/vox-tv3-preguntas-frecuentes-vistalegre-independencia_1628093/

1 Ucelay-Da Cal, Enric; González i Vilalta, Arnau; Núñez Seixas, Xosé M. (eds.) (2018). *El catalanisme davant del feixisme (1919-2018)*. Maçanet de la Selva: Editorial Gregal.

es reconvien en tertulians/es, i molts intel·lectuals professionals: politòlegs, historiadors i també advocats, economistes, i professors universitaris que, escudats a la seva reconeguda professionalització, realment

opinaven políticament i no professionalment. L'historiador Pere Vilanova parlà de la mort dels intel·lectuals en vulgaritzar-se de manera extrema l'adopció massiva d'aquesta categoria per a qualsevol persona capaç de generar opinió a través de les xarxes socials, encara que la seva formació fos escassa. Una idea que s'explicità al debat organitzat, el 2016, per la plataforma digital *Público*, propera aleshores a la formació política anomenada *Podemos* —un partit constituït originàriament per politòlegs—, actualment *Unidas Podemos*; en aquest debat hi participaren tota mena d'intel·lectuals i arribaren a conclusions semblants a les exposades per Pere Vilanova un any abans⁸. El desprestigi dels intel·lectual va ser indeturable durant el període del procés i de la suposada crisi del *règim del 78*⁹.

La constatació de tots aquests símptomes es concretà en la vulgarització expositiva de la informació en els mitjans de comunicació. La crònica dels esdeveniments adoptaren fórmules esportives, que recordaven el clàssic de la cadena Ser “Carrusel Deportivo” que ha estat en antena des del 1952. La narració de la crònica política en clau esportiva convertí progressivament als polítics i els seus seguidors en una mena d'*hooligans*, fins al punt que el llenguatge discursiu a les assemblees municipals, autonòmiques o a les mateixes Corts generals adoptà una creixent vulgarització que s'instal·là definitivament en la política espanyola. En definitiva, tota informació sobre el procés o la teòrica crisi del *règim del 78* transcendí la categoria d'informació per a convertir-se en consigna política¹⁰.

Davant d'aquest estat de coses, sectors del periodisme, de la politologia, de la historiografia i d'altres intel·lectuals professionals competiren, especialment a partir del 2017, per contrarestar tot aquest cúmul d'informacions i opinions polititzades per tal d'oferir assaigs més o menys aprofundits sobre les causes, el desenvolupament i les conseqüències del desafiament separatista i republicà del procés. Tanmateix, malgrat els esforços per oferir un relat dels fets, de les diferents etapes i esdeveniments del procés amb un mínim de rigor, el cert fou que el partidisme s'imposà.

ELS ASSAIGS ÈPIC-POLÍTIC I D'INVESTIGACIÓ PERIODÍSTICA: LES DUES CARES D'UNA MATEIXA MONEDA

Abans del 2017 es prodigà un tipus de literatura assagística, que tenia com a objectiu avaluar els avantatges i els desavantatges d'una Catalunya separada d'Espanya. Eren llibres que incidien sobretot en la viabilitat econòmica o no d'una Catalunya independent. El remarcable d'aquests estudis residia en el fet que havien estat elaborats per economistes i que, emparant-se en la seva categoria professional exposaven les virtuts o deficiències d'una Catalunya independent. Tanmateix, les seves argumentacions resultaven d'una gran simplicitat: el *nus gordià* residia en el deute extern d'Espanya. Segons els analistes independentistes, una Catalunya separada i deslliurada del deute, fins i tot, si n'assumien la part proporcional, seria econòmicament viable. A banda de poder prescindir d'un permanent sots-finançament per part del govern espanyol. És el que es desprenia, de forma molt sintètica, d'un llibre escrit per la professora titular de Teoria Econòmica de la Universitat de Barcelona, Elisenda Paluzie, en *Podem! Les claus de la viabilitat econòmica de Catalunya independent* de 2014, posteriorment, va ser elegida presidenta de l'Assemblea Nacional Catalana, el 2018¹¹. Per contra les anàlisis antiprocessistes incidien en el fet que l'economia catalana no era viable fora de la Unió Europea. Economistes com Ramón Tamames apel·lava al fet que els moments de màxima expansió

8 Vilanova, Pere. “Opinadores e intelectuales. Hoy se mueve mucha más información que nunca por todos los medios y ya no está en manos de élites”, *El Periódico*, 27/9/2015 consultat el 29/12/2021 a <https://www.elperiodico.com/es/opinion/20150927/opinadores-o-intelectuales-4538498>. Salas, Tomás. “Sabios, intelectuales y opinadores”, *ForumLibertas.com*, 4/3/2013 consultat el 29/12/2021 a <https://www.forumlibertas.com/hemeroteca/sabios-intelectuales-y-opinadores/>. Sánchez León, Pablo. “Medios, intelectuales y política”, *Espacio Público*, 25/4/2016 consultat el 29/12/2016 a <https://espacio-publico.com/un-debate-largamente-aplazado>

9 Serrano, Carlos (ed.) (2000). *Dossier. El nacimiento de los intelectuales en España, Ayer*, nº 40, Madrid, Marcial Pons, pp. 11-133.

10 Marta Lazo, Carmen; Segura Anaya, Ana; Traver, Daniel (2017). “Análisis comparativo de retransmisiones y programas deportivos entre Cadena SER y COPE”. *Revista de la Asociación Española de Investigación de la Comunicación*, vol. 4, número 7, pp. 148-156 consultat el 29/12/2021 a file:///C:/Users/pol/Downloads/Analisis_comparativo_de_retransmisiones_y_programa.pdf

11 Paluzie, Elisenda. (2014). *Podem! Les claus de la viabilitat econòmica de Catalunya independent*. Barcelona: Rosa dels Vents.

econòmica de Catalunya s'havien produït dins del marc espanyol, a més de ressaltar els diferents moments en la història contemporània d'Espanya en què l'intervencionisme polític català en la governabilitat espanyola havia estat beneficiós tant per a Madrid com per a Barcelona. Però sobretot destacava un fet fonamental: que la causa independentista catalana patia una mancança crucial, i aquesta era la manca de suport de la gran patronal i de les principals entitats financeres catalanes. Això volia dir, tant el Foment del Treball Nacional (FTN), com la Caixa i el Banc de Sabadell. Tanmateix, Tamames sostenia una posició ambivalent respecte del FTN i del seu president Joaquim Gay de Montellà. Per què? Al 2014, el FTN defensava la proposta que havia formulat el President Mas el 2012 d'un pacte fiscal per a Catalunya que acabés recollint els aspectes més característics dels concerts econòmics base i navarrès. Tamames era contrari a la solució del pacte fiscal i considerava que era preferible entendre's amb el FTN i el gran món empresarial català, ja que era totalment contrari a la independència. Aquest anti-independentisme de l'anomenada *Gran Burgesia catalana* era el que permetia a l'ex-ministre aznarista i president del *Club Siglo XXI*, Eduardo Zaplana, manifestés que, tot i estar en contra de les propostes del FTN, feia públic el seu màxim respecte per Gay de Montellà¹². La paradoxa residia en el fet que bona part de l'opinió pública espanyolista apuntava que bona part del *soufflé* independentista del procés seria fruit de l'egoisme d'aquesta *Gran Burgesia*. L'error residia en confondre i identificar com a “burguesia catalana”, des de la gran patronal fins al petit comerç i les classes mitjanes professionals. I si en algun espai d'aquesta “burguesia” havia fet via l'independentisme no havia estat en la gran patronal i la gran banca, sinó en els sectors professionals, així com en part de la petita i de la mitjana empresa¹³.

En rigor, ambdues interpretacions, formulades el 2014, en la més que simbòlica data del tricentenari de l'Onze de Setembre, tot i basar-se en un gran allau d'informació històrica i econòmica, reflectien la facilitat amb la que podien ser manipulades tot tipus de dades. També posaven de manifest que ambdós llibres responien a les concepcions polítiques dels seus autors; un dels fets que negligien les hipòtesis independentistes era el context de crisi econòmica i social en el qual estava tenint lloc tot el procés separatista. De fet, es donava per suposat des dels diferents sectors independentistes que la independència resoldria els maldecaps generats per la crisi econòmica: el problema de l'habitatge, de l'atur, de la reactivació d'una economia massa basada als serveis. Per la banda antiprocessista s'apel·lava al recurs retòric de que la permanència dins d'Espanya era sinònim de recuperació econòmica avalada per la continuïtat dins de la Unió Europea¹⁴. Però cap d'aquests arguments abordaven una anàlisi allunyada de la sentimentalitat i de la passió política. El món dels professionals i dels especialistes inundà la premsa escrita, tant en paper com digitalment, per a fer propaganda política disfressada d'anàlisi¹⁵.

El 2015, l'escriptor, filòleg, crític literari, periodista/historiador cultural Jordi Amat va publicar: *El llarg procés. Cultura i política a la Catalunya contemporània (1937-2014)* i amplià el seu estudi a la versió en castellà de 2018, amb el títol: *Largo proceso, amargo sueño. Cultura y política en la Cataluña contemporánea*¹⁶. La modificació del títol, possiblement, es deu a la laudatòria ressenya a “Babelia” de l'historiador espanyol de literatura i crític literari, professor emèrit de la Universitat de Saragossa José-Carlos Mainer, que el 2015, assegurava que: “su técnica consiste en leerlo todo, ambientarlo vívidamente, tener el lápiz a punto para subrayar síntomas o cristalizaciones de sentido y luego, hablarlo largamente con los interesados. De ahí dimana la explícita implicación personal que es tan imperativa en este libro”, amb l'objectiu d’“entender un problema que debiera regresar desde las banderas desplegadas a las palabras y las razones”¹⁷.

12 Tamames, Ramón. (2014). *¿Adónde vas Cataluña? Cómo salir del laberinto independentista*. Barcelona: Grup editorial 62-Ediciones Península.

13 González Vilalta, Arnau. (2019). *Op. Cit.*

14 López, Jaume. (2015). “De l'inviabile encaix a l'Estat Espanyol al Somni europeista”. *Bulletí de la Societat Catalana d'Estudis Històrics*. Núm. XXVI, pp. 159-178 consultat el 2/1/2022 a <https://publicacions.iec.cat/repository/pdf/00000222/00000005.pdf>

15 Monferrer Palmer, Aina; Bellido Calduch, Teresa. (2018). “Anàlisi dels discursos periodístics en premsa espanyola al voltant dels fets relacionats amb el procés”. *Cultura, lenguaje y representación / Culture, language and representation*. Vol. XX, pp. 95-111 consultat el 2/1/2022 a http://repositori.uji.es/xmlui/bitstream/handle/10234/179972/Monferrer_Bellido_Analisi.pdf;sequence=1

16 Amat, Jordi. (2015). *El llarg procés. Cultura i política a la Catalunya contemporània (1937-2014)*, Barcelona: Tusquets y (2018) *Largo proceso, amargo sueño. Cultura y política en la Cataluña contemporánea*, Barcelona: Tusquets.

17 Mainer, José-Carlos. (2015). “Largo proceso, amargo sueño”, *Babelia* (24/6/2015) consultat el 10/1/2022 a https://elpais.com/cultura/2015/06/18/babelia/1434639816_166710.html

Arran del fracàs de proclamar la independència efectiva a finals del 2017, tota una literatura assagística que pretenia analitzar, des de diferents punts de vista què havia estat i significat el procés, on politòlegs, però especialment periodistes i historiadors competiren corporativament per imposar el seu mètode de treball. Des de l'àmbit dels periodistes sorgiren nombrosos relats que recollien bona part de la tradició del que s'ha donat en definir com a periodisme d'investigació. En aquest àmbit destaca Ernesto Ekaizer. Nascut a Buenos Aires el 1949, ha realitzat bona part de la seva trajectòria professional a Espanya. Ha publicat tot un seguit de llibres àmpliament documentats sobre els efectes de la crisi del 2008 a Espanya i les seves conseqüències, així com una sèrie de treballs sobre notoris casos de corrupció especialment vinculats a la gran banca espanyola i al Partit Popular.

No obstant, Ekaizer esdevingué un personatge notòriament públic en el moment de màxima eclosió de les tertúlies polítiques i durant els anys del procés foren habituals la seves intervencions a diferents programes tant de tertúlia com d'informació general de TV3 i Catalunya Ràdio. Per a dotar a la seva informació d'allò que era rellevant a l'àmbit jurídic i que es traduí en la publicació dels llibres: *La novel·la de la rebel·lió: Cròniques del judici* (2019), *Cataluña, año cero. El proceso, el juicio y la sentencia* (2019) i *Cap de Turc* (2020). En aquests llibres, va fer una descripció detallada tant del procés separatista com dels dos judicis, i mentre en el primer llibre es qüestionava clarament tota la tesi esgrimida per la fiscalia de que havia existit una rebel·lió contra l'estat (tesi que el podia apropar a les posicions discursives del món independentista), en el segon feia un retrat del major Trapero en el que desmuntava la mítica de l'independentisme català, que situava al cos dels Mossos d'Esquadra al costat del procés com el seu “braç armat”. Els relats d'Ekaizer desmunten la tesi de la rebel·lió independentista, però a costa de posar en evidència les profundes debilitats estructurals i organitzatives que, suposadament, havien construït els diferents sectors del separatisme, ja que si no existia rebel·lió, tampoc hauria existit la possibilitat de separar-se unilateralment d'Espanya. En aquest sentit, els llibres d'Ekaizer sobre els judicis del procés tingueren doble edició, catalana i castellana, superant les tres edicions¹⁸. I també van gaudir del respecte de l'acadèmic de la Real Academia Española i periodista proper a les tesis del Partit Popular, Luis María Anson¹⁹.

És remarcable la capacitat dels llibres de divulgació periodística per assolir un ampli marge de lectors, com succeí amb Ernesto Ekaizer, així com també amb la sots-directora de *La Vanguardia*, Lola Garcia, amb el seu llibre, *El naufragi. La deconstrucció del somni independentista*. Aquest també gaudí de la doble edició catalana i castellana. La proposta de Lola Garcia pretenia elaborar, a la manera d'un historiador, un marc cronològic amb les seves diferents etapes i causes inicials profundes que conduïren al procés. Aquesta forma de treballar té molt a veure amb la pròpia trajectòria de la periodista. Nascuda a Badalona el 1967, passà per la universitat on es llicencià en periodisme i ciències polítiques, carreres molt marcades per una presència important de l'anàlisi històrica.

Però centrant-nos estrictament en el contingut i el missatge d'*El naufragi*, és significatiu el seu subtítol, *la deconstrucció del somni independentista*. Així, la narració de la periodista recollia aspectes interpretatius de gran interès: assenyalar la contradicció aparent d'un Artur Mas, protagonista de les retallades socials a l'àmbit autonòmic català, i que, al mateix temps, pretenia mobilitzar al conjunt de la societat catalana contra un govern del PP el qual identificava com l'únic culpable de la política de retallades. En el fons, l'exposició de la sotsdirectora de *La Vanguardia* pretenia ser una subtil advertència al món post-convergent de la possible engalipada que suposava l'aposta de Mas, perquè la clau més evident en aquest sentit es troba en el títol del pròleg del llibre elaborat per Jordi Amat: “Nascuts per manar”²⁰. No només això, Lola Garcia apunta la incongruència de les classes mitjanes catalanes en arriscar-se a una aventura revolucionària: “Per més que les classes mitjanes estiguessin vivint amb neguit la crisi que es va desencadenar el 2007, que per primera vegada impedia que els fills visquessin millor que els seus pares, Catalunya continua sent una de les regions

¹⁸ Ekaizer, Ernesto. (2019). *La novel·la de la rebel·lió. Cròniques del judici*. Barcelona: Comanegra. (2019). *Cataluña, año cero. El proceso, el juicio y la sentencia*. Madrid: Espasa. (2020). *Cap de turc*. Barcelona: Comanegra.

¹⁹ Anson, Luis María. “Ernesto Ekaizer: *Cataluña, año cero*”. *El Cultural*, 13/12/2019 consultat 3/1/2019 a https://www.elespanol.com/el-cultural/opinion/primer-palabra-luis-maria-anson/20191213/ernesto-ekaizer-cataluna-ano-cero/451706617_0.html

²⁰ García, Lola. (2019). *El naufragi. La deconstrucció del somni independentista*. Barcelona: Planeta de los Libros.

europnees amb una qualitat de vida més alta”, fet que la conduïa a sentenciar: “Massa a perdre en un veritable enfrontament amb l'Estat”, i desmuntava l'heroisme dels teòrics líders processistes en afirmar que “mai van desitjar sotmetre's al martiri”²¹.

En canvi, l'obra del catalanista valencià, Vicent Partal, director de la publicació digital d'orientació independentista *VilaWeb*, *Nou Homenatge a Catalunya*, publicada el 2018, detallava amb deteniment els esdeveniments de l'octubre-desembre del 2017, des de les fallides proclamacions d'independència de Catalunya fins la fi de l'aplicació de l'article 155 de la Constitució Espanyola. El títol del llibre fa referència a l'obra de George Orwell, que és una referència en els cercles polítics del catalanisme progressista no autoritari. Carles Puigdemont, que és polític i periodista, va assenyalar que el processisme bevia, en una interpretació molt lliure, de les fonts llibertàries i poumistes pel seu contingut antiestatista espanyol²², però el context de la Guerra Civil té poc a veure amb el del procés. El llibre de Partal és un esforç d'anàlisi per a explicar com

s'arriba a una hegemonia processista a Catalunya, però, per damunt de tot, és una justificació del per què els líders del procés no varen implementar la independència, esforçant-se en negar l'existència de divergències polítiques i estratègiques entre els diferents membres del govern de la Generalitat que presidí en aquelles dates, Carles Puigdemont, polític i periodista, i sots-presidí Oriol Junqueras, polític i historiador. El cert és que la seva narrativa heroica es dirigeix a un públic molt concret: l'espai independentista que, el 2018, estava encara perplex, perquè els seus líders no havien apostat per implementar la independència. Entre finals de 2017 i durant 2018 hi havia molts independentistes plenament convençuts que la independència ja s'havia referendat i que únicament calia implementar-la. La tesi del llibre, a mode d'al·legat d'advocat defensor, insistia que el govern presidit per Puigdemont havia salvat vides, davant de la possible repressió de l'Estat espanyol si realment haguessin implementat la independència unilateralment²³.

En definitiva, el que tenen en comú és que van saber elaborar productes de divulgació, molt documentats i amb tot luxe de detalls sobre la intrahistòria, tant dels protagonistes com dels esdeveniments, que és, en darrer terme, el que agrada al públic, amb una interpretació senzilla sobre el significat del procés. De fet, els grans lectors d'aquests productes eren les classes mitjanes catalanes. Si analitzem les raons més visceral dels textos d'Ekaizer, Garcia i Partal ens adonem que la gran pregunta que hi ha el seu darrera és si tot el procés va o no va valdre la pena. Era una reflexió en clau política i moral, que, davant de qualsevol altra cosa, destacava el punt de vista polític dels autors i autora. Quelcom aparentment diferent, però només en aparença, dels punts de vista analítics i interpretatius dels historiadors.

LES APARENCES ENGANYEN: HISTORIADORS QUE DONEN INTERPRETACIONS POLÍTIQUES

La professionalització corporativa dels historiadors no és una garantia d'objectivitat a l'hora d'interpretar qualsevol fet o període històric. La diferència amb el món del periodisme resideix en els mètodes de treball i expositius de la informació, que, en el cas dels historiadors, resulta narrativament molt més tancada i hermètica, així com també vinculada a la utilització explícita de les fonts utilitzades, això no facilita l'accés i lectura dels seus treballs a un públic més generalista. Però això no treu que, per molt professionals que siguin, els historiadors no tinguin les seves idees polítiques. I aquesta realitat s'evidencià, fonamentalment entre el 2014 i el 2022.

En aquest sentit, una primera aportació no fou estrictament sobre el procés, sinó que va actuar com a fita destacada del procés independentista. Aquesta fou la celebració del simposi, el desembre del 2013, titulat significativament com “Catalunya contra Espanya”. Aquest semblava tenir un caràcter profundament polític i institucional, marcat per una Generalitat ja dominada per les formacions independentistes, ho evidència el fet que se celebrà en el marc del Tricentenari de l'Onze de setembre del 1714; i que els seus organitzadors van ser

²¹ *Ibid.* p. 229.

²² Puigdemont, Carles. (2018). *La crisi catalana. Una oportunitat per a Europa*. Barcelona: La Campana.

²³ Partal, Vicent. (2018). *Nou homenatge a Catalunya*. Barcelona: Ara llibres.

l’Institut d’Estudis Catalans (IEC) i el Centre d’Història Contemporània de Catalunya (CHCC) –que depèn de Presidència de la Generalitat–, el qual en aquells moments estava dirigit per l’historiador Jaume Sobrequés i Callicó que va ser el director del Simposi.

Sobrequés va ressaltar que el Simposi pretenia incidir en la “repressió” institucional, militar, política i administrativa que Catalunya havia sofert des del segle XVIII fins al XXI afirmant que aquesta tesi: “Respon a una realitat objectiva. Són 300 anys d’animadversió d’Espanya contra Catalunya”. El Simposi l’inaugurà el catedràtic emèrit de la Universitat Pompeu Fabra (UPF), Josep Fontana i Lázaro, que si bé havia estat l’introduïdor als anys setanta del segle XX de la historiografia marxista, sempre va ser catalanista i la seva participació al Simposi li valgué les crítiques de sectors històricament marxistes, conscientment o inconscientment espanyolistes, de ser un vergonyant pujolista. Crítiques que es feren extensives als cercles historiogràfics progressistes de la resta d’Espanya. El debat sobre la manipulació de la Història estava servit i es va estendre ràpidament a l’àmbit de l’educació que s’impartia a les escoles i instituts de secundària de Catalunya, on destacà l’acusació d’adoctrinament catalanista, que es llençà des de bona part de la premsa espanyola.

Així, arran del Simposi del 2013, sorgiren a la llum pública treballs d’eminentes historiadors “hispanistes”, com Henry Kamen o John H. Elliot que intentaren donar una visió menys polititzada de les dites relacions entre Catalunya i Espanya. Així, Kamen, resident a Catalunya des de feia dècades publicà els llibres *España y Cataluña. Historia de una pasión* i *La invención de España*, on relativitzava la idea de confrontació en la mesura que apuntava que allò que, durant l’Edat Moderna, s’havia produït era un joc de confrontació entre elits per controlar els diferents espais administratius i institucionals a Catalunya, ja fossin els propis de la Monarquia espanyola com els més estrictament catalans²⁴. I, per la seva banda, Elliot (a qui se li va retreure haver estat el director de tesi de la política del Partit Popular, Cayetana Álvarez de Toledo) elaborà tota una tesi al llibre *Catalanes y escoceses. Unión y discordia*, on s’encarregava d’evidenciar les similituds i diferències entre la trajectòria històrica catalana i l’escocesa. Llibre a propòsit de la persistent insistència dels cercles intel·lectuals independentistes de trobar tota mena de coincidències entre Catalunya i Escòcia en un moment que aquesta darrera havia de celebrar el 2014 un referèndum vinculant d’autodeterminació consentit per l’aleshores govern conservador britànic²⁵.

Aquests llibres, els quals no parlaven del procés, però tenien el seu sentit en la lògica del context del procés, tingueren una divulgació més rellevant que aquells que l’analitzaren més estrictament. De fet, les publicacions elaborades pel gremi dels historiadors tingueren, com ja s’ha dit, una projecció molt menor, per no dir irrellevant entre l’opinió pública. Entre aquestes cal ressaltar: *El proceso separatista en Cataluña*, editada pels historiadors de la UAB Steven Forti i Arnau González i Vilalta, i el catedràtic emèrit de la UPF, Enric Ucelay-Da Cal, col·laborant els dos últims en una segona obra juntament amb el periodista Plàcid Garcia-Planas titulada *Tumulto. Meditaciones sobre l’octubre català (2017)*. La primera tenia com a aspecte interessant l’anàlisi de temes que els periodistes d’investigació no havien recollit per la seva manca d’interès pel gran públic: el paper dels sindicats o de les organitzacions polítiques i cíviques de l’antiprocessisme, com ara Ciutadans o Societat Civil Catalana. La segona pretenia analitzar en temps real i a mode de dietari el minut a minut de l’octubre del 2017, on resultava destacable la descripció de les opinions summament confrontades d’historiadors catalans (no necessàriament independentistes) amb les d’historiadors de la resta d’Espanya. En tot cas, els autors destacaren que no pretenia ser un llibre d’història, sinó una crònica feta per historiadors. Tot i la seva originalitat, el seu eclecticisme no el va fer arribar al gran públic, desitjós de saber sobre les interioritats “inconfessables” dels protagonistes del procés²⁶.

24 Kamen, Henry. (2014). *España y Cataluña. Historia de una pasión*. Madrid: La Esfera de los Libros. (2020). *La invención de España*. Madrid: Espasa.

25 Elliot, John H. (2018). *Catalanes y escoceses. Unión y discordia*. Madrid: Taurus, que va tenir també la seva edició en català a Rosa dels Vents.

26 Forti, Steven; González i Vilalta, Arnau; Ucelay-Da Cal, Enric (eds.). (2017). *El proceso separatista en Cataluña. Análisis de un pasado reciente (2006-2017)*. Granada: Comares. González i Vilalta, Arnau; Ucelay-Da Cal, Enric; Garcia-Planas, Plàcid. (2017). *Tumulto. Meditaciones sobre l’octubre català (2017)*. Maçanet de la Selva: Gregal.

Finalment, cal destacar les aportacions d’un historiador vinculat a l’independentisme com Joan B. Culla i el seu *El Tsunami. Com i per què el sistema de partits català ha esdevingut irreconeixible*; el procés vist com un tsunami que va arrasar el mapa polític català provinent de la transició²⁷, i de dos historiadors identificats amb l’antiprocessisme com són les de Jordi Canal, *Con permiso de Kafka. El proceso independentista en Cataluña*, i la de David Jiménez Torres, fill del periodista Federico Jiménez Losantos, *2017. La crisis que cambió España*, obres que, tot i el seu tarannà crític amb el *processisme*, tenen d’interessant quelcom negligit per periodistes, publicistes i tertulians de tota mena: analitzar amb rigor l’espai polític de l’antiprocessisme català, o dit d’una altra manera la societat civil de l’antiindependentisme²⁸.

A TALL DE CONCLUSIÓ

En rigor, l’article ha posat de manifest que tota anàlisi sobre el procés separatista català dels anys 2010-2021 va estar tenyida de visions en major o menor grau polititzades, ja fossin elaborades per periodistes, professionals de la història o intel·lectuals professionals d’altres disciplines. Tanmateix, de cara a la conquesta de l’opinió pública, entesa com a clienta i consumidora dels relats publicats, tant en articles i llibres, com en tertúlies radiofòniques o televisives, els periodistes li guanyaren la partida als historiadors i a la resta d’intel·lectuals professionals per la manera més clara de formular les seves anàlisis. El públic volia saber què feien els protagonistes dels esdeveniments i no tant endinsar-se en les raons que havien portat a la crisi del procés. Fins i tot, la clau residia en el fet que, encara que s’exposessin raons profundes del tema, allò que més interessava era un anàlisi maniqueu o d’herois que, com el major Trapero, que també podien ser *malvats*, des d’una òptica independentista, i, per tant, dignes d’una història novel·lada.

27 Culla, Joan B. (2017). *El Tsunami. Com i per què el sistema de partits català ha esdevingut irreconeixible*. Barcelona: Pòrtic.

28 Canal, Jordi. (2018). *Con permiso de Kafka. El proceso independentista en Cataluña*. Barcelona: Ediciones Península. Jiménez Torres, David. (2021). *2017. La crisis que cambió España*. Barcelona: Deusto.

BIBLIOGRAFIA

Amat, Jordi. (2015). *El llarg procés. Cultura i política a la Catalunya contemporània (1937-2014)*, Barcelona: Tusquets y (2018) *Largo proceso, amargo sueño. Cultura y política en la Cataluña contemporánea*, Barcelona: Tusquets.

Anson, Luís María. “Ekaizer: Cataluña, año cero”. *El Cultural*, 13/12/2019 consultat 3/1/2019 a <https://elcultural.com/ernesto-ekaizer-cataluna-ano-cero>

Canal, Jordi. (2018). *Con permiso de Kafka. El proceso independentista en Cataluña*. Barcelona: Ediciones Península.

Culla, Joan B. (2017). *El Tsunami. Com i per què el sistema de partits català ha esdevingut irreconeixible*. Barcelona: Pòrtic.

Ekaizer, Ernesto. (2019). *La novel·la de la rebel·lió. Cròniques del judici*. Barcelona: Comanegra. (2019). *Cataluña, año cero. El proceso, el juicio y la sentencia*. Madrid: Espasa. (2020). *Cap de turc*. Barcelona: Comanegra.

Elliot, John H. (2018). *Catalanes y escoceses. Unión y discordia*. Madrid: Taurus.

Forti, Steven; González i Vilalta, Arnau; Ucelay-Da Cal, Enric (eds.). (2017). *El proceso separatista en Cataluña. Análisis de un pasado reciente (2006-2017)*. Granada: Comares.

Garcia, Lola. (2019). *El naufragi. La deconstrucció del somni independentista*. Barcelona: Planeta de los Libros.

Giral, Eugeni. (2019). *Els 525 llibres del procés*. Pròleg de Joan B, Culla. Bellaterra: Servei de Publicacions UAB.

González i Vilalta, Arnau; Ucelay-Da Cal, Enric; Garcia-Planas, Plàcid. (2017). *Tumulto. Meditaciones sobre l'octubre català (2017)*. Maçanet de la Selva: Gregal.

González Vilalta, Arnau. (2019). *Procés català, classe mitjana i crisi europea*. Maçanet de la Selva: Editorial Gregal.

Gutiérrez, Àlex. “El procés, segon tema dels informatius de les televisions catalanes i tercer a TV3. La crisi continua sent l’afer més tractat als ‘Telenotícies’, amb un 14,3% del temps total”, *Ara*, 1/11/2014, consultat el 29/12/2021 a https://www.ara.cat/media/proces-informatius-televisions-catalanes-tv3_1_2863651.html

Jiménez Torres, David. (2021). *2017. La crisis que cambió España*. Barcelona: Deusto.

Kamen, Henry. (2014). *España y Cataluña. Historia de una pasión*. Madrid: La Esfera de los Libros. (2020). *La invención de España*. Madrid: Espasa.

López, Jaume. (2015). “De l’inviabile encaix a l’Estat Espanyol al Somni europeista”. *Butlletí de la Societat Catalana d’Estudis Històrics*. Núm. XXVI, pp. 159-178 consultat el 2/1/2022 a <https://publicacions.iec.cat/repository/pdf/00000222/00000005.pdf>

Mainier, José-Carlos. (2015). “Largo proceso, amargo sueño”, *Babelia* (24/6/2015) consultat el 10/1/2022 a

https://elpais.com/cultura/2015/06/18/babelia/1434639816_166710.html

Marta Lazo, Carmen; Segura Anaya, Ana; Traver, Daniel (2017). “Análisis comparativo de retransmisiones y programas deportivos entre Cadena SER y COPE”. *Revista de la Asociación Española de Investigación de la Comunicación*, vol. 4, número 7, pp. 148-156 consultat el 29/12/2021 a file:///C:/Users/pol/Downloads/Analisis_comparativo_de_retransmisiones_y_programa.pdf

Monferrer Palmer, Aina; Bellido Caldach, Teresa. (2018). “Anàlisi dels discursos periodístics en premsa espanyola al voltant dels fets relacionats amb el procés”. *Cultura, lenguaje y representación / Culture, language and representation*. Vol. XX, pp. 95-111 consultat el 2/1/2022 a http://repositori.uji.es/xmlui/bitstream/handle/10234/179972/Monferrer_Bellido_Analisi.pdf;sequence=1

Paluzie, Elisenda. (2014). *Podem! Les claus de la viabilitat econòmica de Catalunya independent*. Barcelona: Rosa dels Vents.

Partal, Vicent. (2018). *Nou homenatge a Catalunya*. Barcelona: Ara llibres.

Puigdemont, Carles. (2018). *La crisi catalana. Una oportunitat per a Europa*. Barcelona: La Campana.

Salas, Tomás. “Sabios, intelectuales y opinadores”, *ForumLibertas.com*, 4/3/2013 consultat el 29/12/2021 a <https://www.forumlibertas.com/hemeroteca/sabios-intelectuales-y-opinadores/>

Sánchez León, Pablo. “Medios, intelectuales y política”, *Espacio Público*, 25/4/2016 consultat el 29/12/2016 a <https://espacio-publico.com/un-debate-largamente-aplazado>

Serrano, Carlos (ed.) (2000). Dossier. El nacimiento de los intelectuales en España, *Ayer*, nº 40, Madrid, Marcial Pons, pp. 11-133.

Tamames, Ramón. (2014). *¿Adónde vas Cataluña? Cómo salir del laberinto independentista*. Barcelona: Grup editorial 62-Ediciones Península.

Torras i Planas, Núria. (2013). “La relación entre la prensa digital y la prensa impresa en la presentación de la narración”. *Obra Digital*. Vol. 4, nº. 1, pp. 96-123, consultat el 4/1/2022 a https://www.researchgate.net/publication/319972258_La_relacion_entre_la_prensa_digital_y_la_prensa_impresa_en_la_presentacion_de_la_narracion_Analizando_su_convivencia

Ucelay-Da Cal, Enric; González i Vilalta, Arnau; Núñez Seixas, Xosé M. (eds.) (2018). *El catalanisme davant del feixisme (1919-2018)*. Maçanet de la Selva: Editorial Gregal.

Vilanova, Pere. Opinadores e intelectuales. “Hoy se mueve mucha más información que nunca por todos los medios y ya no está en manos de élites”, *El Periódico*, 27/9/2015 consultat el 29/12/2021 a <https://www.elperiodico.com/es/opinion/20150927/opinadores-o-intelectuales-4538498>

Vilar, Pierre. (1997). *Pensar históricamente: Reflexiones y recuerdos*. Barcelona: Crítica.

Agustí Colomines i Companys
Universitat de Barcelona – Chaire Josep Termes

Jordi Argelaguet
Universitat Autònoma de Barcelona - Chaire Josep Termes

**LA DÉCENNIE DE LA SOUVERAINETÉ ET
LA TRANSFORMATION DU CATALANISME : 2006-2021**

RÉSUMÉ

Comment et pourquoi le catalanisme, transversal et hégémonique en Catalogne depuis le début du XXe siècle, est devenu souverainiste et indépendantiste à la fin de la première décennie du XXIe siècle ? Il sera question d’étudier ce processus, d’en comprendre les enjeux et de mettre en relief les modifications sociopolitiques profondes qu’il a entraînées au sein de la société catalane contemporaine.

MOTS-CLÉS

Catalanisme, Autonomisme, Nationalisme, Souverainisme, Indépendantisme, Processus souverainiste catalan.

ABSTRACT

How and why did Catalanism, which had been transversal and hegemonic in Catalonia since the beginning of the 20th century, become sovereignist and pro-independence at the end of the first decade of the 21st century? The aim is to study this process, understand what is at stake and highlight the profound socio-political changes it has brought about in contemporary Catalan society.

KEYWORDS

Catalanism, Autonomism, Nationalism, Sovereignism, Independentism, Catalan sovereignty process.

En 2010, après la décision de la Cour constitutionnelle espagnole (*Tribunal Constitucional*, TC) contre le Statut d’autonomie de la Catalogne, approuvé par référendum en 2006, le nationalisme catalan, tel qu’il avait émergé au milieu du XIXe siècle, a commencé à décliner. Le *catalanisme* est le nom qui désigne traditionnellement le nationalisme catalan pour éviter, justement, d’employer le mot nationalisme. Le catalanisme qui est associé à la catalanité vise à renforcer l’idée civique selon laquelle « est catalane la personne qui vit et travaille en Catalogne et qui veut l’être ». Le catalanisme est donc plus un nationalisme civique, culturel et identitaire qu’un nationalisme ethnique ou racial selon la distinction proposée par la professeure Liah Greenfeld dans *Nationalism: Five Roads to Modernity* (Greenfeld, 1992).

1. Du catalanisme à l’indépendantisme

À ses débuts, le catalanisme politique n’était pas sécessionniste, notamment parce que les défaites durant les guerres de séparation de 1640 et 1714 avaient vacciné les élites et les dirigeants du pays contre le « virus » de l’insurrection nationale. Les révoltes, au cours des siècles suivants, n’eurent qu’indirectement une composante anti-centraliste (Anguera, 2000). Le catalanisme opta alors pour une autre voie, celle de la réforme de l’État espagnol, incluant la reconnaissance d’un gouvernement pour la Catalogne par le biais de l’autonomie (Colomines, 1992). Le conservatisme catholique de l’évêque Josep Torras i Bages (1846-1916) et le républicanisme fédéral de Valentí Almirall (1841-1904) donnèrent naissance, à droite comme à gauche, à un catalanisme politique allant dans ce sens. En d’autres termes, le catalanisme s’est façonné comme un mouvement politique préconisant la reconnaissance nationale de la Catalogne dans une Espagne unifiée (Termes et Colomines, 2003). Le catalanisme est né comme un mouvement moderne ayant vocation à entraîner l’Espagne vers la démocratie. Depuis son irruption sur la scène politique catalane à la fin du XIXe siècle, le catalanisme politique est devenu l’un des deux principaux courants régénérationnistes en Espagne (Cacho Viu, 1998). Tandis que le régénérationnisme existant autour de Madrid prônait la modernisation de l’Espagne

entre le XIXe et le XXe siècle par la science et l’éducation, le catalanisme était une sorte de science morale qui cherchait à démocratiser le régime politique espagnol et à favoriser le développement économique. Telle était l’orientation du catalanisme *noucentista*, en version fédérale, régionaliste ou nationaliste. Même les intellectuels modernistes qui prônaient le sécessionnisme culturel et un programme de nationalisation catalane, en allant bien au-delà de ce qu’avaient été capables de faire les représentants du mouvement de la *Renaixença*, n’étaient pas indépendantistes. Ils n’ignorèrent jamais la dimension espagnole de leur action. Ainsi, le triangle Barcelone-Madrid-Paris devint la véritable scène culturelle de l’Espagne contemporaine et, aussi, du monde latin (Casassas, 2020).

La décision de la Cour constitutionnelle (TC) marqua donc un point de bascule avec ce catalanisme dont les bases firent émerger une force indépendantiste qui dépassa les partis traditionnels, y compris ceux qui étaient sécessionnistes. La mobilisation en faveur de l’indépendance est très récente et sa représentation parlementaire, au moins au niveau institutionnel, était jusque-là faible. La *Mancomunitat*¹ de Catalogne de 1914 était, comme son nom l’indique en catalan, la réunion des quatre provinces en un seul organe. Le fait que les catalanistes aient souhaité que cette nouvelle entité se rapproche un peu plus d’un gouvernement autonome est une autre question (Colomines et Madaula, 2014). Trois jours après la proclamation de la République catalane, le 14 avril 1931, en même temps que la proclamation de la République espagnole, une délégation du gouvernement républicain espagnol, composée des ministres catalans Lluís Nicolau d’Olwer et Marcel·lí Domingo et du ministre andalou, Fernando de los Ríos, parvinrent à ce que cette République fédérée initiale soit désignée *Generalitat* (Gouvernement de Catalogne) – du nom d’une institution médiévale – avec la promesse qu’une fois la Constitution de la République espagnole approuvée, elle incarnerait l’autonomie catalane. L’autonomie républicaine dura peu de temps : le Statut fut adopté en 1932 mais, en 1934, elle fut suspendue suite aux événements d’octobre et rétablie en février 1936 suite à la victoire du *Frente Popular*. Le 18 juillet de cette même année, la guerre civile éclata et se termina par la victoire du Général Franco en 1939. De 1939 à 1975, l’Espagne fut soumise à une dictature d’inspiration fasciste. À la mort de Franco, dans le cadre du processus de transition vers la démocratie, le gouvernement de Catalogne républicain fut restauré sous la forme d’une pré-autonomie. Une autonomie particulière car, contrairement à ce qui s’est passé avec le *lehendakari* Leizaola (le président du gouvernement basque), le retour d’exil du président du gouvernement de Catalogne, Josep Tarradellas, se fit conformément au décret-loi royal 41/1977 du 29 septembre 1977 reconnaissant l’existence d’une autonomie catalane en 1932 au sein de la République espagnole. Comme à ses origines et pour le catalanisme de la Transition, l’État était l’Espagne tandis que la nation était la Catalogne.

1.1 Deux Statuts : 1978 et 2006

Le titre VIII de la Constitution de 1978 établit la nature autonomiste de l’État. Ainsi, le Statut d’autonomie de la Catalogne de 1979 est une conséquence de la Constitution, du moins sur le plan juridique. Le texte constitutionnel reconnaissait tant le droit des nationalités et des régions à se constituer en communautés autonomes que l’organisation décentralisée de l’État. Cependant, le processus de transfert des compétences a été très long et, comme le souligne Javier Pérez Royo, c’est par les Statuts d’autonomie et non par la Constitution qu’une structure décentralisée de l’État finit par s’imposer. L’État des autonomies fut le résultat d’une manifestation de la volonté constituante du « peuple espagnol » et surtout, une fois l’État constitué, de négociations bilatérales entre celui-ci et chacune des « nationalités et régions » (Pérez Royo 2000). Tel est en réalité le conflit qui n’a jamais été résolu. En outre, au fil des années, un nationalisme espagnol sans complexe s’est consolidé – ou, en d’autres termes, est réapparu – pour revendiquer, d’une part, les bienfaits de la dictature franquiste et, d’autre part, s’opposer frontalement à l’idée d’autonomie gouvernementale revendiquée par la majorité des forces politiques catalanes. En 2003, une coalition de partis de gauche (PSC, ICV-EUiA et ERC) réussit à former un gouvernement en Catalogne et mit un terme à la période durant laquelle CiU – la coalition nationaliste de centre-droit avec les démocrates-chrétiens – dirigée par Jordi Pujol, avait gouverné l’autonomie depuis les premières élections de 1980.

¹ *Mancomunitat* de Catalogne : organe administratif régional décentralisé, créé en 1914 et aboli après le coup d’État du général Primo de Rivera en 1923. La *Mancomunitat* était chargée de coordonner les compétences déléguées aux quatre provinces catalanes. (Note de la traductrice).

Le socialiste Pasqual Maragall, ancien maire de Barcelone et l'un des artisans du succès des Jeux olympiques de 1992, devint le nouveau Président du gouvernement de la Catalogne. Il engagea une réforme du Statut de 1979 qui allait aboutir à l'élaboration d'un nouveau Statut. La nouvelle proposition statutaire, votée en 2005 par 85 % des membres du Parlement catalan, fut approuvée par le Congrès des députés le 30 mars 2006 et par le Sénat le 10 mai 2006, après une modification substantielle du texte en vue de l'adapter à la Constitution et d'en limiter l'esprit fédéraliste qui l'imprégnait. Malgré cela, le nouveau Statut fut finalement approuvé par référendum par les citoyens de Catalogne, le 18 juin 2006, avec 51,15 % d'abstention (Viver i Pi-Sunyer, 2006). Ce fut la dernière tentative de reconstruire la Catalogne sur le plan interne, mais aussi d'ériger des ponts avec l'Espagne. Les ponts ainsi tendus n'ont pas résisté au poids du nationalisme espagnol qui mena une campagne ouvertement xénophobe contre le Statut. Le Parti populaire (PP) – la droite conservatrice espagnole – en fut le promoteur. Le rapport « *Por un Estado autonómico racional y viable* » (Gómez-Pomar ; Garcés ; Elorriaga, 2010) est un exemple de ce nationalisme espagnol qui voulait faire marche arrière pour renforcer la nation espagnole (Núñez-Seixas, 2018). Le PP fut si agressif qu'il influença même la position du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) qui, à l'époque, agissait déjà depuis une position de faiblesse. Une faiblesse à maints égards, dont la plus importante fut celle de la branche catalane de ce socialisme, incapable de contenir le nationalisme espagnol croissant des cadres du PSOE, avec des attaques constantes contre la réforme statutaire proposée par les socialistes catalans.

Le *Tribunal constitucional* (TC) a amendé 14 articles du Statut de 2006 et abrogé certains des principes qu'il régissait, comme la disposition où l'emploi de la langue catalane devait être « préférentiel », l'extension des pouvoirs de la communauté autonome en matière fiscale et la création d'un pouvoir judiciaire en Catalogne. Il a en outre réinterprété totalement ou partiellement vingt-trois autres articles et quatre dispositions additionnelles, dont la troisième disposition additionnelle qui prévoyait que « l'investissement dans les infrastructures de l'État en Catalogne, à l'exclusion du fonds de compensation entre territoires, serait égal à la part relative du PIB de la Catalogne par rapport au PIB de l'État durant une période de sept ans ».

Cette décision fut très critiquée par les principales forces catalanistes, bien qu'à des niveaux d'intensité différents. Pour les indépendantistes, il s'agissait d'une véritable attaque contre la volonté du peuple catalan et d'un motif sérieux et définitif de rupture avec l'État espagnol. Pour les catalanistes modérés, la décision mettait un terme à une stratégie politique : le plafond de l'autonomie gouvernementale catalane était atteint et il n'y avait dès lors plus de marge pour son évolution par le biais d'un accord et d'un pacte avec le gouvernement espagnol. Dans ce contexte, José Montilla, le président du gouvernement de Catalogne de l'époque, également socialiste, demanda à un groupe d'experts d'établir un rapport sur les effets de cette décision, avec l'aval du nationaliste Artur Mas, chef de l'opposition. Les représentants de tous les partis à l'origine du processus d'élaboration du nouveau Statut participèrent à ce rapport. Les conclusions de celui-ci furent au nombre de trois : premièrement, la décision affaiblissait considérablement la fonction constitutionnelle du Statut d'autonomie et le Tribunal se substituait à sa fonction dans le bloc constitutionnel. Deuxièmement, la décision considérait souvent le Statut comme une loi purement régionale et jugeait donc abusif qu'une communauté autonome prétende imposer des obligations et des mandats à l'État, en oubliant toutefois que le Statut était une norme étatique, fruit d'un pacte politique entre le gouvernement de Catalogne et l'État. Troisièmement, la décision n'appliquait pas la jurisprudence constante du TC sur le principe de déférence envers le législateur qui, en l'espèce, devait prévaloir sans exception, en raison de la fonction constitutionnelle du Statut et de la légitimité accrue découlant de la procédure d'élaboration et d'approbation. Il était également indiqué que la décision contenait un *a priori* injustifié à l'égard du contenu du Statut d'autonomie. Au-delà du bien-fondé des critiques formulées à l'encontre de la décision, la pertinence de ce rapport résidait dans le fait qu'il délimitait un terrain d'entente partagé par des partis représentant plus de 80 % des voix lors des dernières élections au Parlement.

Il y a également lieu de souligner un fait incontestable : le pacte constituant, qui avait permis d'adopter la Constitution et le Statut d'autonomie en 1978 et en 1979, avait été rompu (Pérez Royo, 2011). En effet, ainsi que cela avait été convenu, le processus d'approbation du Statut – et de son éventuelle réforme, comme c'était

alors le cas – devait reposer sur la rencontre de deux volontés, celle du peuple catalan et celle du peuple espagnol, obligés de se mettre d'accord. Il était jusqu'alors admis que le peuple catalan avait la faculté de faire une proposition d'autonomie gouvernementale par l'intermédiaire de ses représentants politiques au Parlement catalan. De même, selon la même logique, le peuple espagnol avait la faculté de fixer les conditions de l'autonomie gouvernementale catalane en fonction des majorités parlementaires du Congrès des députés (*Congreso*, chambre basse des *Cortes*). Enfin, le cycle s'acheva avec l'idée que le peuple catalan avait la faculté d'accepter, ou non, l'autonomie gouvernementale fixée par le Congrès espagnol en organisant un référendum. En d'autres termes, selon le pacte constituant, la Catalogne ne pouvait pas disposer de l'autonomie qu'elle désirait, mais on ne pouvait pas non plus lui imposer celle qu'elle ne désirait pas. Cette logique a volé en éclats avec l'arrêt de 2010 au motif que le Tribunal constitutionnel avait décidé du niveau d'autonomie alors que le Parlement catalan, le Congrès espagnol et le peuple catalan s'étaient déjà prononcés. Un Tribunal constitutionnel dont la composition a par ailleurs été remise en question au motif que le mandat de certains de ses membres avait expiré et que d'autres avaient été exclus moyennant une procédure à la légalité douteuse. Comme si cela ne suffisait pas, le niveau d'autonomie gouvernementale était finalement inférieur à celui qui avait été approuvé par le Congrès des députés et accepté par le peuple catalan. Il va sans dire qu'il était très inférieur à celui initialement proposé par le Parlement. La Catalogne s'est ainsi dotée d'un Statut d'autonomie qu'elle n'avait pas approuvé par référendum, lequel était très éloigné des aspirations d'autonomie gouvernementale qui avaient inspiré la réforme.

La décision du Tribunal constitutionnel contre le Statut de Pasqual Maragall – que l'on peut qualifier de fédéraliste – signa la fin du catalanisme tel qu'il existait depuis 1885. La société catalane prenait une direction opposée à celle tracée par le Tribunal constitutionnel et s'opposait à la recentralisation encouragée par les partis espagnols et les organes de l'État, tout en recevant le soutien d'une partie grandissante de la société espagnole. Si, pendant le franquisme, la société civile avait perdu la force d'entreprendre qui lui venait d'époques révolues et, surtout, la souveraineté mentale, les nouvelles générations, nées à la fin du franquisme ou après la mort du dictateur, n'avaient plus peur de revendiquer le droit de décider, voire de rêver d'indépendance par le biais d'un processus démocratique. C'est ainsi qu'a commencé la décennie souverainiste.

1.2 La force du peuple et de la société civile

L'indépendance s'est développée grâce à l'organisation sociale autonome. L'année 2005 fut celle de la création de la Plateforme pour le droit de décider (*Plataforma pel Dret de Decidir*, PDD) : une entité privée créée dans le cadre du débat statutaire qui a organisé les deux premières grandes manifestations citoyennes en faveur de la souveraineté du 18 février 2006 et du 1^{er} décembre 2007. Depuis lors, la société civile a endossé un rôle de premier plan dans le processus dit de souveraineté qui a souvent pris de court les partis politiques. En raison de querelles internes, très souvent alimentées par la rivalité entre les partis indépendantistes, la PDD a très rapidement perdu de sa force (Vilaregut, 2011). L'Assemblée nationale catalane (*Assemblea Nacional Catalana*, ANC) a finalement été constituée en 2012. Ses statuts prévoient un désengagement formel des partis politiques (sans renoncer à la collaboration) et le renoncement explicite à se présenter aux élections. Des militants, des intellectuels, des artistes et des enseignants figuraient parmi les promoteurs de l'ANC. En avril de la même année, Carme Forcadell – la présidente du Parlement qui approuva, en 2017, les lois transitoires devant permettre la tenue du référendum – fut élue présidente de l'ANC. Le 11 septembre de cette année-là, l'ANC appelait les citoyens de Catalogne à manifester massivement. La manifestation fut une apothéose grâce au déploiement de drapeaux indépendantistes, avec le triangle bleu et l'étoile blanche, incrustés sur le côté du traditionnel drapeau catalan à quatre bandes de couleur jaune et rouge. La manifestation eut un effet accélérateur.

L'idée de créer l'ANC est née à Arenys de Munt, le 13 septembre 2009, le jour de la tenue de la première consultation populaire pour l'indépendance. Des consultations ont été organisées dans 549 communes de Catalogne entre 2009 et 2011 (Muñoz & Guinjoan, 2013). La première, comme cela a été précédemment mentionné, s'est déroulée en 2009 à Arenys de Munt et la dernière à Barcelone, le 10 avril. Plus de 60 000 bénévoles y ont participé, organisés en commissions locales et coordonnés par un secrétariat national. Au

total, 881 564 personnes se sont rendues aux urnes, soit 20,5% des personnes inscrites sur les listes électorales des communes concernées. Le résultat a été sans appel : 812 934 voix en faveur du oui (92,2%), 53 170 voix en faveur du non (6%), 13 016 bulletins blancs (1,5%) et 2 444 bulletins nuls (0,3%). Il s’agissait d’un processus social « convoqué, organisé et financé de manière autonome dans le cadre d’un remarquable exercice de souveraineté populaire qui a eu la capacité de mettre la question de l’indépendance de la Catalogne au centre du débat politique, de contester la légalité de l’État espagnol, de confronter légalité et légitimité démocratiques, d’accroître la confiance en soi du peuple, de provoquer une clarification politique entre les partis, les institutions, les entités et les syndicats, de tester des stratégies d’unité de la base, de démontrer que le projet indépendantiste est inclusif et qu’il recherche la participation la plus large possible des Catalans de plusieurs générations et des nouveaux arrivants dans nos villes, tout en montrant qu’il n’était pas une fin en soi mais un outil essentiel à l’amélioration du point de vue social » (Serra i Puig, 2013).

C’est de ce mouvement de consultations qu’est née l’idée de présenter une initiative législative populaire (ILP) pour que le Parlement convoque un référendum d’autodétermination. Les coordinateurs des consultations en faveur de la souveraineté se sont appuyés sur un avis juridique selon lequel la Catalogne disposait du cadre juridique nécessaire pour organiser un référendum officiel en vertu de la loi sur les consultations approuvée par le Parlement le 10 mars 2010 et du soutien écrit de 3% des inscrits sur listes électorales, ce qui, à l’époque, représentait au moins 220 900 signatures. Les personnes à l’origine de cette proposition firent le constat suivant : « la citoyenneté a demandé : et, après les consultations, qu’en est-il ? Donc on va continuer. Nous avons maintenant une stratégie à suivre ». La stratégie consistait à faire en sorte que « les institutions catalanes apportent une réponse » à la volonté du peuple. Les personnes qui affirmaient que la classe politique catalane était soudain coincée entre le redoutable arrêt du TC, concernant un texte statutaire dénaturé par rapport à celui qu’avait adopté le Parlement le 30 septembre 2005, et « l’aventure » des consultations officieuses qui cherchaient à aller beaucoup plus loin et qui se disséminaient partout dans tout le territoire, avaient raison. Selon les forces catalanes souverainistes, le TC contesté, politisé et ayant déjà perdu sa crédibilité tentait de freiner l’avancée de l’autonomie gouvernementale tandis que le peuple s’était organisé par lui-même et engagé dans une voie vers la souveraineté sans retour. C’est alors que commença une âpre dispute au sein du souverainisme pour savoir s’il fallait, ou non, emprunter la voie unilatérale pour l’organisation d’un référendum d’autodétermination.

La tenue du « Vote sur l’avenir politique de la Catalogne » le 9 novembre 2014 à la demande du gouvernement de Catalogne (connu comme le 9-N) fut l’aboutissement de ce long processus de consultations antérieures. La différence résidait dans le fait que le gouvernement était directement impliqué dans l’organisation de la consultation du 9-N. La persécution judiciaire et financière de l’État contre les organisateurs, avec des cautions de plusieurs millions exigées par la Cour des comptes espagnole aux membres de l’exécutif catalan et au Président Mas, met en exergue le malaise que cette gigantesque consultation a provoqué au sein de l’État central. Les partis politiques eurent besoin de beaucoup de temps pour se mettre d’accord sur la question et la méthode, mais ils y sont finalement parvenus le 12 décembre 2013. CiU, ERC, ICV-EUiA et la CUP ont choisi une double question : « *Voulez-vous que la Catalogne devienne un État ?* » et « *Si oui, voulez-vous que cet État soit indépendant ?* ». Le président Mas l’a présentée au Palais du gouvernement de Catalogne, entouré des dirigeants politiques de l’époque : Oriol Junqueras et Marta Rovira (ERC), Francesc Homs et Jordi Turull (CDC), Joan Herrera (ICV), Joana Ortega et Ramon Espadaler (UDC), Joan Mena (EUiA) et David Fernández (CUP). Sans le succès du 9-N et la solidarité qui en a découlé parmi les citoyens qui se sont impliqués dans l’organisation et les votants, le référendum du 1^{er} octobre 2017 n’aurait pas été possible. Le jour où le président Mas a signé le décret convoquant la consultation, le 27 septembre 2014, il est sorti du Palais pour se rendre sur la place Sant Jaume et écouter les applaudissements des personnes qui s’y étaient rassemblées et criaient « *Mas, président, la Catalogne indépendante* », « *Ne lâchez rien* » et « *Nous allons voter* ». Il s’est ensuite tourné vers les médias présents et a déclaré : « *Ces personnes doivent être écoutées* ». Et c’est ce qui s’est passé. Le 9-N a eu lieu. La presse espagnole n’en a presque rien dit ou a adopté une attitude de dédain. Les milieux politiques de Madrid étaient encore fidèles à leur attitude de mépris mais certains médias internationaux, comme *Mundo*, de Montevideo, écrivaient en une ce qui ne pouvait plus être caché : « *Presque deux millions de Catalans se sont exprimés en faveur de l’indépendance* » ou la BBC : « *Catalonia vote: 80% back independence* ».

Comme nous l’avons indiqué, il est impossible de comprendre le 1^{er} octobre 2017 en faisant fi du contexte et du fait que les partis catalanistes avaient échoué dans leur tentative d’obtenir du gouvernement espagnol ou du Congrès des députés l’autorisation d’organiser un référendum légal en Catalogne. Ce jour-là, le gouvernement de Catalogne, avec le soutien de la majorité indépendantiste au Parlement catalan, mit sur pied l’organisation d’un référendum sur l’indépendance de la Catalogne. Ce référendum a été miné par l’intervention vigoureuse de la police nationale et de la Garde civile obéissant aux ordres du gouvernement espagnol, avec l’aval du Tribunal constitutionnel qui l’avait déclaré contraire à la Constitution. Le 27 octobre, conformément aux résultats du référendum obtenus par le gouvernement catalan, le Parlement catalan approuvait par 70 voix pour, 10 contre, 2 blancs (plus 52 absences) une résolution portant déclaration de l’indépendance de la Catalogne. Cette proclamation n’a pas abouti mais elle a eu de fortes répercussions sur le système catalan des partis et, également, sur le positionnement électoral de la population catalane. C’est ce que nous allons expliquer ci-après.

2. Le reflet du processus d’indépendance dans les élections

Dans cette section, nous présenterons quelques données importantes pour montrer les éléments indiquant un changement et une continuité entre 2006 et 2021, tant dans le système catalan des partis que dans les bases électorales des pôles politiques où s’articule la dynamique politique catalane : le pôle souverainiste, celui de la gauche nationale et celui de la droite nationaliste espagnole ou « unioniste ». Nous préférons parler de « pôles » plutôt que de « blocs » pour deux raisons. Premièrement, parler de pôles nous permet de garder à l’esprit l’idée de dynamisme et de diversité au sein de chaque groupe parmi leurs composantes. Deuxièmement, la notion de pôle est liée à l’idée d’un point d’attraction, par rapport auquel, selon les circonstances, un parti peut se sentir plus ou moins proche d’un autre. La notion de « bloc » projette, en revanche, une image d’une plus grande stabilité, uniformité et homogénéité internes.

Premièrement, nous présenterons une vue d’ensemble des résultats électoraux de cette période et montrerons la force du pôle souverainiste pendant la majeure partie de la période et pour les différents types d’élections. Deuxièmement, nous porterons notre attention sur l’évolution de ce que nous appelons le « pôle souverainiste » lors des élections au Parlement catalan, afin de montrer comment, parallèlement à sa croissance au sein de la société, il devient de plus en plus hétérogène. Et, troisièmement, à l’aide de résultats d’enquêtes, nous indiquerons les principales caractéristiques de l’électorat du pôle souverainiste et la manière dont elles ont évolué entre le début et la fin de la période considérée.

2.1 Vue d’ensemble des résultats électoraux (2006-2021)

Afin de donner une vue d’ensemble des aspects les plus importants du comportement électoral des citoyens catalans et d’éviter que la description des victoires et des défaites électorales de chaque force parlementaire, voire leur apparition ou leur disparition, leur fusion ou leur séparation, compliquent l’aperçu des dynamiques plus structurelles, il a été décidé de regrouper les différentes formations politiques en trois grands pôles politiques dans la mesure où les mouvements susmentionnés se produisent souvent entre des forces qui partagent un espace politique et électoral très similaire. Par conséquent, le premier pôle serait constitué des partis dont l’approche de base repose sur l’idée que la Catalogne est une nation et, en qu’en tant que telle, elle a le droit de décider de son avenir politique, sachant que ces partis n’ont aucune dépendance organique à l’égard d’une quelconque force politique espagnole. Au-delà de ce principe, les partis de ce pôle se distinguent au niveau de la solution qu’ils souhaitent pour la Catalogne, de la stratégie suivie pour y parvenir et du modèle de société qu’ils défendent. Nous appelons ce pôle « souverainiste ». Il se compose de : CiU, *Convergència i Unió* (Convergence et Union) qui est une coalition de deux partis, *Convergència Democràtica de Catalunya* (Convergence démocratique de Catalogne) et *Unió Democràtica de Catalunya* (Union démocratique de Catalogne), démocrates-chrétiens ; ERC, *Esquerra Republicana de Catalunya* (Gauche républicaine de Catalogne), gauche nationaliste non-marxiste ; la CUP, *Candidatura d’Unitat Popular* (Candidature d’unité populaire), gauche révolutionnaire indépendantiste ; SI, *Solidaritat per la Independència* (Solidarité pour l’indépendance), indépendantistes centristes ; CDC, PDeCAT, *Partit Demòcrata Europeu Català* (Parti démocrate européen catalan), indépendantistes centristes ; et UDC. Un deuxième pôle, celui de la gauche nationale, se compose de partis catalans de tradition de gauche qui entretiennent des liens stables et organiques

avec les formations espagnoles : le PSC (Parti des socialistes de Catalogne, branche catalane du PSOE) ; ICV, *Iniciativa per Catalunya-Verds* (Initiative pour la Catalogne-Verts), écologistes et post-communistes – et son successeur – *En Comú Podem* (Ensemble nous pouvons), gauche populiste. Enfin, le troisième pôle se composerait de partis nationalistes espagnols situés à droite de l’échiquier politique, tels que le PP (Parti populaire), C’s, *Ciutadans* (Citoyens), Vox (extrême droite), UPyD, *Unión Progreso y Democracia* (Union progrès et démocratie), éphémère et d’idéologie jacobine ou PxC, *Plataforma per Catalunya* (Plateforme pour la Catalogne), un parti d’extrême droite et anti-immigration².

2.2 La confiance dans la démocratie

Le tableau 1 présente les résultats électoraux en Catalogne pour ces trois pôles et inclut également les chiffres sur l’abstention et le résultat obtenu pour les autres options (autres partis mineurs et votes blancs). Une dernière colonne a été ajoutée pour renseigner la force la plus votée lors de chaque élection. Il importe de souligner qu’au cours de la période étudiée (2006-2021), les citoyens de Catalogne ont été appelés à participer à dix-neuf élections (six au Parlement de Catalogne, six aux *Cortes Generales*, quatre aux municipales et trois au Parlement européen). En outre, ils ont également été convoqués par le gouvernement de Catalogne à une consultation sur l’indépendance le 9 novembre 2014 et à un référendum sur l’indépendance le 1^{er} octobre 2017. Même si elle a connu des fluctuations, la mobilisation électorale est avérée, comme en témoignent les variations du taux d’abstention en fonction des élections. Lors des élections de 2017 au Parlement catalan, le taux d’abstention le plus bas a été enregistré : seuls 20,9% des électeurs se sont abstenus, ce qui témoigne de son importance.

En revanche, après le processus d’indépendance, lors des élections législatives de 2021 organisées en pleine pandémie et avec une nette stagnation indépendantiste, l’abstention a atteint 48,7%. Depuis 2010, le pôle souverainiste remporte toutes les élections organisées en Catalogne, à l’exception de celles de 2015 et 2016 au Congrès des députés, où le pôle de la gauche nationale l’a emporté (dans les deux cas, *En Comú Podem* a été le parti ayant obtenu le plus de voix). Les victoires des souverainistes ont été particulièrement importantes lors des élections au Parlement catalan, avec des pourcentages autour de 50% des voix, ce qui leur a permis de disposer d’une majorité absolue de sièges dans toutes les législatures de ce mandat. Il convient finalement de souligner que le pôle de la droite unioniste est toujours en troisième position, sauf lors des élections au Parlement de Catalogne de 2015 et 2017, où il est passé en deuxième position grâce aux bons résultats de C’s qui a réussi à devenir le parti de référence de l’unionisme.

2 [Note de l’éditeur] : En 2021, Vox a fait son entrée au Parlement catalan et participe au pôle ultra-nationaliste espagnol (néo-franquiste). En 2024, dans le pôle souverainiste, c’est *Aliança catalana* qui a fait son irruption avec un discours indépendantiste, xénophobe et islamophobe. PxC a quant à lui disparu.

Tableau 1 Résultats électoraux en Catalogne des différents pôles politiques (2006-2021)							
			Pôles politiques (en % de suffrages exprimés)				
Année	Type d'élections	Abstention (% inscrits)	Souverainistes (1)	PSC+ ICV/Podem	Droite unioniste (2)	Autres options	Force la plus votée
2006	Parlement	43,96	45,55	36,34	13,68	4,43	CiU
2007	Municipales	46,14	36,88	41,22	12,22	9,68	PSC
2008	Congrès	29,70	28,76	50,31	16,40	4,53	PSC
2009	P. européen	63,06	31,64	42,08	18,02	8,26	PSC
2010	Parlement	41,22	49,99	25,75	18,16	6,10	CiU
2011 (mai)	Municipales	44,99	39,38	33,56	16,20	10,86	CiU
2011 (nov.)	Congrès	34,84	36,42	34,75	23,58	5,25	CiU
2012	Parlement	32,24	49,18	24,33	22,20	4,29	CiU
2014	P. européen	53,82	45,53	29,25	11,11	14,11	ERC
2015 (mai)	Municipales	41,49	45,50	29,03	14,98	10,49	CiU
2015 (sept.)	Parlement	25,05	50,31	21,66	26,39	1,64	JxS
2015 (déc.)	Congrès	31,37	32,81	40,40	24,17	2,62	ECP
2016	Congrès	36,58	32,08	40,63	24,30	2,99	ECP
2017	Parlement	20,91	47,50	21,32	29,59	1,59	Cs
2019 (avril)	Congrès	25,43	39,43	38,06	19,99	2,52	ERC
2019 (mai)	P. européen	39,07	49,84	30,47	15,77	3,92	JxC
2019 (mai)	Municipales	35,19	44,57	31,40	14,03	10,00	ERC
2019 (nov.)	Congrès	30,60	42,62	35,75	19,33	2,30	ERC
2021	Parlement	48,71	50,77	29,90	17,10	2,23	PSC
Moyennes	Parlement	35,35	48,88	26,55	21,19	3,38	
	Municipales	41,95	41,58	33,80	14,36	10,26	
	Congrès	31,42	35,35	39,98	21,30	3,37	
	P. européen	51,98	42,34	33,93	14,97	8,76	
	TOTAL	38,12	42,04	33,48	18,80	5,67	
Uniquement les forces qui recueillent plus de 1 % des voix à l'élection correspondante. (1) Souverainistes : CiU, ERC, SI, CUP, JxS, UDC, PDeCAT ; (2) droite unioniste : PP, Cs, PxC, UPyD, Vox En gras, le bloc gagnant. Source : élaboration propre : Argelaguuet/Colomines, 2022. Pour les élections au Parlement de Catalogne : ministère de l'Action extérieure et du Gouvernement ouvert, gouvernement de Catalogne (https://eleccions.gencat.cat/ca/resultats-electorals/#/) Pour les autres élections : ministère de l'Intérieur, gouvernement d'Espagne (http://www.infoelectoral.mir.es/infoelectoral/min/)							

Le processus souverainiste a profondément modifié le système catalan des partis (les membres, le pouvoir et les relations entre eux ont changé) et l’a rendu méconnaissable. C’est comme si un tsunami l’avait dévasté, pour reprendre une expression déjà utilisée, et ce, avant même l’accomplissement de tous ces changements (Culla, 2017). Pour compléter cette vue d’ensemble du système des partis en Catalogne, il importe également d’examiner le nombre effectif de partis électoraux (NEPE) qui se sont présentés aux élections du Parlement catalan (Laakso & Taagepera, 1979). Le tableau 2 résume les chiffres du NEPE qui ont été calculés pour l’ensemble du territoire et pour le pôle des partis souverainistes. Entre 2006 et 2021, le NEPE pour l’ensemble de la Catalogne est passé de 4,69 à 6,28 partis, ce qui est un indicateur important de la transformation du système catalan des partis, devenu un système de partis polarisé. En effet, il en est ainsi parce que le nombre de partis en lice pour les élections est élevé (plus de 6), qu’ils sont alignés autour de deux axes (l’axe gauche-droite et l’axe national), qu’il existe des partis antisystèmes à chaque extrémité du spectre politique (la CUP et Vox) et, enfin, parce que le système dans son ensemble est soumis à de fortes dynamiques centrifuges.

Tableau 2. Nombre effectif de partis électoraux (NEPE) lors des élections au Parlement de Catalogne (2006-2021)						
	2006	2010	2012	2015	2017	2021
Ensemble de la Catalogne	4,69	4,72	5,92	4,39	5,39	6,28
Partis souverainistes	1,74	1,62	2,11	1,54	2,38	2,84

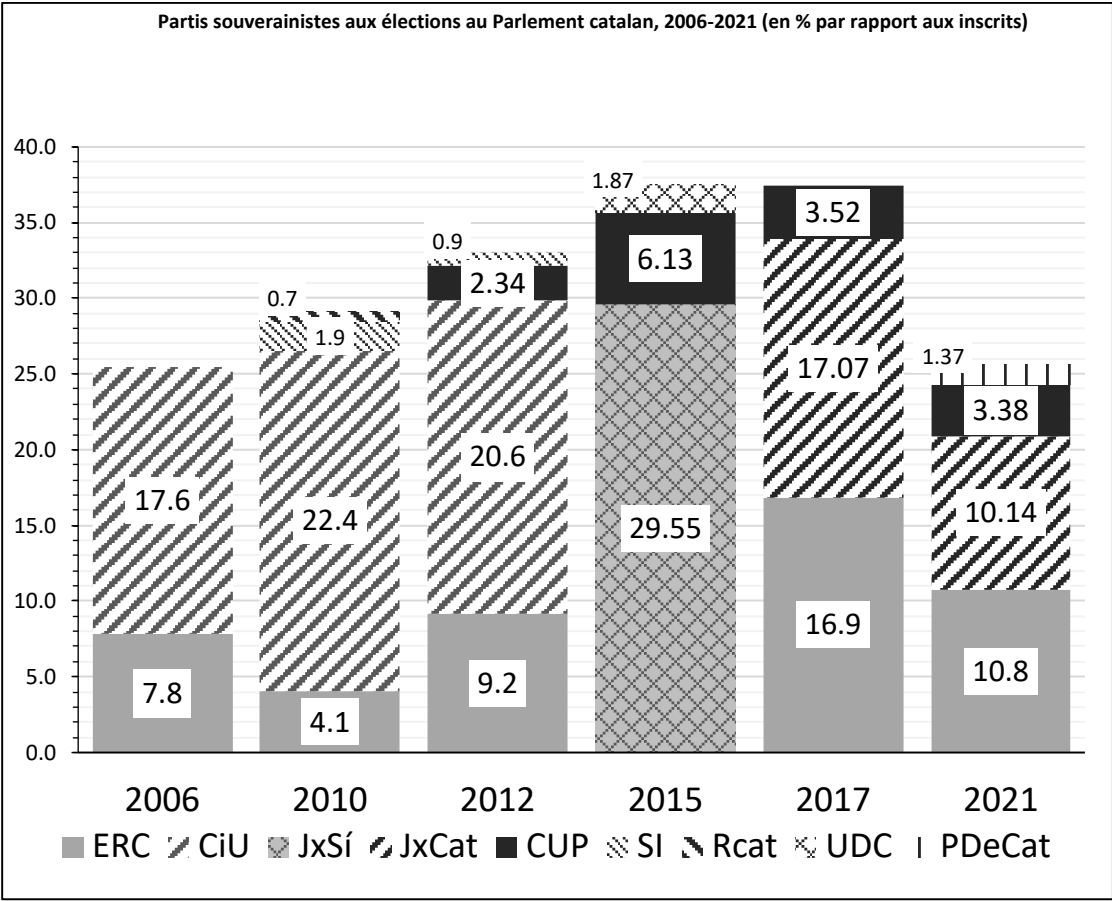
Source : élaboration propre : Argelaguet/Colomines, 2022
La formule pour calculer le NEPE est la suivante : $\sum \frac{p_i}{s_i}$, où p_i représente la part des suffrages exprimés de chaque parti, d'où la référence à « partis électoraux ». Si le pourcentage de sièges était pris en compte, on parlerait de « partis parlementaires » et de « nombre effectif de partis parlementaires ».

Cette fragmentation existe aussi pour le pôle souverainiste. En effet, tandis que le NEPE était d’1,74 parti en 2006, il a atteint 2,84 en 2021. En 2006, le pôle souverainiste ne comptait que deux forces politiques parlementaires : CiU et ERC. De plus, CiU recueillait près de 70 % des voix de ce pôle (Pallarès & Muñoz, 2008 et Lago, Montero & Torcal, 2007). En 2010, le NEPE a baissé légèrement pour atteindre 1,62. CiU est clairement sa principale composante, avec 77% des voix. L’émergence de partis clairement indépendantistes, même minuscules, avec une vie politique relativement courte, est une nouveauté à souligner. C’est le cas de *Solidaritat per la Independència, SI* (Solidarité pour l’indépendance) qui a obtenu une représentation parlementaire (3 sièges en 2010) et du *Reagrupament Independentista* (Rassemblement indépendantiste), une scission de l’ERC, composée de militants en désaccord avec le pacte de l’ERC avec le PSC lors de la précédente législature (Rico, 2011). En 2012, le NEPE atteint 2,11 (Rodon & Orriols, 2013). Soulignons l’apparition parlementaire de la CUP, qui représente l’indépendantisme de gauche anticapitaliste. En 2015, le NEPE de 1,54, le plus faible, s’explique par la création de la coalition *Junts pel Sí* (Ensemble pour le oui) formée par CDC, après sa séparation d’*Unió*, ERC, *Demòcrates* (une scission de l’UDC), *Moviment d’Esquerrres* (Mouvement des gauches), lui-même scission du PSC, et des groupes indépendants. Le parti UDC s’est présenté seul et a connu un cinglant échec (Martí & Cetrà, 2016 ; Argelaguet, 2017 ; Aguilera de Prat & Reniu, 2015 ; Rivera & Jaraiz, 2016 ; Rivera, Montabes & Lagares, 2017). En 2017, l’indicateur NEPE atteint 2,38 partis (Lagares, Maneiro & López, 2020 et Maza, Villaverde & Hierro, 2019). Le sous-système des partis souverainistes s’articule autour de deux forces de même poids (*Junts per Catalunya*, JxC et ERC) et d’une troisième force, plus petite, la CUP. Lors des élections de 2021, le NEPE indique la plus grande fragmentation de toute la série : 2,84 partis. Cette situation s’explique par le déclin relatif de JxC et de l’ERC, par le maintien de la CUP et par la présence plus faible du PDeCAT qui n’obtient pas de représentation parlementaire après s’être séparé de *Junts*.

2.3 L’évolution du pôle souverainiste

Afin de mieux comprendre l’évolution du pôle dit souverainiste lors des élections au Parlement catalan entre 2006 et 2021, nous avons élaboré un graphique à partir des données électorales calculées par rapport aux pourcentages respectifs des inscrits. Ce pourcentage indique le poids du pôle sur l’ensemble de l’électorat, puisqu’il tient compte de l’abstention. Le graphique 1 montre clairement l’impact de la mobilisation autour du débat sur l’indépendance de la Catalogne : le pôle souverainiste augmente à mesure que le débat s’intensifie, pour atteindre son maximum en 2017. En effet, alors qu’en 2006 les deux partis souverainistes (CiU et ERC) avaient le soutien de 25,4% des électeurs, quinze ans plus tard, en 2021, les quatre principales forces souverainistes (ERC, JxC, CUP et PDeCAT) recueillaient à nouveau 25,7% des votes. Lors des quatre élections intermédiaires (2010, 2012, 2015 et 2017), les pourcentages sont plus élevés et augmentent d’une election à l’autre pour atteindre 37,6% en 2015 et 37,5% en 2017. Il convient cependant de souligner qu’au pourcentage de 2015 est venu s’ajouter 1,9% des voix obtenues par l’UDC, un parti qui, même s’il défendait la souveraineté, avait adopté une position politique très éloignée de celle défendue par CiU, la coalition qu’il avait rejoint les années précédentes. Ainsi, au plus fort de la confrontation, lors des élections de décembre 2017, convoquées dans le cadre de l’application de l’article 155 de la Constitution espagnole, le pôle souverainiste n’a pas réussi à dépasser la barre qu’il avait atteinte deux ans plus tôt.

Graphique 1



Source : élaboration propre : Argelaguet/Colomines

Le pourcentage de l’électorat souverainiste aux élections de 2021 par rapport aux inscrits est nettement inférieur à celui des quatre années précédentes, puisqu’il ne représente que 25,7 %, soit 11,8 points de moins que les 37,5% des élections de 2017.

Par conséquent, si nous comparons les résultats des élections de 2006 avec ceux de 2021, force est de constater que le poids du pôle souverainiste dans l’électorat catalan est resté pratiquement le même et que le principal changement réside dans le fait d’être passé à un sous-système de partis plus hétérogène. Alors qu’en 2006 il n’y avait que deux forces parlementaires (CiU et ERC), avec une nette prédominance de la coalition centriste, en 2021, il y a trois forces parlementaires (ERC, JxC et la CUP) et une quatrième (PDeCAT), écartée de justesse du Parlement. En outre, les deux premières forces sont quasiment à égalité et la troisième a réussi à consolider un espace politique plus restreint.

2.4 Les principales caractéristiques de l’électorat souverainiste

Pour compléter l’exposé des éléments indiquant un changement et une continuité au sein du souverainisme catalan, il est fort utile d’examiner les données relatives à la base électorale souverainiste. Dans ce sens, deux tableaux contenant les données correspondant à la fusion des enquêtes ont été élaborés, l’un pour 2006, début de la période analysée, l’autre pour 2020, date de fin du cycle. La fusion s’explique par le fait que nous disposons d’un grand nombre de cas, ce qui permet d’améliorer la valeur statistique. Ainsi, les électors des trois pôles politiques, des abstentionnistes et du groupe qui réunit les comportements restants sont comparés. Le tableau 3 regroupe les possibilités de répondre à la question des intentions de vote dans les questionnaires utilisés pour identifier les cinq sous-groupes de référence. En 2006, il s’agissait d’entretiens téléphoniques, tandis qu’en 2020, il s’agissait d’entretiens en face-à-face. Au total, 8 400 entretiens ont été utilisés en 2006 et 6 000 en 2020. Le nombre de cas (« n ») dans chaque sous-groupe pour chaque année et le pourcentage par rapport à l’échantillon total utilisé sont également indiqués.

Tableau 3 Les pôles politiques de l'électorat en Catalogne (2006 et 2020)						
	2006			2020		
Pôles politiques	%	N	Formations prises en compte	%	N	Formations prises en compte
Abstention (A)	8,1	679	Ne vote pas Ne pourra pas voter	8,5	510	Ne vote pas Ne pourra pas voter
Souverainistes (S)	34,0	2 859	CiU, ERC	35,6	2 135	ERC, JxC, CUP, PDeCAT
Droite unioniste (DU)	5,4	450	PP, Cs	6,6	396	PP, Cs, Vox
Gauche nationale (GN)	26,8	2 253	PSC, ICV	19,7	1 182	PSC, Comuns
Autres options (R)	25,7	2 160	Autres partis, blanc, nul, NSP, NRP	29,6	1 777	Autres partis, blanc, nul, NSP, NRP
TOTAL	100,0	8 400		100,0	6 000	
Pour 2006, fusion des quatre vagues au journal officiel de la province (BOP). Pour 2020, fusion des trois vagues au BOP. Toutes les données sont disponibles sur le site du Centre d'Estudis d'Opinió, www.ceo.gencat.cat Source : élaboration propre : Argelaguet/Colomines, 2022						

Les tableaux 4 et 5 montrent le croisement de plusieurs variables sociodémographiques et politiques avec la variable intention de vote, désagrégée selon les cinq options présentées. Les données complètes permettent de constater les différences entre les différents pôles politiques et aussi entre les différentes années. Les éléments les plus importants affectant le pôle souverainiste sont commentés ci-après. Le pourcentage de femmes au sein du pôle souverainiste est plus faible que prévu pour les deux années, même si les données de 2020 montrent une féminisation relativement plus importante. Dans l'ensemble, l'électorat souverainiste est dominé par les hommes.

- **Peu de femmes et la jeunesse s'éloigne.** Outre le constat de la composante masculine de l'électorat souverainiste, le tableau 4 nous permet de l'examiner sous l'angle des tranches d'âge. En 2006, le pourcentage de jeunes âgés de 18 à 24 ans était plus élevé que celui de la société dans son ensemble, de sorte que la valeur statistique existe, même si elle est faible. Pour le reste des tranches d'âge, aucune association n'a été détectée. En 2020, le changement est notable. Les différences entre les pourcentages des tranches d'âge du pôle souverainiste et les pourcentages de l'ensemble de l'électorat sont statistiquement significatives, sauf pour la tranche des 25-34 ans. Le plus important reste, cependant, le déclin de la tranche d'âge 18-24 ans qui, conjointement à la hausse des pourcentages des autres tranches, semble indiquer un vieillissement de l'électorat souverainiste.

Tableau 4 Caractéristiques sociodémographiques et politiques de l'électorat des pôles politiques catalans (2006 et 2020) (1)													
% verticaux		2006						2020					
Variables		A	S	DU	G	R	CAT	A	S	DU	G	R	CAT
Sexe	Féminin	55,4	45,7	47,1	52,2	59,4	51,8	52,4	48,7	47,7	49,7	58,4	52,0
	Masculin	44,6	54,3	52,9	47,8	40,6	48,2	47,6	51,3	52,3	50,3	41,6	48,0
Tranches d'âge	18-24	13,3	11,4	12,6	9,8	8,7	10,5	8,4	6,5	9,6	8,1	8,7	7,8
	25-34	26,1	19,6	17,5	17,5	17,7	19,0	11,4	12,0	14,4	12,9	11,6	12,2
	35-49	28,9	26,2	27,1	28,0	26,4	27,0	28,4	30,7	31,3	26,0	28,2	28,9
	50-64	15,8	21,5	20,2	23,8	22,3	21,8	25,5	27,0	18,9	25,2	24,4	25,2
	65 et plus	16,1	21,3	22,6	20,9	25,0	21,8	26,3	23,7	25,8	27,8	27,1	25,9
Lieu de nais- sance	Catalogne	67,7	84,1	47,9	60,3	71,3	71,2	58,0	86,3	55,6	52,8	65,1	69,0
	Autres régions espagnoles	19,0	13,4	45,2	34,9	24,7	24,2	32,0	10,9	34,1	36,9	25,7	23,7
	Union européenne	4,3	0,8	0,9	1,0	0,8	1,1	0,8	0,6	0,5	1,0	1,2	0,9
	Reste du monde	8,4	1,4	5,3	3,3	2,5	3,0	9,2	2,2	9,8	9,3	8,0	6,4
	NSP/NRP	0,6	0,3	0,7	0,4	0,7	0,5						

Origine des parents	Tous deux nés hors de Catalogne	53,3	27,5	71,2	59,8	47,6	45,8	57,5	25,8	65,4	68,1	52,3	47,3
	L'un est né en Catalogne	20,3	19,5	11,5	16,3	14,9	17,1	17,6	21,2	20,7	14,7	15,3	17,8
	Les deux sont nés en Catalogne	26,4	53,0	17,3	23,9	37,5	37,1	24,9	53,0	13,9	17,2	32,5	34,9
Commune de résidence	jusqu'à 2 000 habitants	4,6	7,1	4,4	3,9	6,0	5,6	2,9	7,5	1,5	1,5	5,2	4,9
	De 2 001 à 10 000 hab.	16,5	16,9	9,8	11,1	14,0	14,2	14,5	18,1	8,3	8,5	15,1	14,4
	De 10 001 à 50 000 hab.	25,6	24,6	18,2	23,8	25,3	24,3	26,7	28,7	25,0	27,8	27,6	27,8
	De 50 001 à 150 000 hab.	20,7	20,0	20,7	22,1	19,6	20,6	22,0	15,5	23,5	24,4	21,0	20,0
	De 150 001 à 1 M hab.	12,4	11,3	19,1	13,9	11,5	12,5	12,9	9,5	17,4	14,8	11,3	11,9
	Barcelone	20,3	20,1	27,8	25,1	23,5	22,7	21,0	20,7	24,2	23,0	19,8	21,1
Langue habituelle (2006 : parlée à la maison)	Catalan	28,4	66,7	13,7	32,0	45,5	46,0	23,7	70,0	7,6	18,5	35,9	41,7
	Les deux	15,3	13,5	19,5	19,3	16,4	16,3	11,6	11,4	11,1	13,9	15,0	12,9
	Espagnol	50,0	18,5	64,7	46,6	35,8	35,5	62,9	17,8	79,8	65,9	46,8	43,8
	Aranais							0,4	0,3		0,3	0,6	0,4
	Autres réponses	5,1	1,0	1,6	1,6	1,7	1,7	1,4	0,5	1,5	1,3	1,6	1,1
	NRP	1,2	0,2	0,4	0,5	0,6	0,5				0,2	0,2	0,1
Niveau d'études	Non scolarisé	16,8	12,5	17,1	19,1	15,8	15,7	19,8	7,7	13,6	15,0	14,7	12,6
	Enseignement obligatoire	34,5	30,9	32,4	31,0	32,9	31,8	30,2	15,6	23,2	23,4	22,2	20,9
	Enseignement secondaire	31,9	30,2	29,8	25,4	23,5	27,3	33,9	40,2	39,1	34,6	34,8	36,9
	Études supérieures	16,2	26,5	20,7	24,2	27,3	24,9	15,9	36,3	24,0	26,7	28,0	29,4
	NSP/NRP	0,6			0,2	0,4	0,2	0,2	1,4		0,3	0,2	0,2
Situation professionnelle	Entrepreneur ou professionnel avec salariés	3,7	3,8	6,5	1,7	3,1	3,2	2,2	1,8	1,5	1,4	1,4	1,6
	Indépendant (sans salariés)	10,1	9,5	8,9	5,2	7,2	7,8	4,9	7,0	6,6	4,1	5,3	5,7
	Salarié	46,0	46,6	40,3	50,0	45,3	46,8	35,1	44,4	32,6	39,3	39,4	40,4
	Autres travailleurs	0,6	0,4	0,9	0,7	0,8	0,6	1,4	2,2	1,5	2,6	2,0	2,1
	Retraité	17,5	24,2	23,4	25,6	25,8	24,4	32,2	29,2	29,8	35,0	30,9	31,1
	Chômeur	7,6	3,4	6,9	4,7	4,6	4,6	15,5	7,8	17,4	10,3	10,1	10,3
	Étudiant	4,7	5,4	4,0	4,5	3,4	4,5	3,5	3,9	6,3	4,6	4,9	4,5
	Travaux domestiques	7,9	6,2	8,5	7,1	9,2	7,5	4,3	3,3	3,8	2,5	5,3	3,9
	Ne sait pas	1,8	0,3	0,7	0,5	0,8	0,6	1,0	0,4	0,5	0,3	0,7	0,5
A= abstention ; S= souverainistes ; DU = droite unioniste ; G = gauche lié à la gauche espagnole ; R = autres options; CAT = Catalogne Source : élaboration propre : Argelaguet/Colomines, 2022													

- **La frontière des origines.** Le lieu de naissance de la personne interrogée conditionne son vote. Les personnes nées en Catalogne sont plus susceptibles de voter pour des partis souverainistes que celles nées hors de Catalogne. Ainsi, en 2006, alors que 71,2% de l'ensemble de l'électorat déclarait être né en Catalogne, ce pourcentage était de 84,1% chez les électeurs des partis souverainistes. En 2020, les chiffres sont similaires, malgré une légère hausse des autochtones parmi les électeurs souverainistes. En revanche, le pourcentage des personnes nées hors de Catalogne votant pour les partis souverainistes aurait encore diminué pour passer de 13,4% à 10,9%.

- **Variations démographiques.** En approfondissant l'approche de l'impact de la socialisation familiale sur le comportement électoral, il est pertinent de s'intéresser au rapport entre l'origine des parents et le vote. Dans ce cas, les échantillons ont été divisés en trois groupes : les deux parents sont nés hors de Catalogne, l'un des deux parents est né en Catalogne et les deux parents sont nés en Catalogne. Les chiffres pour l'ensemble de la Catalogne montrent le poids de l'immigration dans la configuration de la société catalane actuelle : à peine plus d'un tiers (37,1% en 2006, et 34,9% en 2020) possède deux parents nés en Catalogne et plus de 45 % n'ont aucun parent né en Catalogne. Les données par électorat sont assez éloquentes : 53% des votants du pôle souverainiste ont leurs deux parents nés en Catalogne et un peu plus de 25% disent n'en avoir aucun. Aucun changement important n'a été constaté entre 2006 et 2020. Une double lecture complémentaire de ces données est possible : le pôle souverainiste a un électorat majoritairement autochtone et, en même temps, il recueille un vote non négligeable de personnes ayant des origines familiales hors de Catalogne.

•**Présence dans les petites et moyennes villes.** En 2006, comme en 2020, l’électorat souverainiste était relativement plus nombreux dans les petites villes (jusqu’à 10 000 habitants) et relativement moins nombreux dans les grandes villes (plus de 50 000 habitants). Entre les deux dates, les pourcentages dans les villes de taille moyenne ont augmenté, tandis qu’ils ont baissé dans les grandes villes. En revanche, aucun changement important n’a été observé dans les communes plus petites et à Barcelone intra-muros.

•**Langue et orientation du vote.** Parmi les électeurs du pôle souverainiste, ceux qui ont le catalan comme langue habituelle constituent une majorité claire et en hausse. Alors qu’ils étaient 66,7% en 2006, ils sont 70% en 2020. Les électeurs ayant l’espagnol comme langue habituelle étaient 18,5% en 2006 et 17,8% en 2020. Par conséquent, aucun changement important n’est à signaler.

•**Des électeurs instruits et informés.** S’agissant du niveau d’études, le pourcentage de l’électorat souverainiste ayant suivi un enseignement secondaire ou des études universitaires est plus élevé que dans l’ensemble de la société. À l’inverse, le pourcentage de personnes ayant un niveau d’enseignement élémentaire est plus faible. Ce schéma se répète sur les deux années comparées.

•**Professionnels et entrepreneurs.** S’agissant de la situation professionnelle, les pourcentages de l’électorat souverainiste ne diffèrent pas beaucoup de ceux de l’électorat catalan dans son ensemble, même s’il existe quelques petits écarts qui ne doivent pas être négligés. En effet, en 2006, le pourcentage d’entrepreneurs ou d’auto-entrepreneurs était un peu plus élevé parmi l’électorat souverainiste, comme c’était aussi le cas parmi les étudiants. En revanche, la proportion de chômeurs serait plus faible. En 2020, les pourcentages comparés entre l’électorat du pôle souverainiste et l’ensemble de la population montrent une légère surreprésentation des professionnels indépendants et des salariés et, à l’inverse, une sous-représentation des retraités et des chômeurs.

Le tableau 5 présente une deuxième série de tableaux croisés entre diverses variables politiques et les intentions de vote lors des futures élections au Parlement de Catalogne. Nous l’avons élaboré en suivant le même schéma que le tableau précédent.

Tableau 5 Caractéristiques sociodémographiques et politiques de l'électorat des pôles politiques catalans (2006 et 2020) (2)													
% verticaux		2006						2020					
Variables		A	S	DU	G	R	CAT	A	S	DU	G	R	CAT
Source d'informa- tion politique...	Télévision	80,3	85,8	86,2	86,1	82,1	84,5	70,8	74,8	78,8	74,9	74,5	74,7
	Radio	29,2	48,0	49,6	45,8	46,7	45,6	19,6	38,5	26,3	26,8	27,0	30,4
	Presse	50,7	70,4	64,4	68,1	64,8	66,4	22,9	36,0	31,6	33,5	29,8	32,3
	Internet	12,2	17,2	14,0	14,4	13,3	14,9	39,6	58,1	50,5	48,9	50,5	52,0
TV	TVE	11,6	6,8	18,2	15,9	11,2	11,4	8,8	1,8	17,7	12,4	9,2	7,7
	TV3, C33, 3/24	30,6	63,7	12,4	40,1	44,5	47,0	18,4	63,4	4,5	13,5	29,7	35,9
	T5	14,1	6,6	13,5	12,5	9,9	10,0	10,6	1,5	16,4	12,4	8,3	7,4
	A3	18,6	5,5	36,6	11,1	10,4	11,0	13,9	1,6	21,7	11,2	8,8	8,0
	Cuatro	1,2	1,1	0,7	3,3	1,5	1,8	0,8	0,1	1,5	0,7	1,0	0,7
	La Sexta				0,3		0,1	7,6	3,6	6,8	16,9	6,4	7,6
	Autres	1,9	0,8	3,5	1,5	2,4	1,6	9,2	2,7	9,6	7,4	10,0	6,8
	NSP/NRP	1,8	1,0	0,7	1,1	1,8	1,2	1,2	0,2	0,3	0,3	1,1	0,6
	Ne s'informe pas par TV	20,2	14,6	14,4	14,2	18,4	15,9	29,4	25,2	21,5	25,2	25,6	25,4

Fonctionnement démocratique	Très satisfait	2,8	3,8	5,1	9,1	5,2	5,6	1,4	1,2	4,0	5,1	1,9	2,4
	Assez satisfait	30,8	50,9	35,6	54,9	44,2	47,8	15,9	16,0	28,0	33,7	22,6	22,2
	Peu satisfait	45,8	36,8	41,2	29,8	37,3	36,0	50,2	54,8	51,8	48,0	52,7	52,3
	Pas satisfait	12,5	6,0	13,8	3,3	7,5	6,6	30,0	27,1	15,2	11,9	19,1	21,2
	NSP	7,2	1,8	3,3	2,2	4,7	3,2	2,0	0,7	0,8	0,9	3,0	1,5
	NRP	0,9	0,6	0,9	0,7	1,0	0,8	0,6	0,2	0,3	0,4	0,7	0,4
Idéologie	0 Extr. Gauche							7,1	8,3	0,5	6,3	2,8	5,7
	1 Ext. Gauche	5,8	6,0	2,5	7,6	4,6	5,9	2,0	5,7	0,5	3,3	2,6	3,6
	2	3,4	5,6	1,1	6,3	3,2	4,7	4,7	16,2	0,8	13,4	8,2	11,3
	3	12,2	14,2	1,8	23,8	11,1	15,2	8,6	23,8	1,5	22,7	13,3	17,7
	4	10,2	15,4	4,0	23,5	15,4	16,5	7,6	16,9	4,0	17,4	11,9	13,9
	5	40,4	35,7	32,4	23,6	41,0	34,0	38,4	20,6	39,4	24,9	37,5	29,2
	6	4,4	10,3	17,9	5,5	7,9	8,3	3,3	3,5	12,4	3,6	4,9	4,5
	7	3,8	5,7	12,3	3,0	3,4	4,6	2,7	2,3	15,7	2,1	2,8	3,4
	8	3,2	1,8	12,1	2,5	1,3	2,5	1,0	1,0	12,4	1,3	1,2	1,9
	9		0,7	0,7	0,3	0,5	0,5	0,4	0,1	3,0	0,3	0,5	0,5
	10 Extr. droite	1,8	1,2	10,0	0,7	1,2	1,6	1,6	0,3	6,1	0,8	0,6	1,0
	NSP	9,9	2,4	4,5	2,6	6,8	4,3	16,3	1,1	3,3	3,0	9,3	5,3
	NRP	4,9	1,1	0,9	0,5	3,8	1,9	6,3	0,3	0,5	0,8	4,4	2,2
Identité nationale subjective	Uniquement espagnole	7,6	2,2	25,1	6,3	6,5	6,1	13,9	0,4	18,9	7,6	6,2	5,9
	Plus espagnole que catalane	6,0	1,9	17,3	5,2	5,6	4,9	7,6	0,6	14,9	5,8	4,1	4,2
	Aussi espagnole que catalane	46,6	30,9	50,7	52,9	46,2	43,1	49,6	13,5	60,4	62,8	46,8	39,2
	Plus catalane qu’espagnole	16,9	37,4	3,6	26,3	23,4	27,4	9,4	34,7	3,0	13,6	17,6	21,3
	Uniquement catalane	11,6	26,4	1,8	5,3	14,3	15,1	7,6	48,9	0,8	2,5	16,4	23,5
	Autres réponses	8,8	1,0	1,6	2,7	2,2	2,4						
	NSP	1,2	0,0		0,5	0,7	0,4	6,9	1,1	1,8	4,7	3,9	3,2
	NRP	1,2	0,2		0,8	1,1	0,7	4,9	0,7	0,3	3,0	5,1	2,8
Perception du niveau d’autonomie de la Catalogne	Trop élevé	8,0	1,4	23,8	3,9	5,1	4,8	9,2	0,6	26,8	5,8	4,8	5,3
	Suffisant	41,2	26,4	51,7	43,9	33,1	35,4	33,5	8,0	48,5	41,8	31,1	26,3
	Insuffisant	37,7	69,3	18,3	45,6	49,6	52,6	41,2	89,5	19,7	45,6	51,8	61,0
	NSP	12,4	2,7	6,2	6,3	10,6	6,7	13,7	1,7	4,3	5,6	9,9	6,1
	NRP	0,7	0,2		0,3	1,5	0,6	2,4	0,3	0,8	1,2	2,4	1,3
Relation Catalogne/ Espagne	Une région d’Espagne	12,1	4,5	20,9	6,7	8,3	7,5	12,5	0,6	20,5	10,2	6,6	6,6
	Une communauté autonome d’Espagne	45,2	29,5	64,1	41,2	40,4	38,6	42,4	5,9	65,4	39,4	34,9	28,1
	Un État dans une Espagne fédérale	20,9	38,3	6,2	39,9	29,3	33,3	16,5	20,7	9,8	38,6	20,7	23,1
	Un État indépendant	11,6	24,6	4,7	7,1	12,5	14,7	12,4	71,0	2,8	6,6	23,5	34,8
	NSP	9,4	2,7	3,1	4,4	7,7	5,0	12,2	1,7	1,0	4,6	10,1	5,6
	NRP	0,7	0,4	0,9	0,8	1,7	0,9	4,1	0,2	0,5	0,6	4,3	1,8
Catalogne, un État indépendant ?	Oui							15,7	84,2	4,0	13,5	31,4	43,5
	Non							70,2	12,3	95,7	79,7	55,8	48,9
	NSP							11,4	3,1	0,3	6,2	8,9	5,9
	NRP							2,7	0,4		0,7	3,9	1,7

A= abstention ; S= souverainistes ; DU = droite unioniste ; GN = gauche lié à la gauche espagnole ; R = autres options ; CAT = Catalogne
Source : élaboration propre : Argelaguet/Colomines, 2022.

•Les informations proviennent des réseaux sociaux.

En 2006 et en 2020, comment les personnes s’informent-elles sur la politique ? En 2006, l’électorat souverainiste a mentionné la télévision (85,8%), la presse écrite (70,4%), la radio (48,0%) et Internet (17,2%). Ces pourcentages sont légèrement supérieurs à ceux de la population dans son ensemble. En 2020, les changements sont considérables. Tous les médias baissent (surtout la presse qui dégringole), sauf Internet, qui augmente de près de 41 points chez les souverainistes et de 37,1 points dans l’ensemble de l’électorat. Malgré cela, la télévision reste la principale source d’information politique et les électeurs s’informent en la matière sur leur chaîne de télévision préférée. En 2006, si les chaînes publiques catalanes (émettant en catalan et dépendant du gouvernement de Catalogne) sont les plus citées chez 47 % de la population, ce pourcentage est de 63,7% parmi l’électorat souverainiste. En 2020, ce pourcentage n’a pratiquement pas bougé (63,4%). Les pourcentages des autres options ont

toutefois diminué et seul celui des personnes qui ont déclaré ne pas s’informer par la télévision est passé de 14,6% à 25,2%. Pour l’ensemble de la Catalogne, les changements entre 2006 et 2020 ne sont pas moindres et deux d’entre eux méritent d’être soulignés : la baisse de 11 points des médias publics catalans et la hausse de près de 10 points des personnes qui ne s’informent pas par la télévision. Dans la mesure où, comme il a été indiqué, la préférence pour la télévision publique catalane n’a pas changé parmi les souverainistes, cette baisse d’ensemble s’explique par une forte désaffection de la télévision publique catalane par les autres pôles politiques.

•**Mécontentement face aux limites de la démocratie.** L’ampleur de l’impact du processus indépendantiste de ces dernières années sur l’opinion publique catalane apparaît très clairement lorsqu’on compare les données sur le niveau de satisfaction de la démocratie espagnole en 2006 et en 2020. En 2006, parmi l’ensemble de la population, le groupe majoritaire (47,8%) déclarait être assez satisfait du fonctionnement de la démocratie, et 5,6% très satisfaits. Seule une minorité de 6,6% déclarait ne pas être du tout satisfaite du fonctionnement de la démocratie. L’électorat du pôle souverainiste était en adéquation avec les chiffres de la population dans son ensemble. Le pourcentage de l’électorat qui se disait assez satisfait était même légèrement supérieur et atteignait 50,9%. En 2020, les chiffres ont énormément changé. Dans l’ensemble de la population, la satisfaction à l’égard de la démocratie espagnole a beaucoup reculé. L’électorat qui se dit très satisfait représente une petite minorité de 2,4%. Quant à celui qui se dit assez satisfait, il est de 22,2%, soit plus de 25 points de moins qu’en 2006. En revanche, l’électorat qui déclare être peu satisfait représente 52,3% et celui qui n’est pas du tout satisfait représente 21,2%. La somme des insatisfaits en 2020 (73,5%) est supérieure de près de 31 points à celle de 2006. Parmi l’électorat souverainiste, les données vont également dans le même sens mais de manière encore plus prononcée, affichant une insatisfaction vis-à-vis de la démocratie. En 2020, 81,9% des souverainistes déclarent être peu (54,8%) ou pas du tout (27,1%) satisfaits du fonctionnement de la démocratie.

•**Un mouvement de centre-gauche.** En ce qui concerne le positionnement idéologique (mesuré dans un continuum de gauche à droite), en 2006, les électeurs catalans se positionnaient majoritairement du centre vers la gauche. Les électeurs du pôle souverainiste, bien que suivant un positionnement assez similaire à celui de l’ensemble de l’électorat, étaient un peu plus présents dans les nuances du centre et de la droite modérée. Ce positionnement serait en adéquation avec le fait que la force clairement dominante dans ce pôle était jusqu’alors la coalition de centre-droit nationaliste catalan (CiU). La comparaison avec les données de 2020 n’est toutefois pas facile à établir car les enquêtes d’opinion ont changé d’échelle (d’une échelle de 1 à 10 à une échelle de 0 à 10). Néanmoins, les données de 2020 montreraient un glissement vers la gauche, notamment en ce qui concerne l’électorat souverainiste. Ce mouvement doit être considéré dans le cadre de la recomposition interne de ce pôle où, comme nous l’avons déjà vu, les secteurs les plus modérés perdent du poids au profit de ceux plus à gauche, au sein de l’ERC et de la CUP. Par ailleurs, force est de rappeler que nous pourrions être face à un effet de rétroaction entre le fait d’être indépendantiste et se considérer de gauche, comme il a été constaté de manière similaire à partir des données précédentes (Dinas, 2012).

•**S’identifier par la catalanité.** L’autre variable utilisée dans de nombreuses enquêtes d’opinion pour saisir la dynamique électorale de la Catalogne, expliquée dans les principaux axes de compétence, est ce que l’on appelle « l’identité nationale subjective », mesurée par l’échelle de Linz-Moreno (Moreno, 2006). Même si elle est généralement employée à des fins académiques, cette échelle présente des problèmes qui ne sont pas moindres : elle ne rend pas correctement compte de l’intensité ou de la linéarité de l’identité avec les sentiments nationaux et montre pourtant l’existence d’un groupe important et très hétérogène entre les deux (Guinjoan & Rodon, 2016). En outre, dans le cas catalan, elle ne règle pas le problème de la polysémie des mots « espagnol » et « catalan » (les deux peuvent avoir un sens national ou administratif) lorsqu’ils ne sont pas formulés de manière exclusive (Cussó et al., 2018). Quoi qu’il en soit, l’utilisation de cette échelle est très courante et a généré une grande quantité de données et d’études qui permettent une comparaison dans le temps et l’espace. Dans

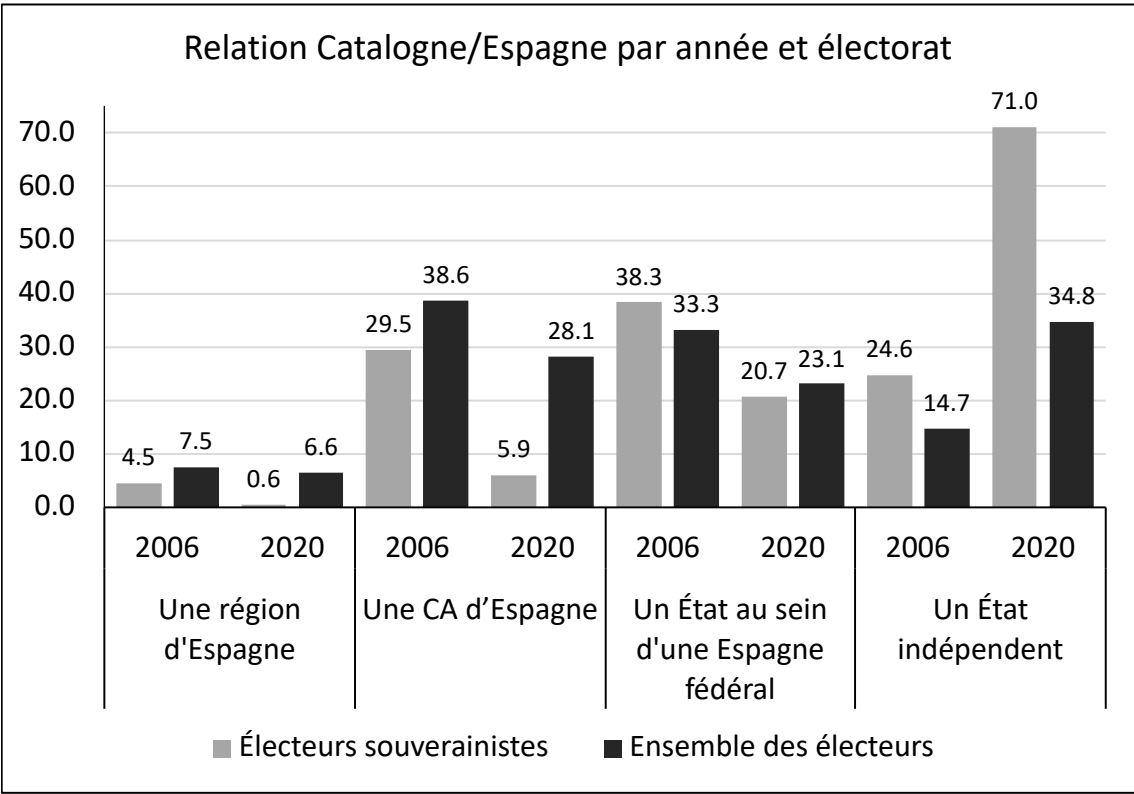
l’ensemble de l’électorat, tant en 2006 qu’en 2020, le groupe majoritaire est le groupe intermédiaire et le principal changement qui s’est produit est la légère hausse des catégories où la catalanité est la plus présente. Malgré cela, le changement est plus spectaculaire dans l’électorat souverainiste. En 2006, concernant l’identité nationale subjective, le groupe majoritaire (37,4%) relevait de la catégorie « plus catalane qu’espagnole », le deuxième groupe le plus important était le groupe intermédiaire (« aussi espagnole que catalane », 30,9%) et le troisième groupe le plus important était « uniquement catalane », avec 26,4%. En 2020, le groupe majoritaire est le dernier cité, avec 48,9%, suivi de « plus catalane qu’espagnole », avec 34,7%. Il semble donc évident que le sens de ces notions a changé, même si le débat sur la question de savoir si la reconceptualisation de l’identité nationale en Catalogne est une cause ou une conséquence du processus d’indépendance n’a pas été définitivement tranché (Tormos et al., 2015).

3. Conclusion

Lorsque le passé n’est plus et lorsque le présent ne s’est pas encore imposé, nous sommes face à un changement profond. Un changement qui a ouvert la voie à une transition systémique dans le domaine politique et institutionnel et seul le temps nous dira quelle en est l’ampleur. Cette transition n’est pas officiellement reconnue comme telle, mais elle est très visible dans les données et les éléments d’analyse qui illustrent cet article. De toutes les transitions politiques que la Catalogne a connues au cours des 150 dernières années, celle provoquée par le processus d’indépendance est la plus importante. Si nous sommes loin des changements politiques épidermiques, superficiels et digestibles par le système institutionnel espagnol, l’indépendance a favorisé un républicanisme souverainiste qui s’attaque au régime de 1978. Les changements, ici commentés, annoncent ceux réellement importants qui se sont produits dans l’électorat catalan entre 2006 et 2020 quant aux préférences sur la relation entre la Catalogne et l’Espagne. Logiquement, cette variable est étroitement liée aux options partisans et, par conséquent, il est à espérer que l’option d’une plus grande autonomie gouvernementale pour la Catalogne soit plus présente parmi les électeurs du pôle souverainiste que parmi ceux des autres pôles de l’électorat catalan. En 2006, l’option préférée de l’électorat souverainiste était celle d’un État de Catalogne au sein d’une Espagne fédérale (38,3%), suivie de celle des partisans de la Catalogne en tant que communauté autonome (29,5%) et de celle des partisans d’un État indépendant (24,6%). En 2020, le changement a été important. Les partisans d’un État indépendant représentaient 71%, ceux d’une Espagne fédérale tombaient à 20,7% et ceux d’un État autonome ont presque disparu, avec 5,9%. Le changement est à ce point éloquent et d’une telle ampleur qu’il a la force suffisante pour modifier le positionnement de l’ensemble de l’électorat. En 2020, l’État indépendant est la première option (avec 34,8%) ; l’État autonome est la deuxième, avec 28,1% (dix points de moins qu’en 2006) et l’État fédéral arrive en troisième position, avec 23,1% (également dix points de moins).

Pour illustrer au mieux ces changements, nous présentons un graphique permettant de comparer le positionnement politique et constitutionnel de la Catalogne avec celui de l’Espagne, aussi bien pour l’ensemble de l’électorat catalan que pour le pôle souverainiste.

Graphique 2



Source : élaboration propre : Argelaguet/Colomines, 2022

Le glissement de l'électorat souverainiste catalan vers des propositions indépendantistes est évident. En 2006, la réforme du Statut qui venait d'être approuvée impliquait théoriquement une plus grande autonomie gouvernementale pour la Catalogne. Certains secteurs non négligeables affichent cependant leur scepticisme face au nouveau cadre réglementaire et indiquent préférer une plus grande autonomie gouvernementale, soit par le biais d'une transformation de l'Espagne en un État fédéral, soit par le biais de l'indépendance de la Catalogne. Lorsque la décision du Tribunal constitutionnel sur le Statut d'autonomie a été connue, le fossé entre le maximum acceptable par la Constitution espagnole et le minimum demandé par une grande partie de l'électorat catalan est vraiment devenu infranchissable. Sous l'effet de l'accélération du processus indépendantiste qui a suivi, ce fossé se creuse : plus de la moitié des citoyens catalans souhaiteraient une plus grande autonomie gouvernementale (environ 58%, si l'on ajoute les 23,1% de l'État fédéral aux 34,8% de l'État indépendant). L'ampleur de cette demande, qui finit par prendre forme en fonction de la réponse du gouvernement espagnol, est encore plus frappante si l'on considère que la réponse à une question dichotomique (oui ou non à l'indépendance) est la suivante : 48,9% répondent oui et 43,5% non. Ces résultats s'expliquent par le fait qu'en cas d'alternative, une partie assez importante de l'électorat qui souhaite un État fédéral finit par préférer l'indépendance. Il convient enfin de mentionner que parmi les partisans de l'indépendance se trouvent logiquement les électeurs des partis indépendantistes, mais aussi des personnes qui disent avoir d'autres choix de comportement. Il en résulte que les partisans de l'indépendance constituent un ensemble de personnes assez hétérogène sur les plans idéologique, culturel et social, même si ceux parlant catalan ou ayant un fort ancrage familial en Catalogne sont majoritaires (Argelaguet, 2021; Muñoz, 2021).

RÉFÉRENCES

Aguilera de Prat, C., & Reniu, J.M. (2015). « Elecciones catalanas : plebiscitarias, “ma non troppo” ». *Quaderni dell'Osservatorio elettorale*, 74, dicembre, 31-55.

Anguera, P. (2000). *Els precedents del catalanisme: Catalanitat i anticontralisme : 1808-1868*. Vic : Eumo.

Argelaguet, J. (2017). «Las elecciones al Parlamento de Cataluña de 27 de septiembre de 2015: el casi plebiscito sobre la independencia con un resultado abierto», a Joan Marcet & Lucía Medina (eds.) *La política del proceso: actores y elecciones (2010-2016)*. 319-359

Argelaguet, J. (2021). « The Relevance of Language as a Predictor of the Will for Independence in Catalonia in 1996 and 2020 ». *Politics and Governance*, Volume 9, Issue 4, 426-438 <https://doi.org/10.17645/pag.v9i4.4531>

Cacho Viu, V. (1998). *El nacionalismo catalán como factor de modernización*. Madrid : Residencia de Estudiantes.

Casassas, J (2020). *Pervivència de Catalunya. La formació de la societat catalana i les seves identitats a l'època contemporània*. Catarroja : Afers.

Colomines i Companys, A. (1992). *El catalanisme i l'Estat. La lluita parlamentària per l'autonomia, 1898-1917*. Barcelona : Publicacions de l'Abadia de Montserrat.

Colomines, A., Madaula, A. (2014). *Pàtria i progrés: La Mancomunitat de Catalunya, 1914-1924*. Barcelona : Comanegra.

Culla, J. B. (2017). *El tsunami. Com i per què el sistema de partits català ha esdevingut irreconeixible*. Barcelona : Pòrtic.

Cussó, R., Garcia, L., & Grande, I. (2018). « The meaning and limitations of the subjective national identity scale: The case of Spain ». *Ethnopolitics*, 17(2), 165-180. <https://doi.org/10.1080/17449057.2017.1360552>

Dinas, E. (2012). « Left and Right in the Basque Country and Catalonia: The Meaning of Ideology in a Nationalist Context ». *South European Society and Politics*, 17:3, 467-485 <http://dx.doi.org/10.1080/13608746.2012.701898>

Gómez-Pomar, J., Garcés, M., & Elorriaga, G. (2010). *Por un Estado autonómico racional y viable*. Madrid : Faes.

Greenfeld, L. (1992). *Nationalism: Five Roads to Modernity*. Boston : Harvard University Press.

Guinjoan, M., & Rodon, T. (2016). « A scrutiny of the Linz-Moreno question ». *Publius :The Journal of Federalism*, 46(1), 128-142 <https://doi.org/10.1093/publius/pjv031>

Laakso, M., & Taagepera, R. (1979). « “Effective” Number of Parties. A Measure with Application to West Europe ». *Comparative Political Studies*, 12 (1), 3-27 <https://doi.org/10.1177/001041407901200101>

Lagares, N., Maneiro, E., & Lopez, A. A. (2020). « Components of the Vote for Non-Independence Parties : Regional Elections in Catalonia 2017 ». *Open Journal of Political Science*, 10, 383-406. <https://doi.org/10.4236/ojps.2020.103024>

Lago, I., Montero, J. R., & Torcal, M. (2007). « The 2006 Regional Election in Catalonia : Exit, Voice, and Electoral Market Failures ». *South European Society and Politics*, 12:2, 221-235.

Martí, D. (2013). « The 2012 Catalan Election: The First Step Towards Independence? ». *Regional & Federal Studies*, DOI :10.1080/13597566.2013.806302

Martí, D., & Cetrà, D. (2016). « The 2015 Catalan election: a de facto referendum on independence? ». *Regional & Federal Studies*, 26:1, 107-119, DOI :10.1080/13597566.2016.1145116

Maza, A., Villaverde, J., & Hierro, M. (2019). « The 2017 Regional Election in Catalonia: an attempt to understand the pro-independence vote ». *Econ Polit* 36, 1-18. <https://doi.org/10.1007/s40888-019-00143-x>

Moreno, L. (2006). « Scotland, Catalonia, Europeanization and the ‘Moreno Question’ ». *Scottish Affairs*, 54. <https://doi.org/10.3366/scot.2006.0002>

Muñoz, J. (2021). « The Catalan Syndrome? Revisiting the Relationship Between Income and Support for Independence ». *Catalonia Politics and Governance*, Volume 9, Issue 4, 376-385 <https://doi.org/10.17645/pag.v9i4.4617>.

Muñoz, J., & Guinjoan, M. (2013). « Accounting for Internal Variation in Nationalist Mobilization: Unofficial Referendums for Independence in Catalonia (2009-11) ». *Nations and Nationalism*, 19, 44-67. <https://doi.org/10.1111/nana.12006>

Núñez-Seixas, X. (2018). *Suspiros de España: El nacionalismo español 1808-2018*. Barcelona: Crítica.

Pallarés, F. & Muñoz, J. (2008). «The Autonomous Elections of 1 November 2006 in Catalonia». *Regional & Federal Studies*, 18:4, 449-464.

Pérez Royo, J. (2020). «La veritat a mitges de l'estat de les autonomies». *Ara*, 16/04. https://www.ara.cat/opinio/javier-perez-royo-veritat-mitges-estat-autonomies_129_1167072.html [consulté en janvier 2022].

Rico, G. (2012). «The 2010 Regional Election in Catalonia: A Multilevel Account in an Age of Economic Crisis». *South European Society and Politics*, 17:2, 217-238.

Rivera, J. M., & Jaraiz E. (2016). «Modelos de explicación y componentes del voto en las elecciones autonómicas catalanas de 2015». *Revista Española de Ciencia Política*, 42, 13-43. Doi: <http://dx.doi.org/10.21308/recp.42.01>

Rivera, J.M., Montabes, J., & Lagares, N. (eds.) (2017). *Cataluña en proceso. Las elecciones autonómicas de 2015*. València : Tirant lo Blanch.

Rodon, T., & Orriols, L. (eds.) (2013). *Cataluña en la encrucijada. Las elecciones catalanes de 2012*, Madrid : Marcial Pons.

Serra i Puig, B. (2013). «L'Assemblea Nacional Catalana (ANC): Moviment i política». *Anuari del conflicte Social 2012*. Barcelona : UB. 2:528-551.

Termes, J., & Colomines, A. (2003). *Patriotes i resistents. Història del primer catalanisme*. Barcelona : Editorial Base.

Tormos, R., Muñoz, J., & Hierro, M. J. (2015). « Identificació nacional : Causa o conseqüència ? Els efectes del debat sobre la independència en la identitat dels catalans [National identification : Cause or consequence ?

The effects of the debate on independence in Catalans' identity] » (*Working Paper*). Centre d'Estudis d'Opinió. https://ceo.gencat.cat/web/.content/30_estudis/03_publicacions/Papers_treball/2015_05_05_papers_treball_idnacweb.pdf

Vilaregut Sáez, R. (2011). *Memòria i emergència en l'independentisme català. El cas de la Plataforma pel Dret de Decidir*. Thèse de doctorat : <https://www.tesisenred.net/handle/10803/96812#page=1>

Viver i Pi-Sunyer, C. (2006). « L'Estatut de 2006 », *Activitat Parlamentària* 10: 34-57.

Christian Lagarde

CRESEM – Universitat de Perpinyà – Via Domícia

EL PREU DEL FRACÀS DE LA DECLARACIÓ UNILATERAL D’INDEPENDÈNCIA

RESUM

L’octubre del 2017 constitueix el punt àlgid de la confrontació del nacionalisme/ independentisme català amb l’Estat espanyol, l’estratègia del qual, a base de tensió i estancament, es destinava a imposar una relació de forces favorable i difícilment revertible. Aquest text es proposa d’analitzar els motius del fracàs de l’intent i les seves conseqüències com a preu a pagar per a Catalunya i els ideals independentistes.

PARAULES CLAU

Catalunya, Estat, independència, fracàs, preu.

ABSTRACT

October 2017 represents the tipping point of the conflict between Catalan nationalism/ independence movement and Spanish State, whose strategy of tension and stalemate points toward enforcing a favourable balance of power. This paper aims to analyze the reasons why the intent failed and its consequences as a price to pay for Catalunya and independists ideals.

KEYWORDS

Catalunya, Spanish State, independence, failure, price.

Aquest és sens dubte un tema relliscós perquè qui escriu ha de donar la cara –amb totes les conseqüències–, tot i voler tractar-lo des d’un punt de vista “científic”, és a dir no (massa) partidari. Des del 2006 –ja van gairebé vint anys– s’han anat desenvolupant les incògnites i les tensions al voltant del procés d’independència de Catalunya. Abans d’esbrinar el tema de manera científicament correcta o acceptable (Marty, 2019), anem al gra, parlant clar i català, bé i prou fent servir per analogia l’expressió de Stalin: “Catalunya, ¿quantas divisions?”, des del cinisme del que fou capaç el seu autor... Dit de manera més convenient, si, per aconseguir la independència, hi hagués un conflicte obert entre Catalunya i Espanya (l’Estat espanyol), pocs dubtes es poden tenir sobre el resultat d’un tal enfrontament bèl·lic. Ja en vam tenir una prova *a minima* amb els fets de l’1-O.

Les grans tensions que es van produir aquell dia i des de llavors són, per una banda, fruit d’un anhel cada vegada més desenfrenat d’alliberar-se d’un Estat considerat com a fallit i que tant sols evoca imposició i, per una altra, una escissió i una amputació intolerables, fins i tot “la destrucció” (Amat, 2017: 89) no tan sols de l’Estat de les autonomies sinó de l’Estat espanyol mateix. I és que el pes relatiu de Catalunya –tant sols el 6,35% del territori, però el 16% de la població i gairebé el 20% del PIB– no és gens baladí, i la seva pèrdua significaria un descens de la riquesa i del protagonisme espanyol a Europa i en el món. El que es va jugar amb el punt àlgid del referèndum de l’1-O 2017 és transcendent. En paraules de Jordi Amat: L’Estat de dret [...] s’ha posat a actuar sense manies amb l’objectiu prioritari de salvaguardar la supervivència i, si cal, imposant una repressió que degrada el sistema mateix. [...] Acció, reacció. [...] L’escalada no s’atura perquè el preu que els governs estan disposats a pagar pel referèndum –per fer-lo, per impedir-lo– és altíssim. (*Ibid.*)

La brutalitat de la relació de forces amaga una complexitat de factors que actuen en forma d’espitals alhora contraposades i interrelacionades, que podríem decantar en dos pols. El primer rau de les polítiques derivades de la Constitució espanyola de 1978, i ho analitzarem sota tres prismes: l’ambigüitat del text i de l’encaix constitucional, la judiciarització de la praxis política, i la pugna de les historiografies. El segon pol el formen

les conseqüències d’aquests primers factors, que desglosarem també en tres apartats que interactuen: el revulsiu que constitueix l’independentisme pel nacionalisme espanyol, l’escissió de la societat catalana, i l’ambivalència de les repercussions a nivell econòmic. A continuació, es tractarà d’intentar fer una mena de balanç del referèndum i de la consecutiva Declaració Unilateral d’Independència (DUI), de cara a l’actualitat i un futur pròxim.

1. LES SEQÜELES D’UNA CONSTITUCIÓ DE CONSENS

1.1. Les dificultats de l’encaix territorial

En honor a la veritat, s’ha de considerar que tots els judicis –i són molts– que es poden formular quaranta anys ençà de la Constitució, són *per se* anacrònics, i afecten tant a la redacció de la *Carta Magna* com tot el que se n’ha derivat –o sia, les interpretacions teòriques i concretes que se n’han anat fent des de llavors. Per això, no sembla obvi recordar que Espanya i Catalunya sortien d’una dictadura brutal i que entre els ponents de la Constitució, uns quants, costejant els ‘horrorosos’ comunistes, es van convertir a corre-cuita en demòcrates aparentment convençuts. Per tal de trobar consensos, el text constitucional forçadament havia de ser obert, el·líptic, característica que, anys després, saltaria cada vegada més a la vista per les discrepàncies de les interpretacions, sobre tot arran de la tramitació (2005-2010) del nou Estatut d’autonomia de Catalunya. La qüestió de l’encaix territorial, entre d’altres de Catalunya, dintre de l’Estat, és ‘congenita’, i exigiria, d’ara en davant com va ser-ho d’antuvi, diàleg, comprensió i fins i tot concessions mútues, ja que, en paraules del jurista Boix Palop, “«transición» fue también «transacción»” (2016: 15). Així ho comenta un altre jurista, italià, Ferraiuolo:

La fuerte carga problemática de la cuestión territorial había llevado a los constituyentes a fijar solo unos principios básicos del modelo autonómico, posponiendo su concretización al despliegue de los sucesivos procesos políticos. Lo que muchas veces se califica como ambigüedad del modelo hay que entenderla simplemente como *elasticidad* del mismo, fruto de la necesidad histórica y trato común de las Constituciones convencionales fundamentadas en la búsqueda del acuerdo: “*Els constituents no van voler, o no van poder, tancar la qüestió*”. (2016: 120)

Per tant, quan sentim expressar, per part dels polítics actuals del PP o de Vox, o del mateix rei d’Espanya, una devoció incondicional i cega per “la Constitució”, com a text tancat, i com si la seva lectura –aquella que els convé, com va convenir a AP o a l’UCD de llavors– fos l’única possible o admissible, bé es veu que es tracta d’una tergiversació del mateix, tal com ho ratifica Boix Palop:

No es tanto que no haya capacidad de respuestas, pues la Constitución española de 1978 ha demostrado en muchos momentos su maleabilidad y ductilidad; es, simplemente, que no interesa [...] una interpretación flexible o la búsqueda y apertura de alternativas. (2016: 14, n. 3)

[Es tracta de] Un régimen que es extraordinariamente flexible en ocasiones [...] pero irreformable en la práctica contra los intereses y posiciones dominantes. [...] El significativo *catenaccio* institucional, económico y social [...] salta, sin embargo, con enorme facilidad cuando hay un “interés superior” (2016: 21)

El fons de la controvèrsia rau en el debat inicial sobre la dualitat recollida a l’article 2 entre l’única “Nación española” i les diferents “nacionalidades y regiones”, on el terme “nacionalitat” va ser una concessió davant de l’exigència inadmissible de proclamar Catalunya com a “nació” –en el mateix pla que l’espanyola. Aquesta discrepància, base de la futura i abortada concepció d’Espanya com a “Estado plurinacional” liderada per Pasqual Maragall, va fer inviable el text autonòmic del 2005 provocativament fundat en la “nació catalana”, i va motivar la seva part taxada d’inconstitucionalitat pel Tribunal Constitucional el 2010.

1.2. La judiciarització de la política

La Sentència 31/2010 del Tribunal Constitucional va palesar dos problemes vinculats a aquesta institució: la politització dels seus components i la seva instrumentalització per part del poder polític.

Pel que fa a l'afiliació partidista, la Constitució deixa ben clar el necessari compliment de la separació de poders: “El artículo 127 CE establece que jueces, magistrados y fiscales, mientras se hallen en activo, no pueden pertenecer a partidos políticos.” (Ferraiuolo, 2016: 134). Però es pot veure com s'ha anat flexibilitzant la *Carta Magna* [...], primer amb l'ATC 226/1998, que estipulava que “la ley no impide que los magistrados de este Tribunal puedan pertenecer a los partidos políticos [...] solo les impide ocupar dentro de los partidos cargos de carácter directivo” (*ibidem*), i fins i tot abolint aquest últim fre a la La Ley Orgánica 15/2015, només votada pels diputats del PP que disposaven de majoria absoluta (*ibid.* : 139). La duplicitat es converteix en cinisme en proclamar-s'hi que “la afinidad política de un magistrado con una de las partes procesales no es motivo para entender que los recusantes tengan una duda objetivamente justificada”.

Queda clar que, com ho recorda Ferraiuolo (2016: 117), ens allunyem de les cauteloses precaucions de la Transició, expressades a la STC5/1981: “El TC es intérprete supremo de la Constitución, no legislador, y solo cabe solicitar de él el pronunciamiento sobre adecuación o inadecuación de los preceptos a la Constitución”. En canvi, d'ara endavant, queda clar que no s'evitaran sinó que s'incentivaran i encobriran uns “peligrosos desplazamientos de poder” en els quals el TC “se vuelv[e] *dueño de la Constitución* por encima de todos los demás poderes” (*Ibid.*: 113-114).

La conseqüència pràctica va ser la interpretació partidista de la Sentència 31/2010 com a producte d'una justícia també considerada partidista. D'una banda, “Se consolida la imagen de un TC subalterno del Gobierno [de Rajoy]” (Ferraiuolo, 2016:137); per l'altra, “en Cataluña se interpreta como la definitiva constatación de que la vía de «profundización en el autogobierno» no es posible en la España actual o, al menos [...], con el marco constitucional vigente” (Boix Palop, 2016: 43). Per tant, “Esa rigidez interpretativa [del TC] aboca necesariamente a la independencia de Cataluña como única salida posible del actual *impasse*” (*Ibid.*: 56). Des de Catalunya, Jordi Amat també en treu aquest balanç:

La sentència [del 2010] es va redactar amb la vella tinta del jacobinisme i va ferir on més mal podia fer. [...] Era, ras i curt, una victòria del nacionalisme espanyol. També del jacobinisme. La idea d'Espanya del Partit Popular, fonamentada en una lectura uniformitzadora de la Constitució havia guanyat. D'aquí no es mouria. Negaria el problema. Ara i sempre. Ha estat la més gran irresponsabilitat política d'aquest cicle. (Amat, 2017: 60)

Aquestes valoracions es van publicar –el 2016 pel que fa a les jurídiques, el 2017 per la més política– sia abans del referèndum de l'1 d'octubre del 2017, de la DUI del dia 12, i de la proclamació per Carles Puigdemont de la República catalana el dia 27, sia enmig d'aquest episodi (Marty, 2019: 103-137). Conjuntament, des d'un punt de vista pretesament neutre, però que desautoritza la via independentista, dictamina Eduardo Mendoza:

Ahora el panorama está sombrío. No se le ve salida, entre otras cosas, porque se ha llegado muy lejos sin saber cómo y para qué. [...] Uno se pregunta si lo sucedido responde a un plan rigurosamente concebido y llevado a término, o a una alocada improvisación, o a una combinación de lo uno y lo otro. (Mendoza, 2017: 87)

El càstig jurídic-polític infligit el 2010 no és res comparat amb la repressió polític-judicial de presó i exili que es va anar desencadenant des del 2017. Hi tornarem més endavant.

1.3. La pugna de les historiografies

Més que a la Història –amb majúscula, per la seva pretensió a una certa objectivitat– ens interessa en aquesta reflexió dedicar-nos a les historiografies. Sabem com els dominants tenen el poder d'imposar la seva lectura i escriptura de la Història (de Certeau 1975, Thiesse 1999, de Riquer 2000), i el compromís dels dominats per forjar-se una “contrahistòria” per tal de també cohesionar els seus –val a dir el poble o la nació. Es tracta per tant de representacions creuades, esbiaixades –tot i que les de la resta d'Espanya semblen molt més rudimentàries que no pas les dels catalans (Lagarde, 2008). L'autonomia derivada de la Constitució de 1978 ha permès, amb la transferència de competències, no tan sols de desenvolupar la recerca històrica nacional catalana sinó de difondre els seus resultats a través de dos dels eixos més rellevants de les polítiques lingüístiques, com ara l'educació i els mitjans de comunicació.

Pel que fa a l'educació, ben sabuda és la pugna, entre Estat central i Generalitat, pel control del contingut de les hores lectives i dels programes (“decrets de mínims”, etc.), especialment a l'assignatura de “ciències socials”, on es perfilen el territori, la història i les qüestions ètiques –tots components de la identitat. Al respecte, l'edició dels llibres de text és estratègica, pel seu poder d'inculcació de dates, fets i fins tot símbols entre el jovent (Burban, 2008a, 2008b). Per tant, es pot entendre una relació de causa a efecte parcial, en descodificar l'adhesió majoritària dels joves al *procés* arran de la seva formació i que Espanya se'ls hagi convertit en una abstracció de signe altament negatiu. En aquest tema no sembla encertat el judici de Mendoza quan diu: “No sirve de mucho atacar los símbolos con otros símbolos. Más valdría dejar los símbolos donde están y atacar lo que significan, si aún significan algo” (2017:72). La Generalitat, ella, se'n va cuidar d'hora, per exemple amb l'exposició “Símbols de Catalunya” del 1993 (Lagarde, 2003): pot ser molt impactant el vector icònic, per la seva concentració de significat en tan sols un conjunt de vinyetes. Així, a tall d'exemple, el significat de la Diada es podria interpretar de més d'una manera, com ho suggereix Mendoza: “El 11 de setiembre, su fiesta nacional, no conmemora la derrota sufrida en 1714. Simplemente, recuerda año tras año la oportunidad perdida.” (2017: 62).

Per més irònic que sigui, no és factualment erroni el judici del mateix autor sobre l'orientació ideològica dels mitjans controlats pel govern autonòmic. Aquesta –per cert, destinada a fer contrapès a les posicions dels mitjans d'Estat i privats, majoritaris a l'oferta audiovisual– es troba qüestionada de manera concordant des de punts de vista ideològics molt dispars¹ i va anar evolucionant paral·lelament amb la radicalització de l'enfrontament entre l'Estat i la Catalunya oficial:

Los medios de difusión que dependían de la Generalitat [...] fueron evolucionando desde posiciones neutras hasta convertirse poco menos que en órganos de difusión soberanista, en su faceta combativa y [...] en la frecuente representación pesebrista no muy distante del idílico teatrillo franquista. (Mendoza, 2017: 83)

Per més que es contesti la seva objectivitat, a qualsevol lloc l'ensenyament i la premsa produeixen i sobretot difonen un relat com més controlat millor pel poder, dissenyat per nodrir l'imaginari col·lectiu i influenciar els seus receptors. A Catalunya, diu Jordi Amat, es tracta de “Un relat unidireccional reelaborat, generació rere generació, per la historiografia nacionalista” (2017: 75). Fer quallar aquest relat, a tot arreu és una de les preocupacions més essencials dels polítics, però ja se sap que resulta molt perillosa l'amplada del desfasament entre realitat i discurs, així com ho subratlla la retroanàlisi d'Amat respecte als anys 2010-2017:

1 A tall d'exemples, des d'un punt de vista ‘catalanista’: Francesc Esteva, “Parlem de TV3”, *Diari de Girona* (09/20/2019), <https://www.diaridegirona.cat/opinio/2019/02/09/parlem-tv3-48858170.html>; del PSC, Sergi III, “Empapelan TV3 por su falta de pluralidad: «No más teleindepe»”, *Economía digital*, (10/09/2020), https://www.economiadigital.es/politica/empapelan-tv3-ante-falta-de-pluralidad-no-mas-teleindepe_20094613_102.html; i per cert, aquell de la web del PP de Catalunya (02/10/2020): “Daniel Serrano: «El criterio de TV3 para los contenidos es solo ideología separatista, más propio de una televisión de régimen que de una televisión democrática»”, <https://www.ppcatalunya.com/daniel-serrano-el-criterio-de-tv3-para-los-contenidos-es-solo-ideologia-separatista-mas-propio-de-una-television-de-regimen-que-de-una-television-democratica/>

Però sobretot hi havia paraules: el relat que allunyava la política catalana de la realitat, el relat que bona part de la societat catalana acabaria preferint a la descripció de la realitat. Un relat que flirtejava amb la postveritat i creava una falsa sensació de consens. (Amat, 2017: 75)

Estava doncs servit l'àpat de la discòrdia amb els ingredients que acabem de repassar: una Constitució oberta a interpretacions contradictòries i entre les mans del més poderós; una delegació interessada dels embolics polítics a una entitat jurídic-judiciària, culminada pel Tribunal Constitucional, sota control ideològic, i un camp ofert per les delegacions de poder a l'autogovern per formentar-hi un discurs nacionalista militant possiblement contrari a l'Estat.

2. Escisions i retrocessos

Arran d'aquests elements es veu com s'ha anat eixamplant la lluita, primer en forma de diàleg de sords, a continuació com a enfrontament. Les tensions provocades pel *procés* s'han anat traduint en una sèrie de problemàtiques que només podien agreujar el conflicte: a “la resta de l'Estat”, l'independentisme català ha actuat com a revulsiu pel nacionalisme espanyol i sobre tot ha desenmascarat el franquisme més o menys latent de les dretes polítiques; dins de Catalunya, el joc entre majories de votants al país i majories d'escons al Parlament han fomentat una escissió cada vegada més gran a la societat catalana actual; i, a nivell de benestar i riquesa, les incerteses polítiques han incidit en la conjuntura econòmica i afectat el lideratge català en el conjunt de l'Estat.

2.1. “El nacionalisme espanyol, ara sí, ha sortit de la caverna”

Aquesta fórmula de Jordi Amat (2017: 87) aplicada a continuació de la repressió de l'1-O i que es pot estendre al conjunt de ‘la pell de brau’, és molt encertada, ja que reflecteix la violència i el tarannà primitiu i retrospectiu de les reaccions derivades dels fets d'aquell moment. No sols hom tornava a la barbàrie com a negació d'una civilització avançada de principi del segle XXI sinó que més aviat hom tornava, després dels discursos, als mètodes repressius del franquisme, amb la Guàrdia Civil tancada als vaixells i mentalitzada per a desfregar-se contra els militants independentistes amb el lema casi medieval “A por ellos”. L'Estat s'havia de carregar l'insubmissió de manera breu i contundent.

Darrere, però, d'aquesta violència desproporcionada venia l'onada del nacionalisme espanyol: els nacionalismes sempre es retroalimenten els uns els altres, en una lògica desenfrenada. Mentre anava pujant el nacionalisme català, més ho feia l'espanyol; mentre més s'aferrissava el nacionalisme espanyol, més es radicalitzava el català, en una lluita de caire identitari. Des del punt de vista del dominant, es mereix recordar que, tal i com va escriure fa poc Gilles Clavreul, “aquesta era identitària permet a les minories actives d'imposar al conjunt de la societat unes temàtiques que només a elles els concerneixen i interessin” (2021: 153). I per tant, allò mateix que als dominants els fa nosa, perquè són uns entrebancs de cara a l'ordre establert, els convé mantenir-ho. La recurrència històrica de l'anomenada “cuestión catalana” (Michonneau, 2010) porta “estereòtipicament” els ciutadans de les altres autonomies (Lagarde, 20008) a “consider[ar] el nacionalismo catalán arrogante e insolidario” (Mendoza 2017: 85), i doncs a desqualificar-lo sense embuts. Jordi Pujol va expressar ben clar l'estigma, respecte al tema de l'Estatut: “Somos conscientes de que una petición de revisión del Estatuto y de la Constitución, según quién la plantea, no inmuta a nadie, pero si la pide Cataluña, sí provoca reacciones” (Pujol, 1996, citat a Amat, 2017: 19). Així és com el recel aviat es canvia en agressivitat fins a voler justificar la violència repressiva, que és el que va passar l'1-O.

El nacionalisme espanyol, com el català, no és gens monolític: aplega els jacobinistes d'esquerra del PSOE, els liberals de Ciudadanos (categoria inestable i efímera), i els conservadors del PP. Però a Espanya, el nacionalisme es pot confondre amb “los Nacionales”, o sia els franquistes. I aquests, que des de la Transició, havien desaparegut com a tals, fundint-se en la seva majoria en AP, antecessor del PP, i minoritàriament en la desapareguda UCD, van “sortir de la caverna”, radicalitzant-se mentre es radicalitzava l'independentisme català. Qui més tenia/té en odi els nacionalismes perifèrics (basc, català, i els altres), són aquells qui van trobar massa fluixos el discurs i l'actuació del PP i que se'n van escindir per a formar el partit Vox. Vox és l'hereu

directe, ara desenmascarat, del franquisme, ja exhibit per Aznar i propiciat per les ambigüitats verbals del PP de Rajoy, i a més a més per l'independentisme català que qüestionava sense embuts l'antic “Una, grande y libre” en pretendre destrossar, amputar l'Espanya eterna d'una part del seu territori i de les seves riqueses. La DUI del 27 d'octubre del 2017 representa alhora el revulsiu i el justificatiu dels nostàlgics de la dictadura i del seu ordre monolític; l'Estat de les autonomies, segons ells, la porta oberta al desgavell. Enfrontar-se cara a cara amb els de Vox, aviat seguits pels del PP, de Ciudadanos, i fins als jacobins del PSOE, és enfrontar-se amb tot l'espanyolisme ‘variopinto’.

2.2. Una societat catalana escindida

La llarga espera de la Sentència del TC (entre el 2006 i el 2010) i el tenor d'aquesta en el context de la crisi econòmica va resultar, per a molts catalans, una forma de punyalada al cap d'un patiment autoreprimit, que “aboca[ba] necesariamente a la independencia de Cataluña como única salida posible” (Boix Palop, 2016: 56). Però no pas tots els ciutadans de Catalunya. Més enllà dels tradicionals i pocs votants del PP i de la part ‘jacobina’ d'aquells del PSC, separar-se d'Espanya significava per als “nous catalans” renunciar al lligam amb els seus orígens, que l'encaix feia compatible.

No cal dir que no van faltar les instrumentalitzacions d'aquest sentiment que pot considerar-se legítim: per part de les seves comunitats d'origen, Andalusia i Múrcia:

Por más que la mayoría [dels immigrants] acabó integrándose, o lo hicieron sus hijos, nacidos en Cataluña, hay un resentimiento colectivo de estas regiones contra la tierra que les dio trabajo, pero también humillaciones. (Mendoza, 2017: 85-86)

Per part, sobre tot, de la majoria dels partits, premsa i mitjans anticatalans d'àmbit estatal, i a més, a Catalunya mateix, del nou partit de “centre” antinacionalista declarat, Ciudadanos/Ciutadans que, en les eleccions autonòmiques del 2017 –els mateixos, sembla, que es decantarien més tard pel PSC–, va recolzar el nombre més alt de vots. Com més tens i determinat es tornava el discurs independentista (“Catalunya, nou Estat d'Europa”, eslògan de Carme Forcadell, llavors presidenta de l'ANC, amb motiu de la Diada del 2012, o el repetit “Catalunya. Un sol poble” que va iniciar Josep Benet el 1968 –Andreu, 2017), més èxit van tenir les manifestacions anti-independetistes convocades pels carrers, contraposades per aquelles pro-nacionalistes. Catalunya, no era ni és un nou Estat d'Europa (un altre desencís cabdal), i a més a més es va trencar la il·lusió, construïda a poc a poc des dels anys 1980, de la integració dels immigrants procedents de “la resta de l'Estat”. Queda clar que el repartiment per l'origen no és gens sistemàtic: hi ha entre els fills d'immigrants qui, com a ‘nou convertits’, s'esforcen per demostrar el seu grau de modèlica assimilació. Però, més enllà dels orígens, sí que el tema de la independència es va convidar als àpats familiars com a element, no tan sols de debat sinó de discussió entre pares i fills (i néts), entre germans i fins i tot en la vida quotidiana de les parelles –amb “la mella cainita que está hendiendo[se] en muchos hogares”, com ho demostra l'article “Las ‘familias rotas’ del ‘Procés’ catalán” (*El Mundo*, 24/09/2017). Tot i que el debat es pot realitzar a l'àmbit educat de les universitats (Trépier, 2016), amb la pressió ideològica des d'ambdues parts, tota l'acurada contrucció de l'edifici de la nació (Julià, 2018, *El Periódico*, 17/11/2019) venia a qüestionar-se, non tan sols ja des de Madrid o dels tradicionals botiflers sinó des de dintre de Catalunya mateix.

Tot i això, la impressió externa formulada pel corresponsal de *The New York Times*, Rafael Minder, és que, acabats els esdeveniments violents, “se aprecia un fuerte cansancio en la sociedad catalana ante el enfrentamiento y de no corregirse acabará desembocando en una fuerte frustración y por lo tanto en un declive similar al que se ha producido en Canadá” (citat per Guindal, 2021).

2.3. L'economia, vector de doble fil

Aquest cansament, el tornem a trobar per cert al sector de l'economia. La crisi del 2008 va deixar “en la UCI” (Sala, 2021) al conjunt de la societat i l'economia, tant de Catalunya com d'Espanya. Més a Catalunya, per la seva major industrialització, així com durant la pandèmia, per una dependència prou alta del turisme. Les

conseqüències de la crisi del 2008 van coincidir, des del 2010, amb aquelles, polítiques, de la STC 31, i el catalanisme polític va intentar que quallés a l'opinió que anaven plegades les dues, pel robatori que significava el dèficit entre la contribució en nom de la solidaritat dictada per l'article CE.2, objectivament no compensat per les transferències i inversions per part de l'Estat a Catalunya. Així va ser com uns sectors fins llavors poc afins al nacionalisme es decantessin cap a la independència, com a solució de les dificultats econòmiques. Per tant, l'argument financer va reforçar el plantejament ideològic.

Des de fora, el 2017, la situació podia resumir-se amb aquest titular del francès *Les Échos* (30/11/2017): “En Catalogne, l'envie de sécession résiste à la loi des marchés”. Però, fent competència de dades negatives i de l'atribució de la culpa a l'independentisme, coincideixen els analistes econòmics espanyols en el seu judici: al capitalisme i als seus exegetes sempre els fa por l'enrenou. Així Mariano Guindal –també articulista a *La Vanguardia*– a *El Economista* (6/02/2021):

La economía de Cataluña ha entrado en un claro declive como consecuencia del proceso independentista que ha enfrentado a la sociedad catalana y la ha dividido por la mitad. Todos los datos indican que desde la Gran Recesión de 2009 la situación no va bien. Desde el referéndum ilegal para la secesión del 1 de octubre de 2017 cerca de 6.000 empresas han trasladado su sede a otros territorios, fundamentalmente en Madrid, que le ha tomado el relevo como motor económico de España.

Així ho feia, dos anys enrere (27/03/2019) Francesc Moreno a la revista *Crónica Global*, en pretendre demostrar les arrels de “La decadencia económica catalana (1980-2019)”; llavors sentenciava:

Cae la inversión extranjera, se crean más empresas en Madrid que en Barcelona, el cambio de domicilio social de unas 4.000 empresas tendrá un impacto negativo progresivo los próximos años... No es de extrañar que, a pesar de que el fracaso de la DUI ha frenado la huida de empresas, la previsión de crecimiento del PIB para 2019 es del 2,8% para Madrid y del 2,2% para Cataluña. Las agencias de rating continúan calificando la solvencia catalana como “bono basura”.

Agustí Sala (*El Periódico*, 13/02/2021) va citant l'anàlisi de la patronal catalana Foment del Treball, en paraules del seu president, per qui : “La cuestión es la falta de un rumbo claro u hoja de ruta con «la máxima mayoría parlamentaria para orientar la política económica de manera consensuada y evitar al máximo debates estériles inoportunos en una situación dramática».

Dos elements simbòlics venen a agreujar el balanç: primer de tot, el denominat “*sorpasso*” –totalment inèdit– de la Comunitat de Madrid a Catalunya en qüestió de pes dins del PIB espanyol, des del 2019 (Sala, 2021); s'hi afegeix que el seu PIB per càpita “está por detrás de Madrid, País Vasco y Navarra”, segons assenyala Moreno. Segon element, també molt fort per a l'independentisme, apuntat per Guindal, no és tan sols la importància del deute català “que se sitúa en 79.054 millones (33,4% de su PIB), más de la mitad que la madrileña que contabiliza 33.469 millones (14%)”, sinó que, com ho ratifica Sala, “Del total, casi el 80% tenían al Estado como acreedor”. Una dependència que es podria resoldre amb la independència...

Tots aquest elements objectius permeten a l'*ABC*, adversari de sempre de Catalunya i de la seva voluntat de diferenciar-se, de fer uns comentaris tremendistes i contundents al seu editorial del 14/02/2021: “El nacionalismo ha gestionado Cataluña como un depósito de fondos para corromper instituciones y financiar la independencia”; retraient la situació econòmica del Principat per la seva “precariedad lindante con la quiebra, que solo consigue evitar gracias a la solidaridad de los demás españoles” i ironitzant sobre les transferències de les seues empresarials catalanes (“unas 4.000” segons Moreno, 2019, “ cerca de 6.000” segons Guindal, 2021) a altres llocs de l'Estat (particularment Madrid): “No hace que falta Madrid baje impuestos para que las empresas catalanas cambien de domicilio. Se van por tranquilidad”. Per descomptat, transferir la seua no suposa ‘exportar’ la majoria de les oficines ni l'integralitat de l'aparell productiu; però, un cop més, toquem als símbols quan, el 2017, CaixaBank es muda a València, Banc Sabadell a Alacant, Catalana Occidente, Aigües de Barcelona, Gas Natural, Abertis o Bimbo i un llarg etc. a Madrid (*Diari de Girona*, 06/10/2017).

3. El preu de la dilació i de la incertesa

Al seu assaig del 2017, Jordi Amat explica amb minúcia i prou objectivitat el fracàs de la Declaració Unilateral d'Independència per la imprevisió i les il·lusions d'un *storytelling* erroni *per se*. Després d'haver esbrinat com ens sembla que es pot considerar el cas polièdric que es va conformar quatre anys enrere, ens toca intentar dissenyar-ne un balanç.

Primer de tot –a l'inrevés del que ens sembla l'ordre d'importància, perquè al final només són diners– veiem com, a nivell econòmic, l'efecte conjuminat de la crisi del 2008, de la DUI i de la pandèmia, explica el (molt) relatiu empobriment i la baixa (prou important) d'influència de Barcelona i Catalunya a l'Estat i a nivell internacional. Es tracta d'un preu de la DUI tant en concepte aritmètic com de protagonisme i prestigi: als sistemes els cal el manteniment de l'ordre establert; el procés els és intolerable i en passen factura. Observem com, degut a l'estancament de la situació político-judicial des del 2017, les seues empresarials no han reintegrat Catalunya; com, seguint el moviment emprès des del 2000 –amb la capital de l'Estat com a centre neuràlgic de tota la Península– la política fiscal recent de la ciutat i la Comunitat de Madrid ho fa tot per atreure i guardar-hi les empreses estatals i multinacionals. L'estancament de la crisi no fa sinó arrelar la nova configuració i farà cada cop més difícil el retorn cap a l'*status quo ante*.

La segona desil·lusió resultant del procés –de la DUI i dels seus seguiments– és un *aggiornamento* desastrós de la imatge d'Europa a Catalunya. Com a moltes comunitats minoritzades, la Unió Europea els semblava als catalans una oportunitat per fer saltar per dalt el *catenaccio* de l'encaix estatal: entre l'ens de la supranacionalitat i els de la infranacionalitat, el de l'Estat-nació havia de reduir els seu poder i reduir-se la triangulació a una relació bilateral que deixés l'Estat fora de joc. El cas del procés, amb la total insolidaritat panestatal que ha suscitat, ha vingut demostrant que la UE només és el que és des de la seva fundació: un club d'Estats, l'interès dels quals és una certa solidaritat. Ben mirat, ni al Regne Unit (quan era a la UE) amb el cas d'Escòcia, ni a Bèlgica, amb el de Flandes, ni a Itàlia, amb el cas de Padània, ni a França, amb els de Còrsega, de Nova Caledònia i un llarg etc. dels seus altres territoris ultramarins, els interessava recolzar la independència catalana, que els hagués afectat de retruc. L'ideal d'una Europa de les regions o dels pobles, contemporània del pujolisme i del federalisme maragallà, es va enfonsar amb la DUI, advertint qualsevol altra minoria al continent.

El tercer dany, molt greu, afecta la democràcia espanyola –tant Espanya com la democràcia. El tractament judicial de la DUI –la presó, l'exili, els judicis– realitzat amb una total desproporció, ha posat de manifest la dimissió del polític en sanear i resoldre l'aspiració catalana a més autogovern, que tant sols es podia resoldre per la via del diàleg polític i de les concessions mútues. Ni el PP ni Vox, ni Ciutadans, ni el mateix PSOE amb els seus intents, no es poden lliurar d'una valoració molt negativa de les seues actuacions. Tampoc la institució judicial va quedar indemne, ja que el cas va demostrar la seva politització en comptes d'una desitjable neutralitat. L'exercici democràtic parlamentari, molt sovint realitzat amb unes desqualificacions barroeres i superficials, i un alt nivell de corrupció, no va fer desitjable pels catalans la vida política espanyola. Fins i tot la Constitució, tan invocada amb interessada miopia per aquells qui sempre l'han considerada com una concessió conjuntural (quan va caure la dictadura), no es queda fora de discussions. No pas pel text *per se* sinó per l'aferissada rigidesa de la seva interpretació. També queda molt afectada la monarquia: el rei Felip VI que va sortir del seu paper d'àrbitre amb el seu discurs partidari (calcat sobre l'ideari del PP) del 3 d'octubre del 2017, justificant la voluntat dels promotors de la DUI de declarar una República sense rei –la imatge del qual va quedar ja molt desqualificada per la desafortunada deriva de l'emèrit Juan Carlos.

El que hauria de ser el quart desencís, és com ha quedat Catalunya, i com es pot tirar endavant: el panorama polític català i la societat catalana resulten inestables, trossets. A les eleccions autonòmiques del 2021 es va repetir l'esquema de la convocatòria anterior: va obtenir més vots el PSC (el 2017, Ciutadans), i va guanyar

una coalició nacionalista², però amb predominància inversa (ERC per davant de JxCat), arran d'un pacte entre elles incloent-hi la CUP. El PP va desaparèixer del Parlament, però va entrar-hi Vox, amb 11 diputats. El *sorpasso* entre ERC i Junts és transcendental, perquè va aparèixer com el d'un 'possibilisme' de negociació amb l'Estat, encapçalat pel PSOE, i una línia de tensió contínua mantinguda des de l'exili de Waterloo per Puigdemont. Nogensmenys, es tradueix en el dia a dia en un 'estira-i-arroña' que es conjumina amb el que també es dona a Madrid entre PSOE i Podemos, creant una total incertesa. Al mateix PSOE, els intents negociadors (sincers?) de Pedro Sánchez es veuen frenats, d'una banda per la línia jacobina del propi partit, liderada per Felipe González, de l'altra pel PP de Pablo Casado, en competència dura amb Vox. Així com Sánchez pot semblar ostatge d'aquests, com a potencial traïdor d'Espanya, ERC, com a soci ocasional del PSOE per a assegurar la governabilitat de l'Estat i propiciar un acord potencial entre poders català i espanyol, queda reduït a ser presentat com a partit botifler. L'estratègia de tensió duta a terme, a iniciativa de JxCat, amb el pacte del 10 de febrer 2021, per a bloquejar la victòria del PSC, fa inviable qualsevol (intent de) negociació d'ERC amb el PSOE. De fet, també bloqueja la governabilitat de Catalunya i li deixa un futur polític molt incert, ja que aquesta estratègia també radicalitza el bàndol de dretes espanyolistes amb el traspàs de vots del PP cap a Vox i no deixa espai per a 'refredar' i negociar.

És més fàcil tensar que no pas afliuixar: enmig d'una política bloquejada, d'una societat en bona part escindida, que així mateix no pot ser "un sol poble", d'una economia en retrocés, què s'ha guanyat? Un aclariment? Tots els comentaristes coincideixen dient qui n'és responsable –o més aviat, quins són els "irresponsables confabulats", segons Jordi Amat (2017)–: primer de tot, l'Estat, i ben segur el PP amb la seva línia de "mano dura" heretada d'un passat amagat i ara desemboscada –línia que tant el referèndum com la DUI justifiquen, al seu parer. Però també, aquells qui no van voler veure (i es neguen a fer-ho) la distància amb el relat historiogràfic i la realitat històrica, és a dir, una relació de forces que, si es presenta en termes brutals (tal com a l'1-O), no pot prosperar per part de la nació catalana i desemboca en una dolorosa frustració –una més. Per cert, intentar aprofitar-se d'una oferta (difuminada, enganyosa?) de revisió del model autonòmic, impossible amb d'altres interlocutors potencials a l'Estat, significa renunciar ara per ara a la independència i a la República catalana autoproclamada però nascuda morta. Com que es diu que la idiosincràsia es basa en el "seny", i que tothom l'invoca, més que mai es necessitaria determinar-ne el sentit, consensuar-ne un contingut, un contingut que no sigui inviable.

ACTUALITZACIÓ

Aquest text va ser escrit el març del 2022, i és clar que, fora de la continuïtat malabarista de Pedro Sánchez com a president socialista del Govern espanyol, moltes coses han anat canviant des de llavors: Pablo Casado ja no és líder del PP, Ciudadanos ha desaparegut, la influència electoral de Vox està minvant per la dretització del PP influenciada per Isabel Díaz Ayuso i el 'Madrid D.F.'; els líders independentistes catalans ja no són a la presó, s'han indultat, i ja no és un (mal)son (depèn per qui) pensar que aviat s'amnistien, fins i tot l'ex-president Carles Puigdemont.

El trauma de la repressió ha donat pas a un desencís confirmat i per tant a una mobilització cada vegada menys compartida i aferissada, com ho demostren els últims resultats electorals amb baixa de ERC i JxCat. Tot i això, molts problemes queden pendents. Mentre que un líders segueixen a l'exili, l'anticatalanisme a la resta de l'Estat s'ha afermat i banalitzat, els tribunals de Justícia demostren molta inventivitat per seguir represaliant, el dèficit d'inversions de l'Estat a Catalunya queda més o menys assignatura pendent, la relocalització de la seu de moltes empreses catalanes també. Per tant, sembla que l'anàlisi del 2022 segueixi vigent, tot i que actualitzat i matisat.

BIBLIOGRAFIA

(tots els enllaços són vàlids el 31/01/2022)

ABC (2021). La decadencia económica de Cataluña (14/02/2021). https://www.abc.es/opinion/abci-decadencia-economica-cataluna-202102132344_noticia.html

Amat, Jordi (2017). *La confabulació dels irresponsables*. Barcelona: Anagrama.

Andreu, Marc (2017). Un sol poble?. *El Crític* (15/10/2017). <https://www.elcritic.cat/opinio/marc-andreu/un-sol-poble-13121>

Boix Palop, Andrés (2016). La rigidez del marco constitucional español respecto del reparto territorial del poder y el proceso de 'desconexión' catalán. Dins Cagiao y Conde, Jorge & Ferraiuolo, Gennaro (coords.). *El encaje constitucional y el derecho a decidir. Un enfoque polémico*. Madrid: Catarata, 11-61.

Burban, Chrystelle (2008a). L'enseignement de l'histoire en question. L'historiographie des manuels scolaires en Catalogne. Dins Lagarde, Christian (éd.). *Les défis de la Catalogne au tournant du siècle (1996-2006)*. Perpignan: Marges/PUP, 61-83.

Burban, Chrystelle (2008b). Inculquer la nation en Catalogne : entre éducation et propagande. Dins Fourtané, Nicole & Guiraud, Michèle (éds.). *Les réélaborations de la mémoire dans le monde luso-hispanophone*. Nancy: PUN, vol. I, 91-105.

Clavreul, Gilles (2021). *Dans le silence de l'État*. Paris: Éditions de l'Observatoire.

De Certeau, Michel (1975). *L'écriture de l'histoire*. Paris: Gallimard.

De Riquer, Borja (2000). *Identitats contemporànies: Catalunya i Espanya*. Vic: Eumo.
Diari de Girona (2017). El llistat d'empreses que es traslladen fora de Catalunya (06/10/2017). <https://www.diaridegirona.cat/economia/2017/10/06/llistat-d-empreses-traslladen-fora-49021073.html>

Ferraiuolo, Gennaro (2016). Tribunal Constitucional y cuestión nacional catalana. El papel del juez constitucional español, entre la teoría y la práctica. Dins Cagiao y Conde, Jorge & Ferraiuolo, Gennaro (coords.). *El encaje constitucional y el derecho a decidir. Un enfoque polémico*. Madrid: Catarata, 110-141.

Guindal, Mariano (2021). El lento declinar de la economía catalana. *El Economista* (6/02/2021). <https://www.eleconomista.es/opinion-blogs/noticias/11035375/02/21/El-lento-declinar-de-la-economia-catalana.html>

Juliá, Santos (2018). Un *sol poble*, una sociedad dividida. Dins Juliá, Santos. *Demasiados retrocesos. España 1898-2018*. Barcelona: Galaxia Gutemberg, 285-302.

Lagarde, Christian (2003). Minorities in the Trap of Iconography. Dins Muscarà, Calogero (éd.). In the steps of Jean Gottmann. *Ekistics: the problems and science of human settlements*. Athens. vol. 70, n° 418-419, 2003, 52-59.

Lagarde, Christian (2008). Le "fait différentiel". Représentations croisées Catalogne-Espagne : l'état de l'opinion. Dins Lagarde, Christian (éd.). *Les défis de la Catalogne au tournant du siècle (1996-2006)*. Perpignan: Marges/PUP, 29-60.

Marty, Nicolas (2019). *Comprendre la crise catalane*. Pau: Cairn Éditions.

² A base del pacte signat abans de la celebració de les eleccions autonòmiques del "14F", "Elecciones 14-F Els partits independentistes es comprometen per escrit a no pactar el Govern amb el PSC després del 14-F", RTVE (10/02/2021), <https://www.rtve.es/television/20210210/manifest-contra-psc-14f/2074820.shtml>

Mendoza, Eduardo (2017). *Qué está pasando en Cataluña*. Barcelona: Seix Barral.

Michonneau, Stéphane (2010). L'invention du problème catalan. Dins Moisand, Jeanne & Suhamy, Ariel (coord.). La Catalogne, une identité débattue. *La vie des idées*. <https://laviedesidees.fr/L-invention-du-probleme-catalan.html>

Moreno, Francesc (2019). La decadencia económica catalana (1980-2019). *Crónica Global* (27/03/2019). https://cronicaglobal.elespanol.com/pensamiento/decadencia-economica-catalana-1980-2019_232044_102.html

Pita, Elena (2017). Las 'familias rotas' del 'Procés' catalán. *El Mundo* (24/09/2017). <https://www.elmundo.es/cronica/2017/09/24/59c6863322601d9a458b4667.html>

Sala, Agustí (2021). Catalunya, una economia en la uci. *El Periódico* (13/02/2021). <https://www.elperiodico.com/es/economia/20210213/catalunya-economia-uci-11512237>

Thibaud, Cécile (2017). En Catalogne, l'envie de sécession résiste à la loi des marchés. *Les Échos* (30/11/2017). <https://www.lesechos.fr/2017/11/en-catalogne-lenvie-de-secession-resiste-a-la-loi-des-marches-1117757>

Thiesse, Anne-Marie (1999). *La création des identités nationales. Europe XVIIe-XXe siècle*. Paris: Seuil.

Trépier, Cyril (2016). ¿Cómo debaten ahora los catalanes del contenido de la independencia?. *Cahiers de Civilisation Espagnole Contemporaine*, 16, 2016. <http://journals.openedition.org/ccec/6136>

Eric LOISON

Université Toulouse Jean Jaurès - CREG

CATALUNYA VISTA PER DOS VIATGERS ALEMANYS AL SEGLE XIX

Wilhem von Humboldt i Jakob Venedey

RESUM A principis del segle XIX, els viatgers alemanys comencen a interessar-se a la península Ibèrica. Per a molts d’ells, Catalunya es converteix en una etapa obligatòria, sigui en el camí d’anada, o al camí de tornada. Per a alguns es tracta fins i tot d’una destinació. Tant els uns com els altres descobreixen aleshores un territori que s’allunya molt sovint del que han pogut veure a la resta de la península o del que s’imaginaven abans d’emprendre el seu viatge.

PARAULES CLAU Descoberta, viatgers, identitat, alemany, percepció.

ABSTRACT At the beginning of the 19th century, German travellers began to take an interest in the Iberian Peninsula. For many of them, Catalonia became an obligatory stage, whether on the way there or on the way back. For some, it even became a destination. All of them discovered a territory that was far distant from what they had seen in the rest of the peninsula, or from what they had imagined before setting out on their trip.

KEYWORDS Discovery, travellers, identity, Germans, perception.

INTRODUCCIÓ

A finals del segle XVIII, els viatgers alemanys, empesos per diverses raons (campanya d’Itàlia, orientalisme,...) defugen el tradicional viatge a Itàlia i emprenen o tornen a emprendre el camí de la península Ibèrica. Per a molts d’ells, com Wilhelm von Humboldt, Catalunya es converteix en una etapa obligatòria, sigui en el camí d’anar o en el camí de tornada, i hi fan unes parades més o menys llargues. Algunes dècades més tard, un altre viatger, Jakob Venedey, que es troba al sud de França per agafar els banys, descobreix, també, una altra Catalunya.

Els dos viatgers seleccionats per a aquesta contribució tenen com a punt comú de ser «alemanys» en el sentit ampli de la paraula, a una època en què, l’Alemanya que coneixem avui, no existia com a estat. Tenen en comú d’haver-se trobat per casualitat a Catalunya: el primer mentre tornava a França després d’un periple que li havia permès de descobrir la península Ibèrica i el segon per raons de salut. Aquests dos viatgers tenen igualment en comú de ser il·lustres en dominis diferents, que a vegades coincideixen: l’educació, la lingüística, el periodisme i la política, però poc-coneguts fora d’Alemanya. Per a cadascú d’ells es tracta igualment de la primera estada a Catalunya, que descobreixen amb un ull nou.

Les seves estades, que disten aproximadament d’uns cinquanta anys, ens ofereixen una visió diacrònica i diatòpica de la percepció de Catalunya. Els llocs que visiten, la franja litoral del Principat, Barcelona i Montserrat pel que fa al primer, i el Rosselló i el Conflent, pel que fa al segon, són alhora diferents i complementaris. I, a més a més, els mitjans de transports que fan servir, carruatges i mules, pel que fa al primer, diligències, pel que fa al segon, els permeten de descobrir i d’observar els paisatges i de conèixer la gent en profunditat.

Provarem de treure els principals punts comuns que es desprenen d’aquests testimoniatges pel que fa a la percepció de Catalunya i dels catalans per part d’aquests viatgers alemanys. Poden percebre’s evolucions durant el període estudiat? Quines són les principals diferències i d’on provenen? Fins a quin punt el context en què evoluciona cadascun d’aquests personatge té una influència? Poden establir-se vincles amb l’aparició d’Alemanya com a estat?

Wilhelm von HUMBOLDT – TAGEBUCH DER REISE NACH SPANIEN (1799-1800)

Dels dos germans von Humboldt, Wilhelm, el primogènit, és probablement menys conegut del públic espanyol o hispanòfon que el seu germà petit, Alexander, que, per a molts, és famós pel seu viatge exploratori al descobriment d’Amèrica del Sud en companyia d’Aimé Bonpland. Descendents de la noblesa prussiana i d’origen hugonot, dotat d’una educació sòlida que els va permetre de freqüentar Schiller i Goethe, els dos germans hereten, a la mort de la seva mare, el 1796, una fortuna conseqüent, que els va permetre de finançar els projectes que tenien per cor de realitzar. Ambdós s’instal·len a París el 1798. Va ser l’atzar, l’expedició de Bonaparte a Egipte, per a Alexander, i la campanya d’Itàlia, per a Wilhelm, que va empènyer, el 1799, els dos germans a canviar els seus projectes i a recórrer cadascun Espanya¹ a pocs mesos d’interval i a travessar Catalunya.

El segon, Alexander, a la recerca d’un port de sortida per a anar a Amèrica, amb el seu acòlit Aimé Bonpland per a dur a terme la famosa expedició que el farà tan famós, aprofita la seva curta estada a Espanya per a procedir a un cert nombre d’observacions geogràfiques, però no deixarà cap vertader diari del seu viatge. El primogènit, Wilhelm, per la seva part, emprèn, amb dona i fills, una veritable volta d’Espanya que el condueix des del País Basc a Catalunya, passant per Andalusia i Madrid. El projecte inicial que tenia de publicar el seu diari, ell viu, no sortirà mai a la llum, però les notes que havia pres seran repeses i publicades 100 anys després. L’absència de datació d’aquestes notes, dona, malgrat els esforços del seu exegeta, Albert Leitzmann², una impressió de confusió i en dificulta a vegades la lectura. El conjunt abunda en observacions diverses: descripcions de persones amb qui es troba i de paisatge que observa, relats anecdòtics o llegendes i observacions concernint la qualitat de l’allotjament.

Pel que fa a Catalunya, les seves remarques molt sovint remetent a unes suposades observacions que el seu germà hauria consignat en una obra que mai va ser publicada. Havent començat, contràriament al seu germà, el seu periple pel País Basc, que designa sota el nom de Biscaia, destaca similituds entre aquesta i Catalunya, tan pel que fa al relleu com a la vegetació. Tanmateix, Catalunya li sembla més extensa i més bonica, les muntanyes i les valls li semblen tenir més caràcter i la vegetació hi és més meridional³ :

Les dues províncies per les quals hom entra i deixa Espanya, Biscaia i Catalunya, se semblen d’una manera cridanera, per llur situació més muntanyosa, més boscosa i més agradable. Hi ha també alguns punts de comparació pel que fa a la vegetació, per exemple els roures. Tot i això Catalunya és més gran i més bonica. Muntanyes i colls tenen un caràcter més gran, i la vegetació, amb els tarongers, els àloes i per cert les escasses palmeres és més suau i meridional.

Si bé és cert que l’una i l’altra, com ho diu Humboldt ell mateix, presenten algunes similituds, com, en particular, el fet de trobar-se totes dues adossades als Pirineus i de disposar d’una façana marítima important, no és menys cert que les diferències són igualment importants. D’una banda, el relleu és molt més marcat a Catalunya, tant al Pirineu com a les zones prelitorals, on es troba, en particular, el massís de Montserrat que tant l’impressiona. D’altra banda, el País Basc, girat cap a l’Oceà Atlàntic, gaudeix d’un clima oceànic, mentre que Catalunya, a l’altra banda de la cadena pirinenca, es beneficia d’un clima molt més sec i clarament mediterrani. Aquestes conseqüents diferències climàtiques induïxen, per a l’una com per a l’altra, unes diferències tant pel que fa a la vegetació, més exòtica a Catalunya per Humboldt, amb els seus tarongers, els seus àloes i les seves palmeres, com pel que fa a les pràctiques agrícoles. Des d’aquest punt de vista, Catalunya, els paisatges agrícoles, vitícoles i hortícoles de la qual són modelats per l’home d’ençà de l’antiguitat i requereixen un manteniment permanent, suscita una l’admiració de Humboldt. Hom pot doncs imaginar que Catalunya és, per ell, molt més desconcertant que no pas el País Basc.

1 Inicialment, Alexander havia planejat participar en una expedició a Amèrica del Sud amb l’almirall de Bougainville, que va ser finalment anul·lada. Després va voler unir-se a la campanya de Bonaparte a Egipte en embarcar a Marsella. Després del fracàs d’aquest últim projecte, va decidir preparar un nou viatge cap a Amèrica del Sud amb Aimé Bonpland que havia conegut gràcies a Bougainville, però marxant d’Espanya, ja que no podia fer-ho des dels ports de França.

2 HUMBOLDT, Wilhelm von (1767-1835) *Gesammelte Schriften*, 14-15. Tagebücher. II. Band. - 1799-1835 / hrsg. von Albert LEITZMANN, Berlin, B. Behr 1918.

3 HUMBOLDT, Wilhelm von, op.cit., p. 294.

En canvi, des d’un punt de vista humà, les diferències li semblen de bell antuvi més importants. Als seus ulls els bascos són més hàbils, més vius, més valents, però també més rudes, més elegants, més esvelts mentre que els catalans són més cultes, més fins, més industriosos, més treballadors, i més preocupats del seu propi interès⁴: Els biscaïns, sobretot els homes, tenen un avantatge respecte als catalans pel que fa a l’habilitat, la vivacitat i l’expressió del coratge, però els catalans, en particular les dones, tenen una educació més moderada i més suau. Els biscaïns són muntanyencs, i encara estan prop de la duresa primitiva, els catalans són més industriosos i treballadors, però també més interessats. Als catalans no els falten tampoc la força, el coratge i la vivacitat, però no tenen la gràcia dels biscaïns.

Les descripcions que ofereix tant en el seu diari de viatge com en la correspondència que manté amb Goethe són molt precises pel que fa al paisatge i als pobles que travessa. Subratlla la bellesa dels paisatges, la cura que es proporciona als conreus, la pulcritud dels pobles, i el caràcter treballador dels habitants. Particularment impressionat per la seva descoberta del massís de Montserrat i la seva visita del monestir, hi dedica una carta extensa, gairebé trenta pàgines, que envia a Goethe i en què descriu amb molts detalls els paisatges que acaba de descobrir, l’itinerari que ha agafat per a anar-hi, així com la llegenda de la seva fundació i les seves impressions personals.

En el camí del retorn a França, s’esforça igualment per a descriure el paisatge i els pobles que travessa. Després de marxar de Barcelona, continua el seu camí per la costa seguint el Camí Real de França i travessa el que avui correspon al Maresme i remunta cap a l’interior en direcció a la Selva. En aquesta primera part del seu retorn, a més de la bellesa del paisatge costaner, destaca la presència d’una indústria ja ben implantada en aquesta regió i que augura el futur desenvolupament de Catalunya com a motor econòmic de la Revolució Industrial a Espanya al llarg el segle XIX:

Aquesta jornada de viatge és, pel que fa a la bellesa de la regió, sense cap dubte la més bonica que vam efectuar. El meu germà ja ha donat prou detalls sobre aquest punt, i és cert que aquí es troben tot allò que pot fer atractiu un país costaner; grans massissos de roques d’aspectes esplèndids, una vista al mar sense límits, una vegetació magnífica i exòtica, i els senyals continus d’una indústria important.

Després de deixar la zona costanera, la descripció del seu viatge esdevé més superficial. Només dedica unes quantes ratlles a Girona que titlla de mediocre i les seves apreciacions es limiten sovint a les condicions de viatge o a l’allotjament.

Dos comentaris s’imposen a propòsit d’aquest relat. D’una banda, s’hi percep clarament que dos indrets en particular van suscitar un interès especial Per Wilhelm von Humboldt: el massís de Montserrat⁵, fins al punt de consagrar-hi una desena de pàgines, a més de la carta que dirigeix a Goethe, i la zona costanera del Maresme. D’altra banda, encara que les seves observacions pel que fa al dinamisme de les poblacions coincideixen amb les de Christian August Fischer (1771-1829), viatger, escriptor i pedagog alemany, autor del *Reise von Amsterdam über Madrid und Cadix nach Genua in den Jahren 1797 und 1798*, que recorregué Espanya, a penes dos anys abans, sembla sorprenent que Humboldt només faci una vaga descripció de Barcelona d’una quinzena de ratlles⁶, i a penes més pel que fa a les altres ciutats de Catalunya que travessa.

Paradoxalment, mentre que tindriem el dret d’esperar d’aquest, que molts consideren com a un dels pares de la lingüística moderna, i, a més, el primer estudiós de la llengua basca, llengua si n’hi ha, en aquella època i encara avui, minoritzada, una postura més oberta respecte al català, no és el cas. En efecte, tornem a trobar en el seu relat el mateix judici que en el de Fischer. No només les sonoritats de la llengua el molesten i li semblen lletges, però considera igualment que no caldria utilitzar una llengua que, segons ell, ja no s’escriu més, i que, a més a més, el seu ús és perjudicial a la instrucció. Segons ell, a les zones on es parla català, Catalunya i el

4 HUMBOLDT, Wilhelm von, op.cit., p. 294.

5 HUMBOLDT, Wilhelm von, op.cit., pp. 298 a 309

6 HUMBOLDT, Wilhelm von, op.cit., p. 311

País Valencià, les persones, no només són incapaces de parlar correctament cap de les dues llengües (el català i el castellà), sinó que es troben dins la incapacitat de pensar correctament:

El català es parla ordinàriament a Catalunya com a llengua nacional, i sense comparació, més que el valencià a València. Hom el parla en totes les assemblees, i només algunes persones més educades, i sobretot les dones, parlen el castellà amb fluïdesa. La pronunciació és dura, aspra i desagradable, a causa de les paraules monosil·làbiques, en particular les que acaben en tsch. Només va semblar-me sonar menys malament en la boca d’una sola dona. No caldria fer servir una llengua que ningú no escriu més. Ha d’esdevenir un mer i veritable patuès i perjudica l’educació. La gent en aquestes províncies no parla correctament cap llengua, i, allò que és pitjor, no pensen clarament en cap d’elles. Tot i això, a Catalunya, es predica encara en català si més no sovint i molt.

Hom està en dret de demanar-se com Humboldt va poder forjar-se tal opinió que s’assembla molt als discursos d’alguns polítics espanyols i francesos actuals. No obstant això, alguns comentaris s’imposen.

D’una banda, quan Humboldt redacta aquests apunts, ordenats molt més tard per Albert Leitzmann, té 32 anys. En la seva joventut ha après el francès, el llatí i el grec, el que, al cap i a la fi, correspon a una educació bastant clàssica. Se sap que, després, va aprendre nombroses altres llengües: anglès, castellà, italià, hongarès, txec, lituà i ... basc. Però, en aquell moment, només es troba al principi de la seva reflexió sobre la natura de les llengües i estem molt lluny del discurs que va pronunciar el 29 de juny de 1820, a l’Acadèmia de Berlín, que evoca Chabrolle-Cerrutti⁷. Quan emprèn aquest primer viatge, ha començat igualment a aprendre el castellà, i fins i tot comença a parlar-lo. Però tampoc s’ha d’oblidar que ell i el seu germà són un pur producte de l’aristocràcia prussiana, criat a Berlín, la capital de Prússia, i que freqüenta els més prestigiosos escriptors alemanys: Schiller i Goethe. Practica llengües reconegudes com a “nacionals” com l’alemany, malgrat que Alemanya no existeixi encara com a estat, el francès, les llengües “clàssiques”, el llatí, el grec i el sànscrit, s’interessa per l’occità, d’ençà que s’està a París, però és molt probable que, en aquell moment no parli el berlinès, o cap altre dialecte germànic, encara que els entengui. A més a més, com a ciutadà de Prússia, estat centralitzat, si n’hi ha, i que ha, en part erradicat les llengües esclaves (sòrab, caixubi, polabi, silesià ...) del seu territori sembla considera encara, com a molts alemanys cultes, que no hi ha lloc per a les llengües secundàries o “provincials” en aquest gran conjunt que és la “germanofonia”. Això és el que es trasllueix ja el 1797, quan s’oposa a Christian Gottfried Körner (1756-1831), amic de Schiller, quan defensa la tesi segons la qual res no és més important per a la cultura d’una nació que la seva llengua, i és amb aquest esperit que explica la superioritat del francès per sobre del provençal.^{8 9}

D’altra banda, quan arriba a Catalunya, Humboldt acaba el seu viatge a Espanya, després de passar per València i, abans, Andalusia i, sobretot, Madrid. És probable que els prejudicis que formula pel que fa a la llengua catalana reflecteixin aquests que va poder sentir durant la seva estada madrilenya. A més a més, l’única obra a què es refereix durant el seu periple, és la de Jean-François Bourgoing¹⁰, amb qui es va trobar a París, l’any que precedeix el seu viatge, i que, tot i que dibuixa un quadre prou ampli de l’Espanya de finals del segle XVIII, no conté cap referència a la història de Catalunya o a la Corona catalanoaragonesa, i doncs, a fortiori, al paper de la llengua catalana en el si d’aquesta i silencia el fet que, fins a la guerra de Successió espanyola i als decrets de Nova Planta, el 1714, el català era la llengua oficial dels territoris de la dita corona, excepte pel que fa al regne d’Aragó.

Si Humboldt, durant la seva estada a València i a Catalunya, arriba a considerar-lo un “patuès”, és possible que sigui perquè, contràriament al basc, les sonoritats i l’estructura gramatical del qual són radicalment diferents

7 CHABROLLE-CERRITINI, Anne-Marie, *La vision du monde de Wilhelm von Humboldt : Histoire d’un concept linguistique*, Chap.3, ENS Editions, Lyon, 2017

8 DOVE, Alfred, *HUMBOLDT, Wilhelm von* in Allgemeine Deutsche Biographie 13 (1881), S. 338-358

9 HUMBOLDT, Wilhelm von : *Sprachwissenschaftliche Korrespondenz*, Brief n°603, an Johann Wolfgang von Goethe, Madrid, 28.11.1799

10 BOURGOING, Jean François de (1748-1811), diplomàtic, escriptor i traductor francès, nascut a Nevers, difunt a Karlsbad. Secretari a la legació a Madrid durant 9 anys, del 1777 al 1786. Autor del *Nouveau voyage en Espagne ou Tableau actuel de la monarchie* publicat el 1789 et reeditat el 1797, 1803, i el 1807.

del castellà, la proximitat del català amb aquest l’ha induït en error, i, potser, li recorda la relació entre els

dialectes baix-alemanys i l’alemany estàndard. A més a més, a València havia pogut observar els inicis del procés d’assimilació o de substitució lingüística, quan sentia locutors valencians que utilitzaven paraules castellanes¹¹ quan s’expressaven en català, i això l’haurà dut a pensar que no dominaven cap de les dues llengües. D’altra banda, quan visita Catalunya, l’ús del català està prohibit en els actes oficials d’ençà del 1714 i els cercles que freqüenta són ja per part castellanitzats. En fi, si ja ha procedit a algunes recerques sobre la “llengua provençal”¹² d’ençà de la seva arribada a París, no sembla que hagi fet a priori cap recerca, ni fins i tot a posteriori sobre Catalunya i el català.

VENEDEY, JAKOB – DAS SÜDLICHE FRANKREICH (1846)

A priori, res no semblava predestinar a l’inici Jakob Venedey, hereu d’una modesta família de pagesos oriünds de Niederaussem, a prop de Colònia, a efectuar la carrera que se li coneix i encara menys a interessar-se per Catalunya. Nascut el 24 de maig a Colònia, és molt probablement l’adhesió del seu propi pare a les idees de la Il·lustració i a la Revolució Francesa, que van condicionar la seva futura carrera.

És, doncs, per gran part, a aquest pare francòfil, profundament compromès en la defensa dels principis democràtics i esculpit de l’esperit de la Il·lustració, fins al punt de confiar, segons els preceptes rousseauians, l’educació del seu fill, a un masover de Moers, que Jakob Venedey deu el seu europeisme, el seu compromís polític, que li valdrà molts desenganys, i el seu interès per la cultura d’altri. Com aquest, té un recorregut caòtic i topa des de la seva joventut amb les autoritats a causa de les seves opinions i de les seves preses de posició. Expulsat del *städtisches Gymnasium* de Colònia, a causa d’aquestes, així com de la seva participació al *Turnerbewegung*¹³ de Friedrich Ludwig Jahn, ha de cursar classes particulars per a poder passar l’*Abitur*. A partir del 1824, estudia el Dret a Bonn i a Heidelberg, i s’implica també activament en les corporacions estudiantils de les dues ciutats. Interromp els seus estudis el 1827 per a emprendre una carrera d’articulista jurídic i de jurista en el sector privat, tot publicant diverses obres de dret. Després de tornar a emprendre els seus estudis, obté finalment el seu doctorat a Gießen, el 1832.

Membre de la *Deutscher Preß- und Vaterlandsverein*, associació patriòtica de periodistes, intel·lectuals i polítics, fundada el 1832, es refugia al Palatinat, per a escapar-se de la incorporació dins l’exèrcit prussià i participa, el maig de 1832 a la *Hambacher Fest*. Membre dels Demòcrates del Palatinat, va ser enviat al nord d’Alemanya per a comprovar-hi la motivació respecte a la Revolució i és arrestat a Mannheim. Després d’una temptativa d’evasió fracassada, és lliurat a les autoritats prussianes que l’empresonen a Frankenthal, des d’on arriba a evadir-se. Després de nombroses peripècies, aconsegueix arribar a França on s’està primer a Estrasburg i després a Nancy. Allà, presideix l’*Association de Refugiés* i és admès a la Lògia maçònica de St Joan de Jerusalem i organitza les celebracions del primer aniversari de l’*Hambacher Fest*¹⁴. Finalment, s’instal·la a París el novembre del 1833. Poc després de la seva arribada, entra al *Deutscher Volksverein* i participa en la creació de la Lliga dels Proscrits (*der Bund der Geächteten*) el 1834. Tot i continuar dedicant-se a les seves activitats revolucionàries, esdevé corresponsal per a diferents diaris alemanys i francesos (*Die Allgemeine Zeitung*, *Die Kölnische Zeitung* et *Le Constitutionnel*) i es dedica igualment a l’escriptura i publica nombroses obres que van del diccionari, als relats de viatge, o assaigs històrics. Durant la seva estada a França, que es prolonga fins al 1848, visita, Normandia, Alsàcia, Suïssa, Irlanda, Anglaterra, Bèlgica, i el Sud de França. Aprofitant la Revolució del març de 1848, J. Venedey torna a Alemanya. És elegit diputat al Parlament de

¹¹ HUMBOLDT, Wilhelm von, op.cit., p. 275 „*Gespräch mit einem Mann, den ich bei ihm fand, über die Valencianische Sprache. Man spricht sie in Valencia schlecht, und mit vielem Spanischen vermischt, e. g. Palacio pro Palau. Reiner im Gebirge...*”

¹² HUMBOLDT, Wilhelm von, *Sprachwissenschaftliche Korrespondenz*, Brief n°611, an Gottlob Johann Christian Kunth, Paris, 04.03.1799

¹³ Nota: El Turnbewegung de Friedrich Ludwig Jahn era una organització que, oficialment, pretenia desenvolupar la pràctica de l’esport entre els joves adults, però també, d’una manera més oculta, desertar i desenvolupar l’esperit i la consciència nacional i promovia un entrenament paramilitar para derrotar els "Enemies de la llibertat". Es va desenvolupar a partir del 1810, arran de les guerres napoleòniques, fins al 1819, quan va ser prohibit i per les autoritats prussianes, però va ser després rehabilitat.

¹⁴ L’Hambacher Fest va ser un gran esdeveniment polític en què prop de 30.000 participants van reclamar un Estat nacional alemany, llibertat i ciutadania. Es va celebrar del 27 al 30 de maig de 1832 al castell de Hambach, prop de la ciutat palatina de Neustadt an der Haardt.

Frankfurt, el *Frankfurter Nationalversammlung*, del maig al juny de 1848. Després del fracàs d’aquesta última, esdevé corresponsal de guerra per un període molt breu, del 1850 al 1851, durant la guerra de l’Slesvig (1848-1851). Expulsat de Kiel, i després de Berlín i Breslau pel govern prussià, s’està a Bonn i després a Zúric abans d’instal·lar definitivament a Badenweiler el 1855.

Segons el que diu en la introducció de *Das südliche Frankreich*, va ser després del seu retorn de la seva estada a Anglaterra que els metges li van aconsellar una estada al sud de França per a curar les conseqüències de les boires londinenques¹⁵. Abandona París en diligència durant la primera quinzena del desembre del 1844, s’atura uns quants dies a Lió, i després continua el seu periple passant per Nimes, Montpeller, Narbona i, per fi, Perpinyà abans d’anar als banys de Vernet.

El relat del seu recorregut està salpicat de reflexions en què insisteix sobre les diferències entre el Nord i el Sud de França i destaca les relacions entre el clima, la vegetació dominant i el caràcter dels habitants dels llocs que travessa. Puntua el seu relat amb informacions històriques a les quals afegeix reflexions filosòfiques personals. A Lió, evoca les revoltes dels Canuts del 1831 i del 1834, així com l’aparició del socialisme i dels sindicats. A Nimes, es meravella en veure la Maison Carrée i lloa el seu equilibri i la seva harmonia, s’imagina els combats dins l’Amfiteatre, però es tracta també d’un pretext per a evocar la vida política francesa, a través de les figures de Guizot i de Thiers, i de tornar a evocar les diferències que oposen el caràcter dels meridionals al dels habitants del nord de França. A Montpeller, s’enamora del panorama que descobreix des de la plaça del Peyrou, mentre que la ciutat no troba gens de gràcia als seus ulls. Després d’estar-se uns quants dies a Montpeller, i d’haver visitat els seus entorns, arriba a Perpinyà, l’endemà de Nadal, en companyia de dos mariners catalans amb qui va trobar-se durant el seu viatge.

Després d’haver evocat la seva arribada a Perpinyà, Venedey, contràriament a Humboldt, qui, excepte pel que fa a Montserrat, no ha fet cap recerca sobre la història de Catalunya, obre un nou capítol¹⁶ del seu relat que consagra exclusivament a la història del Rosselló. La manera de fer és original i pròpia de Venedey. Denota una voluntat d’informar-se i d’informar el lector sobre el lloc on romandrà durant gairebé cinc mesos. A continuació, procedirà de la mateixa manera per a les altres ciutats on residirà.

És molt probable que la durada de la seva estada a Catalunya del Nord no li va permetre d’espigolar amb informadors locals el conjunt de les informacions que proporciona als seus lectors, tot i que les vesprades a Vernet li han hagut de deixar temps lliure. Hom pot doncs imaginar que va recollir *in situ* un cert nombre d’elements clau, i que, de tornada a París, va aprofundir-los amb l’ajuda de diferents obres a la seva disposició. Tot i això, excepte pel fa a l’obra del Baró Isidore J. S. TAYLOR¹⁷, que menciona una única vegada, no esmenta cap de les seves fonts. Les recerques efectuades, en comparar el text de Venedey amb els d’autors francesos contemporanis em van permetre descobrir-ne algunes, entre les quals hom pot citar *Histoire de Roussillon* de Dominique M. J. HENRY (1835) o *Histoire des Français* de J.C .L. SIMONDE DE SISMONDI (1841).

Si l’objectiu de Venedey d’esbossar un panorama de la història del Rosselló i dels seus habitants sembla a primera vista lloable, i denota un cert interès de part seva, no impedeix pas que pateixi dels mateixos defectes que les seves fonts, és a dir, una certa mancança de rigor i d’objectivitat. En efecte, encara que la majoria dels esdeveniments esmentats són històricament exactes, no és pas menys cert que llur narració tendeix a orientar el lector i a justificar a diversos nivells l’annexió d’aquesta part de Catalunya per França i a presentar-la com una cosa del tot natural i, fins i tot, desitjable. A més a més, aquestes fonts són molt sovint el resultat de compilacions d’autors anteriors, a vegades tacades d’errors, i no pas el fruit de vertaderes recerques històriques. Tot i això, encara que Venedey sembla considerar que l’annexió per França va ser un “benefici” per al Rosselló, adverteix del fet que, en el seu esperit i en els fets, els rossellonesos se senten encara profundament catalans i que encara existeix una frontera “mental” entre ells i la resta de França. Basant-se en l’exemple de Perpinyà,

¹⁵ VENEDEY, Jakob, *Das südliche Frankreich*, Bd.1, Vorrede,p. VII : «Die Aertze riethen mir im mittäglichen Frankreich Hülfe gegen die Folgen der Londoner Nebel zu suchen».

¹⁶ VENEDEY, Jakob, *op.cit.*, p 47 à 73

¹⁷ TAYLOR, Isidore Justin Séverin, *Les Pyrénées* (1843), esmentat per Venedey, *op.cit.* p 82

que antany era una ciutat de primer pla, assenyala igualment que, tant pel que fa a la prosperitat dels seus habitants, com al dinamisme de la seva economia, l'annexió del Rosselló per França, lluny d'haver estat beneficiosa per a aquest, ha estat al contrari sinònim de declivi. Llavors bastaria, segons ell, que el prestigi i la grandesa de França declinessin perquè el projecte d'una República Catalana, tal com l'havia formulat Richelieu, arrelés en l'esperit dels polítics rossellonesos¹⁸:

Pel que fa a la prosperitat el país no ha progressat, sinó minvat. Perpinyà era abans una ciutat comercial i industrial significativa, mentre que avui en dia l'herba creixeria en els carrers si no hi hagués una guarnició molt important. La nacionalitat francesa dels catalans arrela en substància més en França que no pas en Catalunya; no obstant això aquestes arrels continuen sent fortes mentre França és respectada, temuda, lliura i potent. Si arribés un moment en què aquest respecte i aquest temor, aquesta llibertat i aquest poder ja no existissin; s'assecarien les arrels que lliguen la Catalunya francesa a França i, llavors, amb tot, hi hauria una possibilitat que la idea de Richelieu d'una república catalana independent, germinés de bell nou en les ments dels polítics.

Quan reprèn el curs del seu relat, evoca les poques jornades que passa a Perpinyà abans d'anar-se'n a Vernet. Passejant-se després de deixar els seus equipatges a l'hotel, observa la multitud i les seves impressions semblen positives. La vida li sembla animada, els catalans que deambulen pels carrers li semblen alegres, i, fins i tot, els compara als italians¹⁹. Li semblen igualment amistosos i acollidors²⁰. Com abans Humboldt a Barcelona, troba que tenen pressa i que són enfeïnats, però també dotats d'una certa elegància²¹. Continuant el seu recorregut i trobant-se davant la *Llotja de Mar* de Perpinyà, seu del *Consolat de Mar* a l'Edat mitjana, i cor neuràlgic de la ciutat, n'aprofita per a evocar la història de les institucions catalanes. Deambulant pels carrers per a matar el temps, visita el *Palau dels reis de Mallorca* i, després, se'n va cap al *Castillet*.

Després de visitar aquest, i com que durant els seus viatges anteriors ha agafat el costum d'interessar-se als cartells per a trobar-hi informacions sobre la vida política, social, religiosa i artística de les ciutats que visita, dona una ullada a les que estan col·locades a les parets de la torre de l'edifici. Excepte algunes publicitats, no troba res que satisfaci la seva curiositat. Hi percep, abans que el concepte estigui de moda, un efecte de l'hipercentralització²² francesa que ha transformat una regió pròspera en un desert econòmic, i n'augura, molt abans que sigui d'hora, les conseqüències, que podrien, segons ell, conduir, al cap i a la fi, a un esclatament del país. Sembla en particular considerar que la desaparició de l'autonomia de les comunitats o dels municipis implica la desaparició de l'activitat comercial i industrial, el que ja havia deixat entendre a la fi del capítol que havia consagrat a la història del Rosselló²³:

Què es pot escriure també a les parets, on no hi ha cap vida comunitària? França ha guanyat el Rosselló, malgrat les estàtues egípcies que juraven per llurs sants: «No el tindreu». El va guanyar perquè era més independent, més lliure, més gloriosa que Espanya. Però la centralització excessiva treballa ja d'ençà d'un parell de generacions a la creació de situacions que un dia d'aquests podria arrencar de bell nou la part francesa del conjunt. Amb la vida comunitària va desaparèixer igualment el comerç i la indústria pròpia del país.

Els dies següents, Venedey se'n va a Vernet. Una vegada passat Illa que li sembla sorgir al bell mig de cap part amb les seves flors i els seus arbres fruiters, el paisatge li sembla nu i pelat fins a Prada (de Conflent) on arriba de nit. Els escassos pobles que travessa llavors (Vinçà, Marqueixanes), no semblen deixar-li un record

18 VENEDEY, Jakob, *op.cit.*, p.72.

19 VENEDEY, Jakob, *op.cit.*, p.75 – "M'he assabentat ràpidament que als catalans els agrada tan cantar i són tan llestos per fer-ho com només ho son els italians. Al teatre s'estrenen gairebé només òperes, i a cada nou que troba bon acolliment, surten l'endemà als carrers tots els seus solos o cors."

20 VENEDEY, Jakob, *op.cit.*, p.76 – "Si puc generalitzar a partir del seu cas, aleshores els catalans del Rosselló són un poble molt amable i molt hospitalari."

21 VENEDEY, *op.cit.*, p.76 – "La gent passa ràpidament i enfeïnada, i no obstant això, amb certa gràcia pels carrers estrets entre les barraques i les botigues de queviures."

22 VENEDEY, *op.cit.*, p. 82.

23 VENEDEY, *op.cit.*, p. 72

imperible: les cases li apareixen totes d'un blanc brut que, per ell, evoca l'Orient²⁴.

Tot i que ràpidament es desencanta pel que fa als banys, les prestacions i les instal·lacions dels quals no corresponen gens al que li havia estat anunciat, no renuncia, tanmateix, a la seva estada i ho aprofita per a continuar les seves observacions. Aprofitant una visita a Prada, durant el carnaval, assisteix en una demostració d'una sardana a la plaça de l'església. Aquest espectacle li sembla un vestigi del passat, i tem que s'acabi per prohibir aquesta dansa, seguint l'exemple de l'ús de la barretina²⁵, per ser, segons ell, un símbol massa fort de la identitat catalana²⁶:

És probablement l'últim rastre de l'antiga vida catalana que subsisteix encara. Parlo només naturalment de la part visible, perquè, com que la llengua és encara el català, la vida íntima i les aspiracions de la gent continuaran segurament encara molt sovint lligades a la llengua. Però, pel que fa a les aparences externes, el prefecte ha guanyat, i temo molt, que amb el temps els Gendarmes considerin que la dansa catalana és tan perillosa com el barret jacobi.

Durant la seva estada a Vernet multiplica els desplaçaments a Prada o a Perpinyà. No manca de subratllar el contrast entre les valls remotes del Conflent, on regna el "cretinisme", i la ciutat. Tot i això, no cal veure-hi una apreciació amb la connotació negativa i depreciativa com la que tindria avui dia, i que seria pròpia de Venedey. Es tracta d'un concepte mèdic que sorgeix al segle XIX pel que fa a les poblacions muntanyenques aïllades sovint exposades a la consanguinitat i a algunes malalties endèmiques, com el goll i el nanisme. En efecte, la visió de Venedey, pel que fa al Rosselló és bastant positiva, i, a vegades, fa trontollar la seva francofília, en evocar al passat prestigiós de Catalunya i comparar-lo amb la seva situació sota el jou francès.

CONCLUSIÓ

Després d'aquest panorama, sembla a primera vista difícil de treure una visió comuna als nostres dos viatgers. Tot i això, es pot remarcar que ambdós s'acorden per a subratllar les diferències que existeixen entre la resta dels espanyols ... o dels francesos.

Per a cadascú, sembla evident que aquesta diferència es basa fonamentalment sobre dos punts, o sigui, el sentiment d'identitat pròpia dels catalans, i, d'altra banda, el dinamisme econòmic, però els punts comuns es limiten aparentment a aquests dos i sembla difícil de parlar d'una "mirada alemanya" sobre Catalunya.

Sobre l'aspecte identitari, les opinions divergeixen i sembla difícil d'observar una evolució diacrònica o diatòpica. Ambdós es posen d'acord per a designar-los amb el mateix gentilici: *Katalanen*, però no hi atorguen la mateixa importància. Mentre que Humboldt hi veu una forma d'identitat regional en el si d'Espanya, Venedey, ell, és l'únic que els designa com a un poble, *ein Volk*²⁷, i que, encara que fa sovint la distinció entre els que es troben d'un costat del Pirineu i els qui es troben de l'altra, els considera com a una sola entitat.

Així els catalans de França, qui, com els d'Espanya, descendien de tribus ibèriques amb mescla romana, germànica i aràbiga, van ser reunits amb els seus germans.

Els catalans, tan d'aquest costat com de l'altre del Pirineu, eren un poble massa valent, massa conscient dels seus drets...

Ambdós s'acorden per a considerar que la llengua és un element constitutiu d'aquesta identitat, però no és sempre l'element que posen en relleu els nostres viatgers.

24 VENEDEY, *op.cit.*, pp. 84-86

25 Venedey s'equivoca en confondre la barretina catalana amb el barret frigi, símbol republicà, caigut en desús durant el regnat de Napoleó i després prohibit durant la Restauració i la de Juliol, per evocar la república.

26 VENEDEY, *op.cit.*, p. 92

27 VENEDEY, *op.cit.*, pp. 51-52

Per Humboldt, si es deixa de banda les qualitats físiques i morals que atribueix als catalans, sembla que sigui indiscutiblement un element clau de la identitat catalana. Però, lluny de ser un mèrit per a aquests, ell hi veu un fre o, fins i tot, un obstacle al desenvolupament dels individus en la mesura en què els faria inaptes no només a expressar-se, sinó també a pensar en l’una o l’altra de les dues.

Venedey és sens dubte el més sensible a la identitat catalana, i que és l’únic que ha fet recerques en aquest sentit. Durant la seva estada, la més llarga dels tres, ha pogut comprovar l’arrelament de la llengua al si de la població, i considera que és un element clau, però no és l’únic. Per a ell, la llengua forma part d’un conjunt d’elements sobre els quals basa la identitat catalana i entre els quals es troben la llengua, per cert, però també la història de Catalunya i del Rosselló, a la que dedica un capítol sencer, els costums i la manera de pensar²⁸. Pel que fa al dinamisme que manifesten els catalans, aquí també les reaccions són diferents. Humboldt els compara de seguida amb els bascos i posa en relleu llur capacitat de treball i llur caràcter emprenedor. En arribar a Barcelona, percep els indicis del dinamisme i de la riquesa de la vila i es fixa en l’atenció que es posa per al conreu de la terra²⁹, igualment quan segueix la costa cap a Perpinyà fa les mateixes observacions³⁰:

És particularment bonic veure els vaixells mig acabats a les grades. Gairebé tots els llocs pels quals hom arriba, ofereixen aquesta visió, i com que es repeteix tantes vegades, contribueix molt a donar al país el caràcter d’un poble treballador, industriós, que intenta acostar-se als països, i amistós. Tots els pobles estan tan ben construïts i són tan rics que els anomenariem totes les ciutats.

En el seu repàs de la història del Rosselló, Venedey, insisteix força sobre les qualitats dels catalans: la bravesa, l’aferissament per a defensar els seus drets, la seva resistència a les temptatives d’invasió, etc... Posa igualment de relleu el dinamisme dels catalans, en particular al nivell econòmic, i enyora que l’annexió a França hagi provocat l’empobriment d’una província, antany tan rica.

Si ambdós perceben d’una manera o de l’altra aquesta identitat catalana, quins són els elements que poden explicar les diferències de percepció dels uns i dels altres? Pel que fa a Humboldt, es pot imaginar sense equivocar-se massa que les concepcions que, en aquesta època, té de la llengua i del vincle d’aquesta amb el concepte de la nació, molt influïdes per la seva condició de prussià, el fan poc sensible a l’especificitat catalana, que percep com una forma de regionalisme. Pel que fa a Venedey, es pot considerar que els seus orígens familiars i geogràfics, és originari de Renània, una terra de transició, les seves conviccions republicanes així com el seu ofici de periodista, han jugat un paper preponderant en la percepció de la identitat catalana.

BIBLIOGRAFIA

BUBLIES-GODAU, Birgit. (2016). „Venedey, Jakob“ in *Neue Deutsche Biographie* 26, S. 747-749 [Online-Version]

CHABROLLE-CERRITINI, Anne-Marie (2017). Chap.3: Le discours de 1820. In *La vision du monde de Wilhelm von Humboldt : Histoire d’un concept linguistique*. Lyon: ENS Editions,

DOVE, Alfred. (1881). Humbolt, Wilhelm von in *Allgemeine Deutsche Biographie* 13 , S. 338-358

HENRY Dominique M. J.,(1835) *Histoire de Roussillon comprenant l’histoire du royaume de Majorque*. Paris. Imprimerie royale.

HUMBOLDT, Wilhelm von. (1918). *Gesammelte Schriften*, 14-15. Tagebücher. II. Band. - 1799-1835 / hrsg. von Albert LEITZMANN. Berlin. B. Behr.

HUMBOLDT, Wilhelm von. *Sprachwissenschaftliche Korrespondenz*, Brief n°603, an Johann Wolfgang von Goethe, Madrid, 28.11.1799

SIMONDE DE SISMONDI, Jean Charles Léonard. (1841). *Histoire des Français, tome XXIII*. Paris. Treuttel et Würtz.

TAYLOR, Isidore Justin Séverin. (1843). *Les Pyrénées*. Paris. C.Gide

VENEDEY, Jakob. (1846). *Das südliche Frankreich, erster Teil*. Frankfurt am Main. J.Rütten

28 VENEDEY, op.cit., p. 78 - "*Però això no impedeix que els habitants d'aquest siguin encara avui dia catalans per la llengua, pels seus costums, per la seva manera.*"

29 HUMBOLDT, op. cit., p. 293 – "*Hom passa davant de moltes cases de camp molt grans i magnifiques []. A prop de les portes de Barcelona el conreu dels horts és molt acurat i molt bonic.*"

30 HUMBOLDT, op. cit., pp. 295-296